



Haute école pédagogique du Valais
Pädagogische Hochschule Wallis

L'HORAIRE CONTINU : L'HISTOIRE D'UN SUCCES

**L'EVOLUTION DE L'ECOLE ET DE LA SOCIETE DU VAL D'ANNIVIERS
DE 1960 A AUJOURD'HUI**

AUTEURE : MARIELLE SAVIOZ

SAINT-MAURICE, FEVRIER 2010

SOUS LA DIRECTION DE DANIELE PERISSET BAGNOUD

MEMOIRE DE FIN D'ETUDES A LA HEP-VS

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier toutes celles et ceux qui nous ont soutenue dans l'élaboration et la réalisation de ce travail de recherche.

Nous adressons nos remerciements à Mme Danièle Périsset Bagnoud pour nous avoir accompagnée et conseillée tout au long du mémoire.

Nous remercions également toutes les personnes de notre entourage et en particulier notre famille, qui nous a encouragée, soutenue et apporté leur aide par des conseils judicieux et par la relecture de notre mémoire.

Nous exprimons aussi notre reconnaissance à tous ceux qui nous ont permis de récolter des données, à la commune d'Anniviers et à l'Office cantonale de la statistique à Sion.

RESUME

Dans ce travail de recherche, nous interrogeons la société et ses différentes composantes pour tenter d'expliquer le développement positif du secteur scolaire du Val d'Anniviers et la réussite du projet de l'horaire continu.

La vallée comptait onze écoles et chacune était constituée d'une classe, voire de deux classes à multiples degrés. Dans les années septante a eu lieu la centralisation scolaire à Vissoie. Ce regroupement des écoles a permis d'ouvrir une classe par degré et ainsi d'élever le niveau des élèves. Vingt ans plus tard, le centre scolaire de Vissoie voit apparaître une nouvelle organisation, l'horaire continu avec une pause d'une heure à midi et la fin de journée à 14h25.

Par ce travail de recherche, nous découvrons les facteurs qui ont favorisé ce développement positif. En partant du développement global de la société, nous nous intéressons au lien qui existe entre les données socio-économiques de la région et leur influence sur ce développement scolaire. Pour ce faire, nous croisons ces données avec l'histoire de l'école pour en constater les interrelations.

Nous remarquons alors que la création de l'horaire continu provient de l'augmentation de l'activité féminine et de la difficulté à concilier vie professionnelle et vie familiale, de l'accroissement des familles monoparentales, de la recherche du confort et de la préconisation de la vie de famille.

Mots-clés :

- Développement socio-économique
- Région alpine
- Ecole obligatoire
- Horaire continu
- Val d'Anniviers

Sommaire

AVANT PROPOS	10
INTRODUCTION	11
1 ^{ERE} PARTIE : PROBLEMATIQUE	13
1. PRESENTATION GENERALE DU VAL D'ANNIVIERS.....	13
1.1. ANCIENNES COMMUNES.....	14
2. HISTOIRE DE L'ECOLE DU VAL D'ANNIVIERS	16
2.1. AVANT 1960	16
2.2. DE 1960 A 1970.....	17
2.3. DE 1970 A 1980.....	17
2.4. DE 1980 A 1990.....	18
2.5. DES 1990	19
3. QUESTION DE RECHERCHE	20
4. METHODOLOGIE.....	21
4.1. ANALYSE DE CONTENU	21
4.2. QUATRE ETAPES.....	21
4.2.1. PREANALYSE.....	21
4.2.2. CATEGORISATION	22
4.2.3. CODAGE.....	22
4.2.4. INTERPRETATION DES RESULTATS.....	22
2 ^{EME} PARTIE : L'EVOLUTION DE LA SOCIETE	23
1. CONCEPTUALISER LES CHANGEMENTS SOCIAUX ET ECONOMIQUES	23
1.1. SOCIETE CAPITALISTE DU XX ^{EME} SIECLE.....	23
1.2. SECTEURS ECONOMIQUES	24
1.3. SOCIETE INDUSTRIELLE	24
1.3.1. ECONOMIE DANS LA SOCIETE INDUSTRIELLE	25
1.4. LES ALPES VALAISANNES DANS CETTE EVOLUTION.....	25
1.5. NAISSANCE DE LA SOCIETE POST-INDUSTRIELLE	27
1.6. DEVELOPPEMENT DES SOCIETES RURALES	28
2. LA SUISSE DANS LA SOCIETE POST-INDUSTRIELLE.....	29
2.1. ECONOMIE	29

2.1.1.	PHENOMENE DES PENDULAIRES.....	30
2.1.2.	BOOM IMMOBILIER	30
2.1.3.	TOURISME	31
2.2.	EDUCATION ET FORMATION.....	32
2.3.	ROLE DES FEMMES DANS LA SOCIETE	35
2.3.1.	EVOLUTION DE LA FAMILLE	35
2.3.2.	EVOLUTION DES DROITS DES CITOYENS	37
3 ^{EME}	PARTIE : L'EVOLUTION DU VAL D'ANNIVIERS.....	39
1.	DIMENSION STRUCTURELLE ET DEMOGRAPHIQUE	39
1.1.	CARTE POLITIQUE	39
1.2.	EVOLUTION DE LA POPULATION.....	40
1.3.	PYRAMIDE DES AGES ET INDICES.....	41
1.3.1.	POPULATION EN 1960	41
1.3.2.	POPULATION EN 1970	42
1.3.3.	POPULATION EN 1980	43
1.3.4.	POPULATION EN 1990	44
1.3.5.	POPULATION EN 2000	45
1.3.6.	COMPOSITION DE LA POPULATION.....	48
1.4.	LES MENAGES	49
1.4.1.	NOMBRE D'ENFANTS PAR FAMILLE	51
1.5.	INFRASTRUCTURES DE LOISIRS ET DE CULTURE	51
2.	DIMENSION ECONOMIQUE	54
2.1.	EMPLOI ET VIE ACTIVE	54
2.1.1.	POPULATION ACTIVE	54
2.1.2.	SECTEURS ECONOMIQUES	54
2.1.3.	PLACES DE TRAVAIL.....	56
2.1.4.	PENDULAIRES.....	57
2.1.5.	FEMMES AU TRAVAIL	58
2.1.6.	REVENUS.....	60
2.2.	TOURISME	60
2.3.	SERVICES.....	61
2.3.1.	SANTE.....	61
2.3.2.	EDUCATION ET FORMATION.....	62
2.3.3.	TRANSPORTS.....	63

4^{EME} PARTIE : SYNTHESE DES RESULTATS	65
1. RESULTATS CROISES	65
1.1. FERMETURE DES ÉCOLES DE VILLAGES ET CENTRALISATION SCOLAIRE	69
1.2. OUVERTURE D'UN CYCLE D'ORIENTATION	69
1.3. OUVERTURE D'UNE ÉCOLE ENFANTINE POUR GRIMENTZ ET AYER	70
1.4. CRÉATION DE L'HORAIRE CONTINU	70
2. CONCLUSION	71
2.1. PROLONGEMENT ET PERSPECTIVES.....	72
3. DISTANCE CRITIQUE	72
4. BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE.....	75
4.1. SOURCE DES DONNÉES STATISTIQUES	75
4.2. BIBLIOGRAPHIE	76

AVANT PROPOS

Etant donné que ce mémoire est inséré dans une recherche qu'il emprunte à une autre discipline, la géographie, et avec approbation de la directrice de mémoire, nous avons pris quelques libertés quant aux normes HEP *stricto sensu*.

INTRODUCTION

Dès 1960, les écoles du Val d'Anniviers sont menacées de fermeture. La régression démographique des villages en est la cause principale. Les six communes du Val d'Anniviers se rassemblent alors pour créer, à Vissoie en 1973, le centre scolaire d'Anniviers regroupant toutes les classes primaires ainsi que le cycle d'orientation.

Dès lors, les trajets deviennent très pénibles pour les élèves venant des cinq autres communes. Pour pallier les effets néfastes de ce surmenage, Francis Salamin, directeur du centre scolaire d'Anniviers de 1974 à 1994, décide, en 1982, d'instaurer un horaire concentré pour les élèves. Mais ce n'est qu'en 1994 que l'horaire continu est introduit dans le centre scolaire d'Anniviers après une période expérimentale de trois ans.

Dans le cadre de notre formation à la Haute Ecole Pédagogique, nous avons pris connaissance d'un projet de recherche mis en place par les professeurs Danièle Périsset et Edmund Steiner, sur les écoles des Alpes (Interreg IV). Ce projet a pour but de questionner l'école en tant qu'institution vivante afin d'en comprendre les changements, soit les transformations sociales et culturelles, et d'en élaborer un modèle. Cette recherche comparera plusieurs études de cas menées en Valais, aux Grisons, dans le Vorarlberg (A) et à St-Gall. Elle servira à construire, par la suite, une matrice d'indicateurs pour anticiper et mieux gérer les transformations socio-économiques ayant un impact sur l'environnement scolaire dans les zones alpines périphériques. Ces indicateurs serviront également au maintien de la vitalité d'un service public de qualité et de proximité, participant ainsi à la dynamisation de ces régions.

Ce projet, d'une grande envergure, comprend également une étude sur le Val d'Anniviers. Cette région fait partie des zones qui ont vu évoluer positivement leurs structures scolaires ces dernières années. Etant originaire de cette région, nous nous sommes très vite intéressée à ce sujet et avons intégré la recherche menée par les professeurs Steiner et Périsset à la Haute Ecole Pédagogique dont le titre est le suivant : « Accompagner les écoles des Alpes lors des transformations sociales contemporaines ».

Afin de comparer au mieux les différentes régions traitées dans la recherche, il convient de dresser leur profil à l'aide d'indicateurs communs pour ensuite pouvoir les comparer et comprendre les différentes évolutions de la structure scolaire d'un endroit à un autre.

Puisque nous sommes responsable de la région du Val d'Anniviers, notre but premier est de saisir les raisons pour lesquelles la situation scolaire de cette vallée s'est positivement développée.

Pour ce faire, nous analyserons les données communes à chaque région étudiée, soit les données structurelles et démographiques et les données économiques.

Ainsi, nous tenterons de comprendre l'évolution de la structure scolaire dans la région en mettant en relation son développement socio-économique et son développement dans le domaine scolaire.

D'un point de vue professionnel, nous attendons de ce travail qu'il nous permette d'avoir un regard critique face à l'introduction d'un horaire continu dans la région du Val d'Anniviers. Nous pourrions ainsi apporter nos connaissances dans d'autres centres scolaires de régions alpines. Nous avons choisi ce thème de par notre origine anniviarde mais également du fait de notre curiosité envers le développement de cette région. Nous souhaiterions, en effet, approfondir nos connaissances sur la vallée.

Par ailleurs, cette étude développera nos capacités de recherche et d'analyse. En outre, il nous paraît intéressant, en tant qu'enseignante, de comprendre que l'école fait partie intégrante d'une société et évolue avec celle-ci.

1^{ERE} PARTIE : PROBLEMATIQUE

Le Val d'Anniviers, qui sera observé et analysé, est un exemple d'une évolution réussie, rare et unique en Suisse (jusqu'en mars 2009).

Nous allons à présent développer la problématique de notre travail, soit l'évolution positive du Val d'Anniviers et de sa situation scolaire, notre question de recherche et notre méthodologie.

1. PRESENTATION GENERALE DU VAL D'ANNIVIERS

La région du Val d'Anniviers a longtemps été considérée comme la « montagne-paradis » (Crettaz, 2008, p.13) immuable et hostile à tout progrès, un mythe transmis par les citadins. Pourtant, depuis plus d'un demi-siècle, de grands changements ont eu lieu dans la vallée et ont prouvé que beaucoup d'Anniviards étaient et sont encore friands de modernité, tant au niveau économique, avec l'essor du tourisme, qu'au niveau culturel et social. D'ailleurs, le développement de la situation scolaire démontre cette volonté de s'améliorer et de progresser.

Le Val d'Anniviers se situe dans les Alpes suisses, à la frontière entre le Bas-Valais francophone et le Haut-Valais alémanique. Cette vallée, qui s'ouvre sur la rive gauche du Rhône, s'étend sur plus de 240 km², y compris 65 km² de glaciers. Son altitude se situe entre 527 mètres et 4'512 mètres. La Navizence partage le Val d'Anniviers. Sur la rive droite, nous pouvons voir les villages de Niouc, Fang, Vissoie, St-Luc, Chandolin, Mission, Ayer et la station de Zinal ; sur la rive gauche, Pinsec, Mayoux, St-Jean et Grimentz.

Depuis le début 2009, une seule commune regroupe tous ces villages, comme ce fut le cas à l'origine. Néanmoins, dès la fin du XV^{ème} siècle, de nombreuses tensions interviennent entre les villages et chacun réclame son indépendance. Au début du XVI^{ème} siècle, les communautés du Val d'Anniviers se répartissent en quatre « Quartiers » : le Quartier de Luc, comprenant Luc et Chandolin, le Quartier d'Ayer, avec les villages d'Ayer et de Mission, le Quartier de Grimentz, englobant Grimentz et Saint-Jean, et enfin, le Quartier de Vissoie avec les quatre villages de Vissoie, Combaz, Fras et Pinsec. Ces Quartiers forment une unité religieuse, sociale et politique pendant plus de deux siècles. Cependant, en 1789, pour diverses raisons, les grandes communautés englobent les petites et le système des Tiers est mis en place de la façon suivante : Le Tiers de Luc avec les villages de Luc et Chandolin, le Tiers d'Ayer avec Ayer, Mission et Combaz, le Tiers de Grimentz avec Saint-Jean, Fras et Pinsec. Neuf ans plus tard, la paroisse de Saint-Luc est créée et se détache donc de l'unique paroisse de Vissoie. Cette dernière construit sa nouvelle église en 1808. En 1798, Saint-Jean, Fras et Pinsec se séparent de Grimentz et forment une seule commune. En 1814, Chandolin et Saint-Luc se divisent, tandis que Mission reste lié à Ayer. De 1814 à 1816, on assiste à une lutte entre Ayer et Grimentz pour contrôler Vissoie. Ce dernier est partagé entre les deux communes en 1824. Il retrouve son indépendance vers 1904 grâce à une nouvelle population qui s'y installe à la fin du XIX^{ème} siècle (Rouvinez, 1984, p.76-80). C'est ainsi qu'en 1905 la vallée se trouve divisée en six communes : Vissoie, Ayer, Grimentz, St-Jean, St-Luc et Chandolin.

Cependant, durant les années soixante, le Val d'Anniviers connaît un mouvement de centralisation générale ; un cabinet médical, une centrale laitière, une poste et un office de tourisme sont créés à Vissoie, en raison de la position dominante de ce village, tant au niveau géographique qu'économique. De plus, les écoles des villages se réunissent pour former le centre scolaire d'Anniviers (Hanhart, Beer Fluckiger & Perroulaz, 1990, p.13). Cette centralisation annonce la fusion des communes et la création de la commune d'Anniviers au début de l'année 2009.

La modernisation qu'a connue le Val d'Anniviers ces dernières décennies est la conséquence directe de l'évolution industrielle des zones urbaines qui a entraîné, dans son sillage, les zones rurales.

En effet, la commune fait partie des régions rurales, selon la typologie des communes suisses. L'étude, issue de l'OFS/OFAT/IREC, a pour objectif « d'élaborer une classification pertinente du niveau communal pour des études démographiques et socio-économiques tout en satisfaisant les intérêts de l'aménagement du territoire » (Schuler, Dessemontet & Joye, 2005, p.116). Ainsi, au 1^{er} janvier 2009, cette étude classe le Val d'Anniviers en tant que « commune touristique » (type 6). De plus, elle fait partie des régions rurales hors agglomération (Schuler *et al.*, p.124-128).

De nombreuses recherches dans les domaines sociaux et économiques ont été entreprises pour la région du Val d'Anniviers et son développement.

Bernard Crettaz, sociologue et ethnographe reconnu, s'est penché sur le développement du Val d'Anniviers de 1900 à nos jours, notamment sur le mythe de la vallée, la modernité, le tourisme, les divers promoteurs de la région ainsi que le développement de l'agriculture. Il traite également du rôle des hommes, des femmes et des enfants au travers de cinq éléments emblématiques pour la région : « Le curé, le promoteur, la vache, la femme et le président » (2008). Dans son ouvrage, il nous fait part de ses nombreuses recherches dans le domaine du développement social, économique et culturel de la région. Cet ouvrage est à considérer comme une référence scientifique pour l'insertion universitaire de son auteur, même s'il ne comporte ni date ni chiffre précis. C'est pourquoi il est important de faire le lien entre les propos de Crettaz, les données statistiques du canton du Valais ainsi que les données de Philippe Chauvie. Ces dernières se rapportent à la situation socio-économique du Val d'Anniviers de 1970 à 1974 et, plus généralement, à l'évolution socio-économique de 1970 à 1990.

Toujours concernant le développement de la région, en 1980, l'ethnologue Yvonne Preiswerk relate, dans son mémoire, les conditions géographiques de la vallée. Elle met en évidence une société anniviarde culturellement presque fermée ayant un très grand esprit de communauté aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles (Preiswerk, 1980, p.18).

Enfin, movingAlps (Dieter Schürch) s'est implanté dans le Val d'Anniviers en 2003 pour apporter son soutien à la région. Son projet est de promouvoir le développement économique et social des régions de l'arc alpin qui courent le risque de la marginalisation socioculturelle. Les divers projets proposés font état de statistiques intéressantes au sujet de la vallée.

Nous avons cité ici les diverses recherches importantes sur le développement du Val d'Anniviers, du point de vue démographique, géographique, économique, social et culturel. Dans notre travail, nous traitons de la région du Val d'Anniviers dans sa totalité puisqu'elle ne forme désormais qu'une seule commune. Cependant, il est intéressant de faire un rapide tour des six anciennes communes d'Anniviers.

1.1. ANCIENNES COMMUNES

Ayer

Ce village, très actif de nos jours, était l'ancien terminus de la route d'Anniviers jusqu'en 1957, date à laquelle elle a atteint Zinal. Les familles Melly, Bonnard et Vianin ont leur origine à Ayer (Antille, 2004-2006).

Chandolin

A 1'938 mètres d'altitude, Chandolin est l'un des villages les plus hauts d'Europe habités durant toute l'année mais aussi un des lieux les plus ensoleillés. Chandolin, dont les habitants sont les « chandolinards », est le lieu d'origine d'une partie des familles

Zufferey, Theytaz et Caloz. Cette ancienne commune possédait deux villages : celui de Fang, village médiéval d'une trentaine d'habitants, situé à 960 mètres d'altitude, et celui de Soussillon, hameau situé à 1'400 mètres d'altitude sur le chemin muletier reliant les Pontis au village principal de Chandolin (Office du tourisme de Chandolin) (Antille, 2004-2006).

Grimentz

Situé à une altitude de 1'564 mètres, Grimentz est, avec Chandolin, l'un des villages de la vallée ayant le mieux résisté aux changements. Les familles Massy, Antonier, Abbé, Rion, Vouardoux et Genoud y ont leurs racines. Les « grimentzards » ont la réputation d'être imbus d'eux-mêmes, ce qui leur a valu, par le passé, de nombreuses disputes avec leurs voisins (Antille, 2004-2006).

Saint-Jean

Le village de Saint-Jean, situé à 1'395 mètres, est divisé en deux parties : Saint-Jean-d'en-Haut et Saint-Jean-d'en-Bas. Les familles Revey et Savioz y ont leur origine. L'ancienne commune de Saint-Jean regroupait les villages de Mayoux et Pinsec. Au début du siècle, 99% des habitants de Pinsec ont émigré à Noës, en plaine, pour y travailler la terre (Antille, 2004-2006).

Saint-Luc

Situé à 1'655 mètres, Saint-Luc offre une splendide vue sur une grande partie des sommets du Val d'Anniviers. Les habitants, les « lucquérends », sont en majorité des membres des familles Pont, Salamin, Antille et Caloz, possédant les nombreux vignobles de plaine (Antille, 2004-2006).

Vissoie

Vissoie, situé à une altitude de 1'204 mètres, est le chef-lieu du Val d'Anniviers. Autrefois, ce village était l'unique paroisse de la vallée, d'où sa grande église, dédiée à Sainte Euphémie. Cette ancienne commune, habitée par des « vissoyards », était également le centre administratif de la vallée (Antille, 2004-2006).

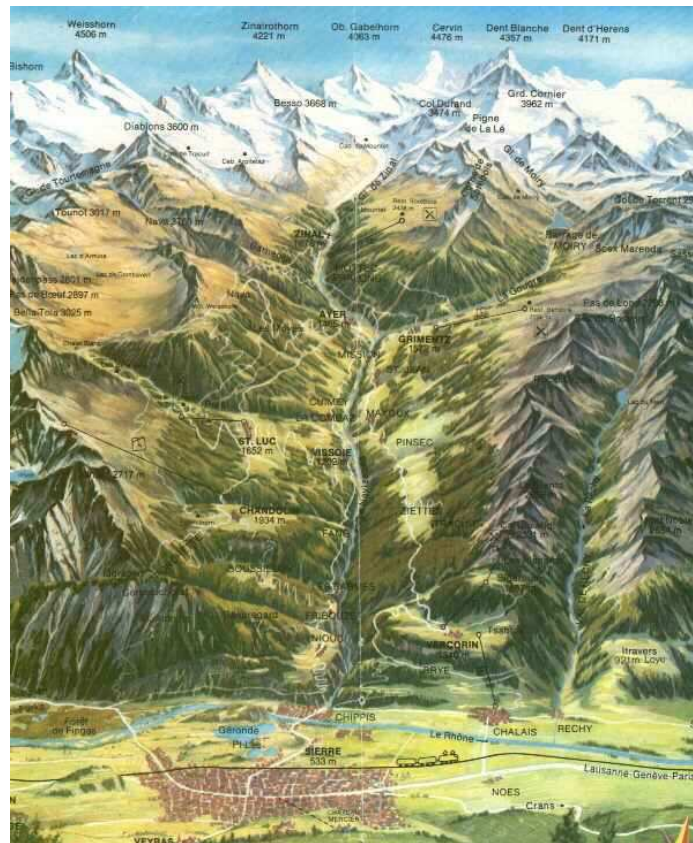
Voici un tableau récapitulatif de la population dans les anciennes communes du Val d'Anniviers.

Tableau 1: Population des six anciennes communes du Val d'Anniviers

	1960	1970	1980	1990	2000
Ayer	408	434	472	477	570
Chandolin	108	84	89	74	95
Grimentz	270	205	271	371	404
Saint-Jean	253	185	165	183	196
Saint-Luc	193	168	212	245	319
Vissoie	380	367	375	369	451
Val d'Anniviers	1'612	1'443	1'584	1'719	2'035

Source: Recensement fédéral de la population 2000. Evolution de la population des communes 1850-2000. (2001)

Illustration 1: Plan du Val d'Anniviers



Source : Plan du Val d'Anniviers. (2005)

2. HISTOIRE DE L'ECOLE DU VAL D'ANNIVIERS

Le développement du secteur scolaire d'Anniviers a également suscité l'intérêt de chercheurs. Hanhart, S., Beer Fluckiger, V. et Perroulaz, G. (1990) ont publié un livre à ce sujet, intitulé « L'école est fermée ! ... Et alors ? ». Cet ouvrage fait état de la question en déterminant les causes de ces fermetures et les conséquences économiques et sociales de ce développement. Il retrace également l'historique de la centralisation scolaire. Par ailleurs, Francis Salamin, ancien directeur du centre scolaire d'Anniviers nous fait part de la nouvelle organisation scolaire en Anniviers dans un dossier datant de 2006.

De plus, la question de l'horaire centralisé n'est pas nouvelle. En effet, l'Association suisse des écoles à horaire continu a publié un document, en 2005, dans lequel elle décrit les actions mises en place par le centre scolaire d'Anniviers (organisation de la journée, activités extra-scolaires, repas de midi, services, surveillance, etc.) pour assurer la bonne marche de cet horaire centralisé.

Désormais, nous allons retracer l'histoire de l'école du Val d'Anniviers de 1960 à 2000¹.

2.1. AVANT 1960

Avant les années soixante, chaque village de la vallée, excepté Zinal, possède son école, composée selon l'effectif d'une seule classe à plusieurs degrés. Seules les classes de Vissoie, Ayer et Grimentz contiennent deux à trois degrés chacune. Au total, le Val d'Anniviers compte 11 écoles de village. A cette époque, les cours se déroulent uniquement durant les six mois d'hiver, de novembre à avril (Hahnart, Beer Fluckiger & Perroulaz, 1990, p.13).

¹ Les quelques chiffres concernant le nombre d'élèves par classe nous ont été transmis par le centre scolaire d'Anniviers.

2.2. DE 1960 A 1970

Dès 1960, des projets de fermeture de classes dans la vallée se précisent en raison du nombre toujours plus faible d'élèves par village. L'école de Pinsec ferme et les élèves sont regroupés à Mayoux. Puis l'école de Fang ferme ses portes en 1960, suivie de Saint-Jean, Niouc, Chandolin, Saint-Luc, Mission et pour finir, Mayoux entre 1966 et 1969. Dans le courant de l'année 1968, les premières idées d'une centralisation scolaire apparaissent. L'année suivante, la première discussion sur le centre scolaire est organisée par le Département de l'Instruction publique valaisan (D.I.P.) en collaboration avec les autorités locales. Il semble donc que le D.I.P soit à l'origine de l'initiative de la centralisation. Par ailleurs, elle informera autorités et population par des séances d'information (Hahart *et al.*, 1990, p.13).

2.3. DE 1970 A 1980

Le projet d'une centralisation scolaire voit le jour à Vissoie en 1971, avec un premier rassemblement des classes enfantines et primaires de toutes les communes de la vallée, hormis Grimentz et Ayer. Deux ans plus tard, les deux communes dissidentes ferment leurs écoles et se rallient au centre scolaire d'Anniviers. En février 1973, le centre scolaire est inauguré et le regroupement des enfants de la vallée est complet au début de l'année scolaire 1973-1974.

Cette nouvelle situation scolaire a pour cause, entre autres, les effectifs d'élèves trop faibles, les difficultés à recruter des enseignants et les nouveaux besoins de l'enseignement comme le matériel pédagogique. La centralisation a donc pour but de rendre l'enseignement plus efficace selon les normes cantonales (Hanhart *et al.*, p.13-15). Chaque classe du centre est composée d'un seul degré. Les avantages d'un tel changement résident dans une meilleure entente entre les élèves des villages et de meilleures conditions d'enseignement (Hanhart *et al.*, p.49).

De plus, le centre scolaire d'Anniviers est aussi composé du cycle d'orientation. Autrefois, les élèves ayant terminé leur 6^{ème} primaire devaient se rendre à Sierre pour poursuivre leurs études à l'école secondaire. Notons qu'avec le décret du 16 mai 1972, un nouveau concept émerge dans le canton du Valais, il s'agit du « cycle d'orientation » qui entre en vigueur au début de l'année scolaire 1974-1975. Au Val d'Anniviers, le cycle d'orientation démarre une année avant les autres centres scolaire (Loi sur l'instruction publique du canton du Valais, Art. 26, 13 mai 1987).

Pour l'année scolaire 1976-1977, 67 élèves fréquentent l'école enfantine, 146 l'école primaire et 67 le cycle d'orientation. Le tableau 2 fait état de cette situation et nous démontre la nécessité de la centralisation scolaire. En effet, si nous regardons de plus près ces données, nous remarquons le nombre très faible d'effectifs par degré. Chandolin, par exemple, compte 17 élèves et 9 uniquement dans le degré primaire ; un chiffre à peine suffisant pour ouvrir une seule classe.

Tableau 2: Effectifs par classe pour l'année scolaire 1976-1977

	Ecole enfantine		Ecole primaire						C. O.		
	1	2	1	2	3	4	5	6	1	2	3
Ayer	10	11	8	8	3	8	4	5	7	6	
Chandolin		1	2			5	1	1	3	4	
Grimentz	6	3	4	5	5	3	4	3	4	13	1
St Jean	4	9	1	8	5		5	4	3	4	
St Luc	5	2	6	3	4	6	3	1	2	2	2
Vissoie	12	4	12	3	6	9	6	5	10	6	4
Anniviers	37	30	33	27	23	31	23	19	29	38	7

Source : Chauvie, 1977, III p.2

Avec le regroupement scolaire, il est alors possible d'ouvrir une, voire deux classes par degré.

Pour l'année scolaire 1976-1977, il n'a pas été possible d'ouvrir les classes de troisième du cycle d'orientation en raison du nombre d'élèves insuffisant (7 élèves). Les élèves concernés devaient donc se rendre à Sierre pour finir leur école obligatoire. Mais rapidement, toutes les classes ont été remplies et maintenues ouvertes jusqu'à présent (Chauvie, 1977, III p.2).

En 1980, le centre scolaire du Val d'Anniviers dénombre 292 élèves dont 39 sont en enfantine, 187 en primaire et 66 au cycle d'orientation.

Néanmoins, cette centralisation scolaire suscite bien des critiques dès son entrée en vigueur, notamment en raison de la fatigue des élèves, engendrée par les longs déplacements entre leur village et l'école. Selon un rapport de la Commission pour l'étude d'un horaire continu au centre scolaire d'Anniviers, datant de 1979, le trajet moyen de Grimentz à Vissoie est de trente minutes, soit une durée moyenne de deux heures de trajet par jour. De plus, les villages se trouvent dépeuplés durant la journée et « un village sans enfants est un peu... un village « mort » pour certaines personnes » (Hanhart *et al.*, p.15).

2.4. DE 1980 A 1990

En 1982, une école enfantine est à nouveau ouverte à Grimentz pour Grimentz et Ayer. En 1986 se constitue l'Association des parents du centre scolaire d'Anniviers (Hahnart *et al.*, 1990, p.46).

Dans le tableau suivant, nous avons relevé les avantages et les inconvénients émis par les enseignants, les élèves et les parents d'élèves lors d'entretiens réalisés en 1989 par Hanharts *et al.* (1990, p.49 – 53) :

Tableau 3: Avantages et inconvénients d'une nouvelle organisation scolaire

	Avantages	Inconvénients
Enseignants	<ul style="list-style-type: none"> ○ Nouvelle identité régionale ; les préjugés et rivalités entre villages tendent à s'estomper. ○ Meilleure connaissance réciproque des élèves et meilleure socialisation des élèves. ○ Plus grande ouverture d'esprit parmi les élèves. ○ Meilleurs contacts entre les enseignants. ○ Meilleures conditions d'enseignement (un seul degré, matériel) et résultats scolaires qui impliquent une meilleure formation professionnelle. 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Fatigue, perte de temps, grand changement d'altitude pour quelques élèves. ○ Mixité des jeunes élèves et des plus âgés ; certains sont un peu perdus au début de leur scolarisation.
Elèves de dernière année du C. O.	<ul style="list-style-type: none"> ○ Meilleure connaissance des autres élèves. ○ Meilleur matériel d'enseignement. ○ Enseignement dans des classes à un seul niveau. 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Transport : fatigant et long.
Association des parents	<ul style="list-style-type: none"> ○ Réunion de l'école primaire et du cycle d'orientation dans le même centre ○ Meilleure préparation à l'apprentissage et aux études supérieures. ○ Meilleure coordination de l'enseignement aux différents niveaux. ○ Amélioration des rapports entre les villages (pour les enfants et les parents). 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Trajet ○ Durée de la journée scolaire.

En consultant ce tableau, nous remarquons que deux avantages sont relevés par les différentes populations interrogées: meilleure connaissance réciproque des élèves des différents villages et meilleures conditions d'enseignement.

De même, l'inconvénient qui revient constamment est le suivant : les trajets sont trop longs et trop fatigants pour la majorité des élèves.

Par ailleurs, nous remarquons qu'une identité anniviarde commence à se former, malgré l'attachement au village d'origine et les préjugés toujours existants entre les habitants des différentes communes (Hanhart *et al.*, p.49).

Pour pallier, entre autres, le problème du trajet ainsi que celui du dépeuplement des villages durant la journée, les autorités du Val d'Anniviers ont cherché à modifier l'horaire et ce, dès 1982.

En effet, Francis Salamin, directeur du centre scolaire d'Anniviers, propose en mars 1982 trois variantes d'horaires concentrés. Quatre ans plus tard, une commission intercommunale est créée pour étudier une solution d'horaire semi-continu. Le rapport final, qui propose un horaire semi-continu avec une pause d'une heure à midi et la construction d'un réfectoire, est déposé en février 1987 et est accepté par la majorité des parents. Les élèves du cycle d'orientation expérimentent, en mars 1989, un horaire continu avec une pause d'une demi-heure le matin et la fin de la journée à 13h30 ; 97% des élèves sont favorables à cet horaire.

Un mois plus tard, une nouvelle expérimentation des deux horaires (semi-continu et continu) est élaborée, cette fois pour tout le centre scolaire ; les élèves approuvent l'horaire continu à 71,3 % et les parents à 65,1%. Une autre expérimentation de cet horaire durant un mois, suivie d'une enquête auprès des parents, confirme l'engouement pour ce changement.

En juin 1990, le rapport final est déposé. Le 14 septembre de cette même année, les Conseils des six anciennes communes d'Anniviers acceptent l'expérimentation du nouvel horaire sur deux ans (Salamin, 2006, p.13-14).

2.5. DES 1990

En 1990, le centre scolaire d'Anniviers compte 284 élèves dont 50 en enfantine, 163 en primaire et 71 au cycle d'orientation. De plus, le centre dénombre 20 enseignants dont 2 au niveau enfantine, 11 au niveau primaire et 7 pour le cycle d'orientation.

Le 28 août 1991 débute l'expérimentation sur deux ans de la nouvelle organisation scolaire. Durant ce laps de temps, le réfectoire est construit. L'instauration définitive du nouvel horaire est acceptée à l'unanimité le 10 novembre 1993 par l'Assemblée générale et le Conseil d'Etat reconnaît officiellement l'horaire continu en janvier 1994. L'introduction définitive de ce système a lieu en août 1994 (Salamin, 2006, p.13-14).

L'organisation de la journée est la suivante :

8h15	Début des cours
9h55 – 10h15	Récréation
11h50	Repas
12h50	Reprise des cours
14h25	Fin de la journée

L'horaire scolaire est valable pour les cinq jours de la semaine, le mercredi après-midi de congé ayant été supprimé.

Pour l'année 2000-2001, le centre scolaire d'Anniviers compte 300 élèves dont 48 en enfantine dans 4 classes, 176 en primaire dans 8 classes et 76 au cycle d'orientation dans 3 classes. En 2006, le centre scolaire dénombre 32 enseignants (Salamin, 2006).

3. QUESTION DE RECHERCHE

Nous avons cité plus haut les diverses recherches importantes sur le Val d'Anniviers du point de vue démographique, géographique, économique, social et culturel. Néanmoins, aucun des ouvrages étudiés n'a encore traité de ces quatre dimensions ensemble pour comprendre le développement scolaire. L'ouvrage de Hanhart *et al.* (1990) parle de la centralisation scolaire d'un point de vue démographique et retrace les conséquences économiques et sociales de la fermeture des écoles de la vallée mais ne traite pas de l'horaire continu. Crettaz (2008) nous fait part de la centralisation scolaire et de l'horaire continu d'un point de vue social uniquement. Bien qu'il traite également du développement démographique, économique et culturel de la région entre 1900 et 2008, il ne relie pas ces différents contextes au développement du domaine scolaire.

De plus, aucune étude, à ce jour² et à notre connaissance, ne s'est encore penchée sur les effets que peuvent engendrer les contextes cités plus haut sur les structures scolaires. C'est ce lien que nous désirons établir afin de mieux comprendre l'établissement de l'horaire continu dans cette région.

Notre question de recherche est donc la suivante:

De quelle manière les facteurs structurels et démographiques ainsi que les facteurs économiques du Val d'Anniviers ont influencé le développement scolaire de la région, pour aboutir à l'élaboration de l'horaire continu ?

En effet, en analysant ces différents contextes et leur évolution, il nous sera possible de comprendre le rôle qu'ils jouent dans le développement positif des structures scolaires de la vallée et, à plus haut niveau, dans l'épanouissement de cette région. Pour ce faire, il convient tout d'abord de comprendre l'évolution de notre société. Ainsi nous pourrions traiter des différents facteurs et les mettre en lien avec la situation scolaire que nous venons de décrire plus haut.

Il s'agit premièrement des contextes structurels et démographiques de la vallée, avec l'évolution de la population, les pyramides des âges, la multiculturalité, les ménages avec le nombre de familles monoparentales et d'enfants par famille, ainsi que les infrastructures de loisirs et de culture de la région.

Deuxièmement, le contexte économique sera étudié au travers de la population active, les secteurs économiques, les places de travail, le phénomène des pendulaires, les revenus, le domaine du tourisme et enfin les offres de services au niveau de la santé, de l'éducation et des transports.

Ces trois domaines s'axeront autour des années 1960 à 2000. Cette période représente les grands événements intervenus durant le siècle dernier au niveau scolaire, dans le Val d'Anniviers. En effet, depuis le début du siècle, la population ne cesse de diminuer dans les diverses communes de la vallée jusqu'en 1970 et le recrutement des enseignants à proximité de ces villages se révèle toujours plus ardu. Cette conjoncture économique et sociale amène les communes à fermer leurs écoles dès 1960.

Dans les années 1970, nous assistons à la centralisation scolaire à Vissoie. De plus, comme partout en Suisse, le secteur tertiaire émerge dans l'économie face au recul grandissant du secteur agricole. Enfin, vers la fin du XX^{ème} siècle, le centre scolaire d'Anniviers adopte un horaire continu. Tous ces éléments contribuent aux changements des mentalités et à la fusion des communes en janvier 2009.

Ce travail se focalisera donc sur le développement du Val d'Anniviers à l'aide de nombreuses données historiques et sociales. C'est donc dans une approche socio-historique que nous ferons état de la question.

² Juillet 2009

4. METHODOLOGIE

La méthode utilisée dans le cadre de ce travail est l'analyse de contenu car elle porte sur un matériel préalablement récolté.

4.1. ANALYSE DE CONTENU

« L'analyse de contenu se veut une méthode capable d'effectuer l'exploitation totale et objective des données informationnelles » (Mucchielli, 2006, p.24). Trois genres d'analyse de contenu ont été répertoriés par Mucchielli. Celui qui nous intéresse dans cette recherche est la méthode « logico-sémantique ». Le chercheur procède à un classement logique des contenus après l'explicitation de leurs valeurs sémantiques (2006, p.36).

L'analyse de contenu peut être quantitative ou qualitative. S'il s'agit d'une analyse quantitative, le chercheur devra « calculer les fréquences des catégories, les hiérarchiser, [...] » (Mucchielli, 2006, p. 46). Dans cette recherche, nous allons utiliser l'analyse de contenu qualitative. Elle doit prendre appui sur les preuves méthodiques et les résultats quantitatifs (Mucchielli, 2006, p.46). Ainsi, elle permettra de faire ressortir les particularités spécifiques des données qui nous amèneront à comprendre l'évolution du domaine scolaire et l'établissement de l'horaire continu.

4.2. QUATRE ETAPES

Selon Robert et Bouillaguet, l'analyse de contenu comporte quatre phases importantes : la préanalyse, la catégorisation, le codage et l'interprétation des résultats (1997, p.26).

4.2.1. PREANALYSE

Elle est une phase inévitable d'organisation qui amène à l'établissement d'un plan d'analyse. Cette phase a pour but de définir le corpus de données, c'est-à-dire l'ensemble des documents à soumettre à l'analyse, et d'élaborer des indicateurs sur lesquels s'appuiera l'analyse finale (Bardin, 2007, p.125-126).

4.2.1.1. LECTURE FLOTTANTE

Une première activité est la lecture flottante. Elle consiste en une prise de contact avec des documents d'analyse, qui, peu à peu, précisent des orientations (Bardin, p.126). Dans cette recherche, la phase de lecture flottante se portera sur des ouvrages conseillés par notre directrice de mémoire, traitant de l'horaire continu et du développement du Val d'Anniviers. Ces ouvrages constitueront un premier matériel appelé le « matériel donné a priori ». Celui-ci comprend « tout matériel de communication que l'on reçoit comme objet d'étude » et le produit retiré sera un compte rendu d'analyse (Mucchielli, 2006, p. 25). Cette première étape nous permettra de mieux comprendre l'enjeu de la problématique et de formuler notre question de recherche. Elle nous initiera également aux mœurs et aux mentalités de la région du Val d'Anniviers, ce qui nous aidera à mieux percevoir et comprendre le mode de vie de ses habitants. Cela nous permettra également de mieux définir le corpus de données.

4.2.1.2. CHOIX DES DOCUMENTS

Une seconde activité s'intéresse au choix des documents. Dans notre cas, nous aurons trois types de matériel. Le premier, déjà cité plus haut, s'appelle le « matériel donné a priori ».

Un second matériel appelé « le matériel rassemblé à des fins d'analyse ayant des objectifs formulés » sera utilisé dans la deuxième partie (Mucchielli, 2006, p.25). Pour notre travail, ce dernier matériel consiste en des documents tels que le dossier sur la « Nouvelle organisation scolaire en Anniviers » de Francis Salamin (2006), l'ouvrage de

Hanhart, S., Beer Fluckiger, V & Perroulaz, G. « L'école est fermée! ... Et alors? » (1990), l'ouvrage de Bernard Crettaz, « Le curé, le promoteur, la vache, la femme et le président » (2008), « L'histoire du Valais » Tome 3 et Tome 4 de Papilloud, J.-H., Arlettaz, G. et S., Clavien, A. & Evequoz-Dayen, M. (2002), ainsi que le document de l'Association suisse des écoles à horaire continu « Ecoles à horaire continu Suisse-Aperçu » (2005). Un troisième matériel servira à analyser le Val d'Anniviers (3^{ème} partie). Il s'agit des données statistiques qui proviennent soit de l'Office fédéral de la statistique, soit des publications citées précédemment, soit encore des statistiques spécifiques à la région du Val d'Anniviers.

4.2.2. CATEGORISATION

Selon Robert et Bouillaguet, la partie dite de « catégorisation » a pour objectif de traiter les textes retenus et ainsi d'accéder à une signification qui répond aux questions de la problématique (1997, p.27). Bardin précise que « les catégories sont des rubriques ou classes qui rassemblent un groupe d'éléments (unités d'enregistrement dans le cas de l'analyse de contenu) sous un titre générique, rassemblement effectué en raison des caractères communs de ces éléments » (2007, p.150).

Dans le cadre de notre travail de recherche, la détermination des catégories a été préalablement établie et ne découle pas du contenu. Il s'agit d'une part, des données structurelles et démographiques qui contiennent l'évolution de la population, la pyramide des âges, la multiculturalité, le nombre et les types de ménage, ainsi que les infrastructures de loisirs et de culture qu'offre la région du Val d'Anniviers. D'autre part, il s'agit des données économiques qui se rapportent à l'évolution du nombre de personnes actives et de places de travail en lien avec les divers secteurs d'activité, au phénomène des pendulaires, à l'évolution des femmes actives, au développement du domaine du tourisme et aux services mis à disposition pour la santé, l'éducation et les transports. En outre, une dimension non négligeable à prendre en compte a déjà été traitée : l'évolution du contexte scolaire dans le Val d'Anniviers. En raison de l'étendue de ces données, nous nous focaliserons sur la période de 1960 à 2000.

4.2.3. CODAGE

Une fois le matériel récolté, il conviendra d'appliquer les catégories au corpus. « Le codage correspond à une transformation - effectuée selon des règles précises - des données brutes du texte » (Bardin, 2007, p.134).

Dans cette recherche, nous devons appliquer ces catégories uniquement aux deux premiers types de matériel cités plus haut. Pour chaque ouvrage, il sera nécessaire de ressortir les éléments qui correspondent aux catégories définies. Le troisième matériel constitué de données statistiques est, de par sa nature, déjà codé.

4.2.4. INTERPRETATION DES RESULTATS

Après avoir exploité le matériel et l'avoir catégorisé, les résultats doivent être traités « de manière à être significatifs (« parlants ») et valides » (Bardin, 2007, p. 132).

Pour notre recherche, les nombreuses données informationnelles analysées durant la deuxième partie nous permettront d'interpréter correctement les données statistiques des facteurs structurels et démographiques ainsi que des facteurs économiques. Ainsi, nous pourrons définir les causes d'une évolution réussie du domaine scolaire dans la région du Val d'Anniviers.

2^{EME} PARTIE : L'EVOLUTION DE LA SOCIETE

L'évolution positive du secteur scolaire semble naturel au regard de l'histoire de l'école d'Anniviers présentée plus haut. Cependant, derrière cette évolution se trouve une société en plein bouleversement depuis plusieurs décennies. Dans son développement, la société a entraîné le secteur scolaire dans son sillage.

Puisque cette recherche se veut socio-historique, nous allons pour l'occasion endosser le rôle du sociologue et interroger l'évidence, soit le développement scolaire d'Anniviers. Pour cela, nous retracerons l'évolution globale de la société à diverses échelles et aux époques qui nous concernent.

1. CONCEPTUALISER LES CHANGEMENTS SOCIAUX ET ECONOMIQUES

La question de l'horaire continu « n'est pas un problème de coordination scolaire mais un problème de société qui se reproduit partout [...] ». C'est en ces termes que Christian Berger, secrétaire général de la Conférence intercantonale de l'Instruction publique, répond à Cécile Guérin dans l'émission de la RSR « On en parle » (Mai 2007).

En effet, tous les sujets traités, qui nous aideront à saisir l'évolution de la structure scolaire du Val d'Anniviers, touchent de près ou de loin au concept de la société et de son développement. Nous devons donc explorer ce concept central à l'aide d'ouvrages qui, pour la plupart, se basent sur les idées et les théories de Marx, Weber et Durkheim. De plus, les domaines explorés rejoindront également les secteurs structurels et démographiques, économiques et psychosociologiques.

Commençons tout d'abord par une brève définition de ce qu'est une société : « Par société, on désigne en sociologie un ensemble d'individus qui partagent des normes, des conduites et une culture, et qui interagissent en coopération pour former un groupe ou une communauté » (Wikipedia, 2010).

1.1. SOCIETE CAPITALISTE DU XX^{EME} SIECLE

Dans cette recherche, il nous sera impossible de traiter de ce concept dans son intégralité au vue du nombre de sociétés qui peuplent la terre depuis des millénaires. C'est pourquoi nous avons dû définir une époque et un type de société à analyser afin que cela puisse, par la suite, nous aider à traiter notre problématique spécifique.

Notre recherche historique traite de la société anniviarde et de son développement. Aussi, pour savoir à quelle société appartient le Val d'Anniviers, nous nous sommes référée à l'ouvrage de René Levy, rédigé en 1991, « Structure sociale de la Suisse. Radiographie d'une société ». L'auteur localise la Suisse sur un schéma exprimant la structure sociale du monde. Il la situe au Nord-Ouest pour deux raisons : au Nord, tout d'abord, car elle fait partie de l'Europe hautement industrialisée ; sa main-d'œuvre est qualifiée et joue un rôle économique important ; elle est un pays riche en comparaison de ses voisins ; dans les échanges économiques, elle occupe une position plutôt dominante et arrive en général à tirer profit des échanges internationaux ; à l'Ouest ensuite, car son économie est organisée selon des principes capitalistes et selon les règles de l'économie de marché. Nous traiterons donc de notre région comme appartenant à ce type de société.

Etant donné que notre recherche se limite à la période entre 1960 et 2000, nous n'allons pas nous attarder sur la société pré-industrielle. En revanche, à l'échelle européenne, une courte description de la société industrielle nous sera utile pour comprendre l'époque qui nous intéresse : la société post-industrielle. Plus tard, nous examinerons cette société à une échelle plus locale. Par ailleurs, nous aborderons ce cadre conceptuel par le biais des différents domaines tels que l'économie, la démographie et la psychosociologie.

1.2. SECTEURS ECONOMIQUES

Clark a défini en 1940 trois secteurs économiques, également appelés activités. L'activité primaire, tout d'abord, dépend de « l'utilisation directe et immédiate de ressources naturelles » (Clark, 1960, cité par Lopreno, 1989, p.77). Cela comprend donc l'agriculture, l'élevage, la pêche, la chasse et l'exploitation forestière. Ensuite, l'activité secondaire est définie comme « un processus n'utilisant pas directement les ressources naturelles, comme une transformation « continue » et sur grande échelle de matières premières en produits « transportables » » (Clark, 1960, cité par Lopreno, 1989, p.77). Ce deuxième secteur concerne surtout les activités industrielles et minières. Pour finir, le dernier secteur appelé « activité de services » comprend la « production de biens sur petite échelle quantitative, l'artisanat, le bâtiment, la construction et les transports » (Clark, 1960, cité par Lopreno, 1989, p.78). C'est donc Clark qui, a « inspiré la conformation des groupes d'activité économique encore en vigueur de nos jours » (p.78). Aujourd'hui, le secteur tertiaire est dépourvu de l'artisanat, de la construction et des transports. Il a été complété par des services immatériels tels que les assurances, les banques, la formation et les divers autres services à la personne (Lopreno, p 78).

Le développement de notre société de 1800 à nos jours est en lien avec ces trois secteurs économiques, comme l'a constaté Bell (1976). En effet, comme nous l'avons dit précédemment, la révolution industrielle qui toucha la Suisse durant le XIX^{ème} siècle se définit par le passage d'une société plutôt agricole à une société industrielle.

Enfin, la société post-industrielle, définie par le secteur tertiaire, prolonge la société industrielle, sans créer une rupture claire (Lopreno, p.3).

Tableau 4: Lien entre époques, secteurs économiques et types de société

Bornes chronologiques	Secteur occupant la majorité des individus	Type de société
Avant 1850	primaire	pré-industrielle
1870 - 1960	secondaire	industrielle
À partir de 1965	tertiaire	post-industrielle

Source : Bell, 1976, p.151-158

1.3. SOCIETE INDUSTRIELLE

Cette société apparaît à la seconde moitié du XVII^{ème} siècle en Angleterre, puis s'étend sur le continent européen à la suite de la première révolution industrielle au XIX^{ème} siècle. Celle-ci se caractérise par le passage d'une société dite « agraire », soit qui correspond au premier secteur de l'économie, à une société capitaliste. « Cette période de révolution industrielle a produit sa logique culturelle, son discours propre : la modernité » (Lopreno, 1989, p.49). L'Occident s'est en effet fortement modernisé et a fait évoluer son appareil de production à l'issue de la révolution industrielle. Le secteur secondaire devient alors majoritaire (Lopreno, 1989, p.52).

Etant donné que nous ne pouvons offrir une définition correcte et exhaustive de la société industrielle, nous allons reprendre celle que donne Lopreno dans son ouvrage de 1989 :

Elle [la société industrielle] est une gigantesque organisation, paradoxalement irrationnelle au niveau social et rationnelle au niveau de l'entreprise. Elle produit, accumule et consomme une pléthore d'objets dont la principale raison d'être réside dans leur réalisation en tant que marchandises. Sa dynamique première prend naissance dans la recherche du profit au moyen de l'uniformisation des conditions sociales par le biais du salariat et de la division scientifique et technique du travail. Cette société se caractérise également par la surproduction et la répartition inégale des ressources. Le conservatisme, qui la marque au niveau idéologique, va de pair avec l'autodestruction, qui lui est propre sur le plan matériel. Sa socialisation, incluse mais nécessaire, et la privatisation, constamment réactivée, sont à la base de tout l'édifice

économique. Parallèlement se produit une démultiplication des hiérarchies secondaires relativement à une polarisation des classes sociales fondamentales. (p.47-48)

La société industrielle est fortement mobilisée par la croissance économique comme l'affirme Alain Touraine (1969, p.10).

1.3.1. ECONOMIE DANS LA SOCIETE INDUSTRIELLE

La révolution industrielle marque un tournant dans le développement économique, par de grandes mutations qui débutent au XVIII^{ème} siècle en Europe occidentale. Il y a entre autres, l'émergence des industries chimiques et électriques, la domination de l'économie américaine au niveau des techniques de production et du mode de consommation durant l'entre-deux-guerres. En 1970, on assiste à la transformation des techniques de production et de distribution, avec la division du travail (Encyclopédie Universalis, p.674). De plus, cette société est à l'origine de nombreuses innovations telles que la mécanisation de la filature et le remplacement du charbon de bois par la houille dans la machine à vapeur. Elle est également composée de l'évolution profonde du secteur des transports et du secteur bancaire (Encyclopédie Universalis, p.674).

Selon Marie-Charlotte Busch (1975), « l'industrialisation a eu des conséquences profondes sur la vie privée des hommes et elle a impliqué un changement de leur style de vie » (p.40). L'auteur relate le passage d'une société rurale à une société urbaine, la concentration des industries dans les centres urbains et « l'organisation scientifique du travail, amenant la séparation des heures de travail et des heures de temps libre, et la séparation de la vie professionnelle et de la vie non professionnelle » (Busch, 1975, p.40). L'économie devient si productive et les ressources naturelles si efficaces que l'homme peut abandonner l'exploitation de la nature, qui est le propre de toutes les sociétés paysannes, au profit d'une concentration des aires de production. Par ailleurs, alors que dans la société agraire la collaboration est essentielle pour le maintien et la survie de la population, dans la société industrielle, l'homme devient infiniment plus indépendant (Bätzing & Rougier, 2005, p.154).

D'après ce portrait succinct de l'évolution de la société industrielle à l'échelle occidentale, voyons plus en détail le développement du Val d'Anniviers, zone rurale dans une vallée alpine, afin de mieux comprendre l'évolution de cette région dans les secteurs sociaux et économiques.

1.4. LES ALPES VALAISANNES DANS CETTE EVOLUTION

Pendant très longtemps, le Val d'Anniviers est une société agricole, marquée par une certaine stabilité. Ce secteur économique restera d'ailleurs dominant dans la vallée jusque dans les années 1950. Son système d'exploitation est caractérisé par la transhumance, également appelée nomadisme. Les villageois se déplacent en fonction des saisons et des travaux agricoles. Ils vont en plaine pour l'exploitation de la vigne, puis aux alentours des villages de montagne, où les prés servent aux cultures de céréales et de pommes de terre. Enfin, ils se rendent dans les mayens pour faire paître le bétail avant et après son séjour dans les alpages. Ce système agricole subsistera jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle. Les travaux d'assainissement de la plaine du Rhône, qui dureront de 1860 à 1940, modifient le secteur agricole traditionnel d'altitude puisqu'il est désormais possible d'exploiter le sol de la plaine. Cela incite les vallées alpines à se spécialiser peu à peu dans la production animale (Chauvie, 1993, p.11).

Cet assainissement de la plaine permet également la construction du chemin de fer. La ligne du Simplon relie Sierre en 1868. Les visiteurs étrangers peuvent ainsi accéder plus facilement au Val d'Anniviers. Le tourisme débute en 1860 dans la vallée (Chauvie, 1993, p.11) bien qu'il demeure très localisé. Dès 1890, « le tourisme valaisan connaît un coup

d'accélérateur qui correspond du reste à un véritable boom du tourisme suisse (12 millions de nuitées en 1894 et 21 millions en 1913) » (Arlettaz *et al.*, 2002, p.615). La route carrossable, construite en 1854 pour le transport des minerais entre la vallée et la plaine, participe à ce développement touristique (Arlettaz *et al.*, p.666). De plus, les Alpes sont un attrait tout particulier pour les citadins curieux et fascinés par la nature, le paysage, les activités sportives et la société rurale. En raison d'une riche clientèle anglaise, la vallée construit d'imposants hôtels dans des lieux insolites, comme l'Hôtel Weisshorn au-dessus de St-Luc.

Cependant, dès le début de la Première Guerre mondiale, les stations touristiques se vident et la relance d'après-guerre est difficile en raison des taux de change défavorables et des mesures de police qui entravent la libre circulation des étrangers. Néanmoins, les premiers signes de relance se confirment dès 1923. Le tourisme moderne exige alors de réduire le temps et les distances par l'ouverture des routes de montagne aux automobiles. La route goudronnée du Val d'Anniviers est ainsi achevée en 1955 (Arlettaz *et al.*, p.667).

Bien que le secteur agricole domine encore dans la vallée, le secteur secondaire se fait peu à peu une place. En effet, « une véritable industrie se développe [...] dans l'arc alpin » (Bätzing & Rougier, 2005, p.185). Un premier type d'industries concerne des entreprises textiles dont la localisation est surtout dictée par une abondante main-d'œuvre. Un deuxième type d'industries, liées aux ressources minières, est spécifiquement concentré sur certaines régions, dont le Val d'Anniviers. Un troisième type est lié à l'hydroélectricité. Ces industries possèdent elles-mêmes des centrales électriques afin de pouvoir maîtriser leur consommation en fonction des besoins. Les grosses industries consommatrices, telles que la production d'aluminium et l'électrochimie, attirent énormément de main-d'œuvre. Ainsi, les ouvriers-paysans se multiplient, en dépit des conditions d'existence difficiles (Bätzing & Rougier, p.187-189).

Ces types d'industries, qui se développent en Valais entre 1895 et 1914, constituent donc un premier démarrage économique. En effet, l'industrie chimique et métallurgique s'installe dans le « Vieux-Pays » en raison du coût modeste et de l'importance des ressources hydrauliques pour l'exploitation de l'énergie électrique. De plus, la main-d'œuvre y est bon marché et docile. En 1897, Lonza s'installe à Viège et à Gampel. En 1904, Ciba ouvre une usine à Monthey. En 1908, Aluminium-Industrie AG construit l'usine de Chippis qui utilise les eaux de la Navizence. A la veille de la guerre, on compte près de 10'000 ouvriers en Valais (Arlettaz, Clavien, Evéquozy-Dayen, Papilloud & Reichenbach, 2002, p.620-623).

La création d'emplois relativement bien rémunérés de ces sociétés met l'agriculture dans une position de faiblesse. Le travail à l'usine n'est pas plus dur que celui de la terre, il paie bien et régulièrement. Les villageois quittent au matin la vallée pour y revenir le soir. Un réseau de bus postaux est organisé pour acheminer le personnel en plaine.

Mais il devient de plus en plus difficile d'additionner à ce travail, souvent nocturne, les trajets et les labeurs de la campagne. C'est pourquoi un exode important survient. Les Anniviards s'installent en plaine, et cela d'autant plus facilement qu'ils possèdent d'anciennes maisons temporaires en ville ou dans certains villages à proximité de Sierre (Rouvinez, 1984, p.19). Ce processus d'urbanisation perdurera jusqu'à nos jours. La population de la vallée a donc, aujourd'hui, fortement diminué. De 1910 à 1970, le Val d'Anniviers perd près de 800 habitants, soit 35% de sa population. Pourtant, le développement économique a été freiné par la Première Guerre mondiale. La période de l'entre-deux-guerres n'a pas non plus profité à un nouvel essor. Elle « s'est révélée être un temps de consolidation, perturbé par deux crises économiques mondiales, au début des années 1920 et dans les années 1930 » (Arlettaz *et al.*, 2002, p.639).

En revanche, après la Deuxième Guerre mondiale, l'économie est relancée par une consommation toujours plus grande d'énergie. Cette impulsion favorise la concentration d'activités et de travailleurs dans les chantiers de grands barrages d'altitude (Evéquozy-Dayen & Reichenbach, 2002, p.729). Le chantier du barrage de Moiry débute en 1954

pour se terminer en 1958. Des emplois sont créés, d'une part pour l'édification du barrage (1'200 ouvriers), d'autre part, pour la bonne marche des sociétés d'électricité (Forces Motrices de la Gougria SA). Ce chantier permet un ralentissement du mouvement de l'exode rural. De plus, l'énergie produite a des retombées importantes sur les finances communales. Ces bénéfices sont investis dans le développement touristique, relancé vers 1965. Dès 1970, le Val d'Anniviers voit sa population augmenter à nouveau, avec la création d'emplois supplémentaires (Chauvie, 1993, p.12).

Les années septante marquent donc un tournant dans le développement de la région comme nous pourrions le constater dans le chapitre lié à la société post-industrielle.

Tableau 5: Evolution de la population dans le Val d'Anniviers de 1850 à 1970

	1850	1860	1870	1880	1900	1910	1920	1930	1941	1950	1960	1970
Personnes	1'751	1'888	1'975	2'011	2'238	2'253	2'001	1'861	1'743	1'649	1'612	1'443

Source : Annuaire statistique du canton du Valais 2000

Mais la construction du barrage de Moiry a également des conséquences négatives. En créant de nouveaux emplois rémunérés, elle porte le coup de grâce à l'agriculture traditionnelle (Chauvie, 1993, p.12).

Cependant, le développement touristique et la guerre favorisent une relance de l'agriculture. En effet, ce contexte met en évidence l'insuffisance des ressources agricoles du canton et développe une agriculture plus moderne. Le Valais, qui produit seulement 40% de sa nourriture en 1941, ne peut se suffire à lui-même. Il y a donc une volonté d'augmenter les surfaces cultivables, de diversifier et de rentabiliser la production, d'améliorer la qualité des produits et d'organiser leur écoulement. Pour cela, un projet vise la poursuite des travaux d'améliorations foncières, la réalisation du remaniement parcellaire, la promotion de l'enseignement professionnel et la structuration du monde agricole. En lien avec l'enseignement professionnel, le Conseil d'Etat souhaite une école gratuite et accessible pour tous. Ainsi, l'Ecole d'agriculture et l'Ecole ménagère ouvrent leurs portes en 1923 à Châteauneuf. Une seconde Ecole ménagère sera construite à Sierre en 1969 (Arlettaz *et al.*, 2002, p.653-658).

1.5. NAISSANCE DE LA SOCIETE POST-INDUSTRIELLE

Revenons à présent à l'évolution générale de notre société. L'Europe a également beaucoup souffert des deux guerres mondiales et de la crise économique des années trente. Néanmoins, de 1945 à 1975, la relance économique d'après-guerre est gigantesque compte tenu des destructions sociales et matérielles faites durant la guerre. De plus, « dès les années soixante et surtout septante, on assiste à un boom de l'innovation dans le contexte global d'une économie cherchant désespérément de nouveaux débouchés » (Lopreno, 1989, p.5). Ainsi débutent ce que l'on nomme à présent « les Trente glorieuses ».

Cet « Age d'or » se caractérise par une croissance économique quasi continue, due à une organisation rationnelle du travail. Cette dernière, combinée aux progrès scientifiques et techniques, conduit à un développement conséquent des forces productives et au phénomène de la croissance économique, assurant ainsi le plein emploi et une croissance réelle et continue des salaires. De telles améliorations permettent la diminution des heures de travail, l'élévation du niveau de vie et l'amélioration du style de vie.

Par ailleurs, cette croissance économique constitue un cercle pernicieux puisque « la production présupposant la consommation, le fonctionnement du système économique industriel a permis la participation croissante des masses à cette dernière et aux possibilités de loisirs offertes » (Busch, 1975, p.41). De plus, avec l'augmentation du niveau de vie, le monde occidental accède à la consommation de masse. C'est un nouveau mode de vie essentiellement urbain qui passe par la consommation toujours croissante d'objets et de services. Dans ce contexte, une nouvelle classe sociale apparaît : la classe moyenne (les cadres, les professions intellectuelles, les travailleurs

sociaux, les professions intermédiaires, etc.). Elle forme, avec la classe aisée, la nouvelle société de consommation.

Ainsi, la majorité des individus sont capables de se construire un nouveau confort grâce à un équipement de base, nécessaire à la vie quotidienne et dorénavant présent dans tous les ménages (Langlois, 2002, p.87-88). Cette société de consommation s'est très fortement développée ces trente dernières années avec l'apparition de l'automobile, les crédits à la consommation, la publicité, les équipements électroniques de toutes sortes et tant d'autres objets de consommation (Langlois, 2002, p.93). De plus, « au-delà du bien-être que procure l'accroissement de la consommation de biens matériels, les sociétés occidentales accèdent à un niveau élevé de développement grâce, notamment, aux améliorations de l'éducation et de la santé, ainsi qu'à l'essor des loisirs » (Langlois, 2002, p.87). En outre, l'Organisation des Nations Unies a conféré au travail et au temps libre, la signification d'un droit de l'homme (Article 23 et 24 de la déclaration universelle des droits de l'homme).

Petit à petit, l'activité économique des biens de production s'est déplacée vers le secteur tertiaire et la société post-industrielle est née autour des années 1965. « En effet, la société post-industrielle se définit avant tout comme une société tertiaire ou une société de services, en tant que société de l'information » (Lopreno, 1989, p.79).

Cette nouvelle société n'est pas en rupture avec la société industrielle. Elle est toujours « orientée vers une productivité croissante » (Touraine, 1973, p.189). Mais la différence essentielle entre ces deux sociétés réside au niveau de la signification du terme « capital » (Lopreno, 1989, p.3). Dans la société post-industrielle, « la croissance est le résultat d'un ensemble de facteurs sociaux plutôt que de la seule accumulation du capital » (Touraine, 1969, p.10). Ces facteurs sociaux regroupent « tous les domaines de la vie sociale, l'éducation, la consommation, l'information, [qui] sont de plus en plus étroitement intégrés à ce qu'on pouvait appeler autrefois les forces de production » (Touraine, 1969, p.11).

1.6. DEVELOPPEMENT DES SOCIETES RURALES

Du point de vue économique, il faut rappeler que les sociétés rurales, malgré une certaine évolution, ont dû davantage innover pour évoluer et réussir. L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), qui compte trente pays membres, a publié un ouvrage en 2006 sur les politiques rurales. Les diverses analyses faites pour les années 1995 à 2000, démontrent que « les régions rurales de l'OCDE sont globalement en retard » (p.11). Ce manque de performance économique est lié au vieillissement de la population, au faible niveau d'instruction, au manque de productivité et de services publics dans ces régions. Ces divers facteurs peuvent entraîner une « spirale de déclin rural » (p.11). Cependant, le niveau de l'emploi industriel dans les zones rurales a augmenté de 0,5% par an pendant la décennie 90, alors qu'il a diminué dans les régions urbaines. Les raisons en sont l'amélioration des transports et des infrastructures, la qualité de vie, ou encore le patrimoine naturel.

Depuis plusieurs années, l'agriculture, qui a eu un rôle important dans le façonnage des paysages ruraux, perd de son poids dans les économies rurales. Actuellement, moins de 10% de la population active rurale travaille dans l'agriculture. Les ménages agricoles ont recours, de plus en plus, à des revenus non agricoles. Cela signifie donc que l'économie rurale doit se diversifier dans de nouveaux secteurs (p.13). Une grande part des territoires ont une « vocation récréative » (stations de ski, stations balnéaires) et ont un rôle à jouer dans le développement économique (p.14). Plusieurs pays s'efforcent d'identifier et d'exploiter les diverses ressources potentielles pour le développement des zones rurales (p.15). La région du Val d'Anniviers a d'ailleurs fait face à cette « spirale de déclin rural » grâce au développement de son secteur touristique. Elle s'est en effet fortement développée dans le secteur tertiaire, comme nous le verrons ci-après.

2. LA SUISSE DANS LA SOCIETE POST-INDUSTRIELLE

« La Suisse se trouve parmi les pays qui subirent le bouleversement de la révolution industrielle particulièrement tôt » (Levy, 1991, p.26). En effet, l'industrie de l'horlogerie et de la soie ont créé les conditions propices au processus d'industrialisation rapide. De plus, toutes les conditions nécessaires à ce rapide développement étaient présentes : de bonnes relations internationales, un niveau relativement élevé de qualifications professionnelles même dans la population non urbaine, un capital presque intact après les prélèvements de la noblesse féodale et de l'Etat central, une bourgeoisie ayant l'esprit d'économie et de réinvestissement et, enfin, un désir d'innovation. Tout cela a contribué au fait que la Suisse compte actuellement parmi les pays les plus riches du monde (Levy, p.26).

Dans ce chapitre, centré sur la société suisse et valaisanne, nous nous concentrerons sur la société post-industrielle et reviendrons sur des événements antérieurs, si nécessaire.

Nous traiterons des diverses modifications que la Suisse a connues, en reprenant certains thèmes émis par Bertozzi, Bonoli et Gay-des-Combes (2005) tels que l'économie, l'éducation et la formation, le rôle des femmes, l'évolution de la famille et l'évolution des droits des citoyens.

2.1. ECONOMIE

Dans la société post-industrielle, la Suisse se situe dans une relation d'interdépendance assez forte avec l'étranger au point de vue économique. La Suisse importe des matières premières déjà transformées (fer, acier), des biens de consommation (automobile) et des technologies spécialisées (ordinateur) depuis les pays du Nord-Ouest. Elle y exporte principalement des produits issus de l'industrie chimique et de l'industrie des machines. Quant aux échanges avec les pays du Tiers Monde, la Suisse importe surtout des matières premières pour l'industrie (pétrole) ou pour la consommation (café) et exporte des biens d'équipement (métiers à tisser) (Levy, 1991, p.17).

De plus, notre pays se situe à la première place financière internationale avec ses banques d'une grande importance, en raison du secret bancaire, d'une forte devise et d'une stabilité au niveau politique (Levy, p.17). La Suisse exerce une très forte influence sur l'économie mondiale sans pouvoir, à elle-seule, peser sur la conjoncture économique mondiale. En effet, « l'analyse des relations économiques extérieures et de la situation dans le domaine des brevets suggère fortement que la Suisse constitue en matière de commerce extérieur une sorte d'empire secret » (Levy, p.23).

A la suite de cette période d'industrialisation, le secteur des services se développe comme dans le reste de l'Europe occidentale. Cette nouvelle organisation économique offre un choix toujours plus large de loisirs et d'occupations variés (Tissot, 1975, p.48). La demande envers ces offres est en plein développement et dépend de l'augmentation du niveau de vie et du temps libre (Busch, 1975, p.148). En 1971, la part du secteur des services dépasse celle de l'industrie et atteint 50%. Cette position privilégiée est à mettre en rapport avec l'ancienneté de son industrialisation, préalablement décrite, ainsi qu'avec les qualifications de sa population (Levy, p.83).

Par ailleurs, les Suisses consomment toujours plus d'objets et de services comme nous pouvons le constater dans la situation valaisanne décrite dans le tableau 6.

Tableau 6: Accès à l'équipement en Valais

Nombre de personnes par :	1941	1950	1960	1970	1980	1990
- téléphone	38	20	11	5	3	2
- radio	26	12	8	7	4	3
- télévision	-	-	156	7	4	3
- voiture de tourisme	?	?	15	5	3	2

Source : Evéquoz-Dayen & Reichenbach, 2002, p.771

Les années septante symbolisent un énorme développement dans l'économie valaisanne comme nous l'avons souligné plus haut. Ce développement de l'accès à l'équipement en Valais est un indice de l'évolution de la région au cours des cinquante dernières années.

Un autre indice de développement figure dans le phénomène des pendulaires qui, ces dernières décennies, s'est fortement intensifié.

2.1.1. PHENOMENE DES PENDULAIRES

Le concept de pendularité se divise en deux groupes. Les pendulaires infra-communaux, c'est-à-dire les personnes qui, pour se rendre sur leur lieu de travail, effectuent un trajet dans les limites de leur commune de domicile, et les pendulaires extra-communaux ou pendulaires sortants, qui quittent leur commune de domicile pour travailler dans une autre commune. Il est aussi possible de parler de « frontaliers » si les personnes se rendent à l'étranger (Haug & Schuler, 2003, p.3).

En outre, les pendulaires se différencient également selon leur moyen de transport : à pied, en transport public ou privé. En Suisse, le choix du moyen de transport dépend surtout de la zone d'habitation. Ainsi, dans les cantons à prédominance rurale, comme le Valais, les travailleurs se déplacent à pied ou préfèrent la voiture aux transports publics, plus utilisés dans les zones urbaines (Haug & Schuler, 2003, p.5).

En Suisse, le nombre de personnes quittant leur commune de domicile pour travailler est en constante augmentation depuis le début du XX^{ème} siècle : 9% en 1910, 12 % en 1930, 17% en 1950 et 23% en 1960. Dès lors, la part de pendulaires augmente d'environ 10% chaque décennie. En 1970, ils étaient 31%, 40% en 1980, 50% en 1990 et 57,8% en 2000 (Haug & Schuler, 2003, p.3).

Contrairement à ce que nous pourrions imaginer, la durée du trajet n'a pas augmenté, ou peu, malgré la croissance constante de la part des pendulaires et des distances parcourues. Alors qu'un pendulaire met en moyenne 18,2 minutes pour se rendre à son travail en 1970, ce taux augmente légèrement en 1990 pour atteindre 19,1 minutes. En 2002, cette moyenne s'établit à 20,1. Deux raisons pourraient être à l'origine de cette relative stabilité : l'abandon de moyens de transport lents au profit de moyens plus rapides lorsque la distance augmente, ainsi que l'augmentation de la vitesse des moyens de transport existants. La construction de routes et d'autoroutes a permis ces développements (Haug & Schuler, 2003, p.3-4). De plus, ce phénomène implique une augmentation massive des moyens de transport individuels ou collectifs. Entre 1965 et 1985, le nombre de véhicules à moteur a quadruplé (Evequoz-Dayen, 2002, p.771).

Cependant, les statistiques liées aux pendulaires ne permettent pas seulement d'analyser des trajets effectués par une population active, mais aussi de visualiser « l'intensité des relations entre les communes. En combinant les chiffres des personnes actives, des pendulaires sortants et des pendulaires entrants, il est possible de déterminer le nombre d'emplois que présente chaque commune » (Haug & Schuler, 2003, p.7). Ainsi, le phénomène des pendulaires représente un indicateur de l'évolution économique pour les régions.

2.1.2. BOOM IMMOBILIER

Par ailleurs, les années septante correspondent à la période la plus marquante au niveau du développement de la région du Valais. En effet, « les commandes publiques ou privées entraînent un boom immobilier dans les centres régionaux et les communes touristiques » (Evequoz-Dayen, 2002, p.759).

Tel est le cas du Val d'Anniviers qui connaît ce phénomène grâce à l'introduction du crédit LIM. La Loi sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne (901.1 LIM) a été établie le 28 juin 1974 et modifiée le 21 mars 1997, dans l'idée de sauvegarder la

capacité d'entreprendre des cantons et des communes périphériques en visant leur autonomie « tout en atténuant les disparités par la redistribution des infrastructures nécessaires à l'épanouissement des facteurs socio-économiques sur l'ensemble du territoire, ceci afin de maintenir et de créer des emplois diversifiés dans les régions dont l'économie était menacée » (Michelet, 2008, p.267-268).

Cette loi a pour objectif de « faciliter le développement de l'économie locale grâce à l'amélioration de la qualité des services pour les populations locales et des conditions cadres pour l'économie » (p.269). Ainsi, avec la mise en place de cette loi, la stratégie poursuivie est qualifiée d'infrastructurelle et de publique, puisqu'elle accorde des prêts sans intérêts aux communes et bourgeoisies, et des crédits à taux préférentiels. Ces derniers permettent la réalisation de différentes infrastructures d'importance régionale qui auront des conséquences sur le développement socio-économique de la région (Michelet, p.268-269).

Jusqu'en 1997, seules les infrastructures de base donnaient droit à la LIM fédérale, soit : communication & transport, formation, culture, loisirs & sport, protection de l'eau, approvisionnement en biens courants, acquisition de terrains industriels, services publics, hygiène & santé, ouvrages de protection, élimination des déchets (Michelet, 2008, p.270). La LIM fut révisée en 1997 et réorientée en vue d'améliorer la compétitivité de l'industrie régionale, d'améliorer la qualité de vie et d'accroître le potentiel économique des régions avec l'idée de mettre en valeur les potentiels régionaux. Ainsi les domaines suivants sont soutenus : économie générale, industrie & artisanat, tourisme & remontées mécaniques, approvisionnement, culture, loisirs & sport, énergie et télécommunication (Michelet, p.271). Pour les communes touristiques comme le Val d'Anniviers, une grande partie des crédits LIM ont été octroyés aux Sociétés Anonymes (remontées mécaniques) et aux privés (hôtels) (Michelet, p.297). Cela n'a pas été sans conséquences pour le tourisme.

2.1.3. TOURISME

Vers 1965, le tourisme d'hiver est relancé et devient toujours plus important dans les régions alpines. Il présente constamment des taux de croissance élevés jusqu'en 1985 (Bätzing & Rougier, 2005, p.199-200). Dès 1970, la saison d'hiver « explose » avec la popularisation du ski alpin. « Les communes touristiques connaissent les plus grandes modifications de leurs surfaces naturelles, cultivées ou habitées. La démocratisation du tourisme stimule la parahôtellerie [...]: de 1965 à 1975, le nombre des chalets et des appartements double en Valais » (Evequoz-Dayen, 2002, p.761). Cela dit, le tourisme d'été, plus traditionnel du fait des randonnées et promenades faciles, de l'admiration des paysages naturels et des contacts avec les gens du pays, connaît un renversement de situation. Autour des années nonante, la saison d'été diminue et la saison d'hiver tend à stagner (Evequoz-Dayen & Reichenbach, p.764). Cependant, en 1999, une nouvelle phase d'expansion commence (Bätzing & Rougier, p.201-202).

La révision sur la LIM est une première raison de cette relance puisque, comme nous l'avons précisé, la révision de la loi sur l'aide aux investissements en région de montagne, datant de 1997, se réoriente notamment vers le domaine du tourisme et des remontées mécaniques.

Une seconde raison provient peut-être de la Loi sur le tourisme de 1996 qui accorde des prêts à des conditions favorables pour la construction et la rénovation d'établissements publics d'hôtellerie et de gîtes ruraux (Michelet, 2008, p.290).

Ce tourisme moderne représente un indice de la qualité de vie et il va sans dire que ce développement a une incidence sur l'économie de la région. Il offre de nombreuses places de travail, en particulier au niveau de la restauration, de l'hôtellerie, de la promotion de la région et du secteur immobilier. En Suisse, le nombre de nuitées en hôtellerie et parahôtellerie est passé de 15 millions en 1950 à 79 millions en 1981. Cette croissance est due à l'avènement des vacances pour tous dès la Seconde Guerre mondiale, des congés payés dans les années 1940 et du développement des moyens de

transport, comme nous l'avons signalé plus haut (Brocher & Forestier, 1990, p.13-14). De plus, ce tourisme apporte également des aménagements nouveaux et nécessaires : le nettoyage des chemins, l'amélioration des égouts pour l'hygiène et la propreté, ainsi que l'éclairage public (Arlettaz *et al.*, 2002, p.619).

2.2. EDUCATION ET FORMATION

Quoi qu'il en soit, le potentiel économique de la Suisse n'a jamais pu se reposer uniquement sur ses richesses naturelles. Notre pays a donc orienté son économie, depuis des décennies, vers « le finissage de produits » et exporte des produits de qualité et de luxe. C'est-à-dire qu'il importe des matières brutes, telles que la soie, et la transforme en étoffes ou en rubans. Ce commerce a très vite exigé une certaine qualification de la part de la main d'œuvre. De plus, l'économie suisse repose sur la recherche de pointe dans le domaine des sciences de la nature et de la technologie (Levy, 1991, p.25). Bien que, pendant longtemps, la Suisse était en tête dans le domaine de l'instruction publique, la période d'industrialisation et de post-industrialisation exige un plus haut niveau de qualification pour sa production. En 1987, les offres d'emploi destinées à du personnel qualifié dépassent 80% dans l'industrie chimique, l'industrie des métaux et celle des machines, l'électronique, l'électrotechnique, l'optique et l'administration publique (Lopreno, 1989, p.100).

Le « savoir » dans la société post-industrielle remplace peu à peu le capital financier qui était la ressource stratégique à l'époque industrielle (Lopreno, p.130).

Cependant, même si la Suisse peut se targuer d'avoir un très bon niveau en ce qui concerne l'éducation publique, cela n'a pas toujours été le cas, particulièrement en Valais. Comme nous l'avons dit plus haut, l'enseignement primaire obligatoire et gratuit, stipulé dans la loi cantonale depuis 1849, n'a été appliqué en Valais qu'en 1874, date à laquelle la loi entre dans la Constitution fédérale. Certains députés au Grand Conseil déplorent le retard du Valais dans ce secteur. Nous relatons ici les trois raisons principales qui peuvent être directement liées à la commune du Val d'Anniviers. Premièrement, la configuration topographique et les conditions climatiques sont difficiles dans certaines communes, où les élèves doivent parcourir parfois de longues distances à pied, souvent dangereuses en hiver, pour se rendre à l'école. La transhumance de la population n'est pas non plus favorable à la fréquentation de l'école. Deuxièmement, à la fin du XIX^{ème} siècle, dans certaines communes exclusivement agricoles, il est difficile de se passer des enfants d'un certain âge au moment des travaux des champs et des pâturages. Les absences et le manque d'assiduité des élèves à l'école sont donc problématiques. Enfin, l'usage encore trop général du patois constitue une sérieuse entrave à l'étude du français à cette époque (Allet-Zwissig, 1991, cité par Bezencon Sierro, 1998, p.6-7).

Cependant, dès le début du XX^{ème} siècle, l'Ecole valaisanne s'est développée grâce notamment à l'impulsion de l'industrie naissante, nouvelle pourvoyeuse d'emplois. Elle s'accroît dans le cadre des villages et les classes à degrés multiples sont tenues par des enseignants qui n'exercent leur profession qu'une moitié de l'année, d'octobre à avril (Evéquozy-Dayen & Reichenbach, 2002, p.743).

En ce qui concerne la formation professionnelle, deux filières différentes sont proposées : l'expérience pratique, soit l'apprentissage, ou la formation scolaire. Pour celle-ci, les garçons ont toujours un net avantage sur les filles. En effet, les premières valaisannes accèdent en 1943 à la maturité fédérale délivrée par l'Institut Sainte Marie-des-Anges à Sion, institut privé non subventionné, créé par des religieuses franciscaines. Quant aux jeunes hommes, les collèges les accueillent déjà en 1849 pour des études supérieures, soit un siècle auparavant. Cependant, l'Ecole normale des filles devient officielle en 1912. « Il semblerait en effet qu'au XIX^e siècle, une des seules carrières ouvertes aux filles ait été celle d'institutrice » (Bezencon Sierro, 1998, p.7). Par ailleurs, l'Ecole ménagère apparaît dans la loi en 1946, bien que certaines communes disposent déjà de telles

structures au début du siècle et l'Ecole d'agriculture de Châteauneuf date de 1923 (Bezencon Sierro, 1998, p.10). Les universités et les hautes écoles datent également du XIX^{ème} siècle (Levy, 1991, p.77-78).

En Suisse, même si le système de formation professionnelle reste axé sur l'apprentissage, la formation scolaire a pris de l'importance ces dernières décennies. En 1960, 368 étudiants sur 100'000 habitants suivent des études supérieures (université ou autre établissement d'enseignement supérieur) et en 1980, ce chiffre est de 969. On peut donc y voir une certaine ouverture de l'enseignement supérieur à la population du pays. En effet, en 1910, la proportion d'actifs dans la population âgée de 15 ans ou plus était de 70% contre 57,1% en 1978. Plusieurs causes sont à l'origine de cette baisse, telles que l'élévation de l'espérance de vie qui provoque, entre autres, le prolongement de la formation des jeunes (Levy, 1991, p.37). Cependant, cette hypothèse est à relativiser car le nombre d'années d'études a également augmenté et la proportion d'étudiants issus de familles ouvrières n'a que faiblement augmenté. En effet, en 1990, cette proportion oscille autour des 5%, même si des bourses et des compensations financières existent. Le système éducatif s'est donc développé mais les possibilités d'accès diffèrent selon les classes sociales. En revanche, il est possible d'affirmer que « le niveau d'étude constitue la base essentielle de la situation professionnelle qu'il est possible d'atteindre par la suite » (Levy, p.32).

Voici le recensement fédéral de la population pour 1980 :

Tableau 7: Distribution des situations professionnelles en 1980 en Suisse

Situation professionnelle	% de la population active
Grands patrons	0.5
Indépendants en professions libérales	2.8
Petits patrons, paysans	6.5
Travailleurs indépendants	9.8
Cadres supérieurs	1.1
Cadres moyens	13.1
Employés moyens ou inférieurs	38.6
Employés	52.8
Contremaîtres	4.8
Ouvriers qualifiés ou semi-qualifiés	24.9
Ouvriers non qualifiés	4
Ouvriers	33.7
Collaborateurs familiaux et divers	4.0

Source : Levy, 1991, p.37

Ces chiffres, comparés à ceux de 1910, rendent compte de l'évolution incroyable de ces dernières décennies dans le monde professionnel. Il faut relever en particulier l'augmentation massive de la proportion des employés et la diminution de la part d'ouvriers de 1910 à 1980.

Tableau 8: Distribution des situations professionnelles en 1910 en Suisse

Situation professionnelle	Population active [%]
Travailleurs indépendants	27.4
Employés	8.6
Ouvriers	60.6

Source : Levy, 1991, p.39

Voici les conséquences positives des changements effectués dans le monde du travail :

- la sécurité sur le lieu de travail augmente ;
- les conditions sociales de l'emploi s'améliorent (salaire mensuel, conditions d'employés) et les assurances sociales sont élaborées. 1948 : Loi sur l'AVS, 1952 : Indemnités de chômage, 1960 : Création de l'Assurance Invalidité, 1976 : Assurance chômage, 1972 : Le concept des « trois piliers ». Le premier pilier, constitué par l'AVS et l'AI, assure une couverture des besoins vitaux. Le deuxième, obligatoire seulement depuis 1985, permet au salarié de conserver son niveau de vie antérieur une fois arrivé à la retraite. Enfin, le troisième pilier est un volet individuel et facultatif de la prévoyance vieillesse (Bertozzi, 2005, p.27-31) ;
- le niveau des salaires augmente et le temps de travail hebdomadaire se réduit (44 heures en 1980).

Mais cette période d'industrialisation et de post-industrialisation entraîne également des conséquences négatives sur le monde du travail : emplois menacés par l'automatisation, concentration et délocalisation des entreprises. Ces changements impliquent une polarisation des métiers entre ceux qui exigent des formations spécifiques et ceux qui n'en exigent pas. De plus, ces « nouveaux » métiers entraînent toujours plus de stress avec les conséquences qui s'ensuivent (« burn out », fatigue, etc.) (Levy, p.40).

Alors que l'Occident entre en 1975 dans une crise conjoncturelle, la Suisse garde sa situation très favorable jusqu'en 1990. Il est clair que la Suisse est sensible aux fluctuations conjoncturelles de l'époque mais, pour faire face au chômage, elle fonde « sa réduction de l'offre d'emploi uniquement sur les catégories de travailleurs les moins protégés : les étrangers surtout et les femmes. Ces deux groupes sociaux ont ainsi joué un rôle d'« amortisseurs conjoncturels » (Bertozzi, 2005, p.69-70). En effet, en 1975, l'économie suisse connaît une période de récession due à la crise pétrolière et entraîne une perte d'un dixième du total des emplois, soit 340'000 postes de travail. Mais, à cette époque, 230'000 travailleurs étrangers retournent dans leur pays d'origine et le solde des emplois perdus est couvert à 90% par le renoncement des femmes à tout travail rémunéré (Levy, p.37). En Valais, ce sont près de 7'000 ouvriers étrangers qui partent entre 1974 et 1975 (Evéquoz-Dayen & Reichenbach, 2002, p.761). Par ailleurs, le secteur tertiaire se développe grâce à l'accroissement de la population, à l'augmentation du pouvoir d'achat et à l'évolution du mode de vie qui fait exploser la demande de services personnels. « Les activités commerciales et bancaires, les services et l'industrie touristique créent de nombreux emplois » (Evéquoz-Dayen & Reichenbach, 2002, p.762). Ainsi, contrairement au secteur secondaire dont la croissance est freinée par la récession de 1975, le secteur tertiaire occupe, en 1980, 10'000 personnes de plus qu'en 1970 (Evéquoz-Dayen & Reichenbach, 2002, p.762).

Néanmoins, cette période de prospérité prend fin en 1990. De 1990 à 1997, le chômage passe de 0,5% à 5.2%. Ce revirement de situation n'est pas amorti car il est toujours plus difficile d'exclure les travailleurs étrangers. De plus, les femmes n'acceptent plus de quitter le marché de l'emploi lors de récession (Bertozzi, 2005, p.71).

Le Valais subit directement ces fluctuations. La suppression d'emplois touche particulièrement la plaine du Rhône et le Chablais dans des branches telles que l'industrie des machines, la chimie, la construction, les banques et assurances, le commerce de détail et l'hôtellerie. En 1997, le taux de chômage s'élève à 7% en Valais (Evéquoz-Dayen & Reichenbach, 2002, p.783-784). A la suite de cette crise, le taux de chômage en Suisse diminue rapidement mais le pays ne retrouve toutefois pas la situation exceptionnelle d'avant 1990.

Comme nous l'avons dit précédemment, les femmes ont joué le rôle d'amortisseur conjoncturel durant la crise de 1975, en raison de leur statut peu reconnu dans l'économie suisse. Autrefois pourtant, leur rôle dans l'agriculture était essentiel : « on peut dire que

les femmes ont été présentes à toutes les étapes et à tous les niveaux de production » (Bezencon Sierro, 1998, p. 63) ; « dans les travaux de la campagne, le rôle de la femme a été central. » (Bezencon Sierro, 1998, p.64). En effet, la femme a partagé, dans ce domaine, des tâches parfois égales à celles de l'homme, en plus de l'éducation des enfants (Bezencon Sierro, 1998, p.4). Cependant, le secteur primaire a subi de grands changements et sa diminution « contribuera à la transformation du rôle social des femmes dans leurs communautés villageoises et coïncidera avec un nouveau type de discours sur le rôle des femmes au sein des sociétés » (Bezencon Sierro, 1998, p.4). Il est donc intéressant de voir l'évolution du statut des femmes dans la société post-industrielle.

2.3. ROLE DES FEMMES DANS LA SOCIETE

Autrefois en Valais, la femme participait aux côtés de l'homme à divers travaux qui nécessitaient une force physique aussi grande, si ce n'est plus importante que l'homme. De 1900 à 1990, l'activité économique des femmes progresse beaucoup, comme nous l'avons remarqué préalablement. Lors du démarrage économique de 1900, les femmes constituent une main-d'œuvre idéale pour deux raisons. D'une part, elles sont peu coûteuses et, d'autre part, en période de crise, elles retournent dans leur foyer et s'occupent de l'agriculture. Leur taux d'activité suit donc la conjoncture.

Même si la production revient essentiellement aux mains de l'homme, les femmes participent donc également au démarrage économique qui s'est effectué avec, notamment, la percée du Simplon et du Lötschberg, la construction du chemin de fer Viège-Zermatt et le développement de l'industrie valaisanne.

Pourtant, dès 1970, l'évolution du rôle de la femme prend un tournant. On assiste à une « diminution des entrées dans la vie active entre 15 et 19 ans », à l' « augmentation de l'insertion économique des femmes entre 20 et 24 ans ». Puis, on remarque une « diminution de la sortie de la vie active entre 25 et 34 ans » et l' « accentuation du mouvement de réinsertion professionnelle des femmes après 30-34 ans » (OFS recensement fédéral, p.44-45). Les femmes se dirigent surtout vers le tourisme et les activités du secteur tertiaire en raison des domaines peu accessibles pour elles dans le secteur secondaire (Sauthier, 1992, p.18). Pour la région de Sierre, qui englobe la commune du Val d'Anniviers, plus de 70% des femmes actives travaillent dans le secteur tertiaire et ce dès 1960 (Sauthier, p.27). Cette évolution de la situation sociale de la femme n'est pas sans conséquence sur l'évolution de la démographie et sur le modèle de la famille en Suisse, comme en Valais.

2.3.1. EVOLUTION DE LA FAMILLE

En tant que reflet de la société, la famille a évolué avec son temps. Tout comme nous avons relevé deux sociétés en Suisse (industrielle et post-industrielle), nous remarquerons ici deux types de familles (traditionnelle et moderne).

La famille traditionnelle apparaît comme un petit groupe, appelé famille nucléaire, constitué du couple et, pendant une certaine période, des enfants. Ce modèle de la famille représente le socle sur lequel la société industrielle s'est construite. En effet, la population d'avant 1965 se caractérise par un taux élevé de natalité, la contraception n'étant pas utilisée. Néanmoins, ce dernier est en partie limité par le taux élevé de mortalité (Tissot, 1075, p. 34). La femme est souvent l'unique responsable des tâches familiales, ce qui permet à l'homme de se préoccuper uniquement des besoins financiers du ménage par une activité à plein temps (Bertozzi, p.85). Les Trente Glorieuses et le « baby boom » qui découlent de la révolution industrielle, permettent de dépasser le seuil de renouvellement, fixant ainsi le nombre d'enfants par femme à 2,1. Dans les régions alpines également, une forte croissance démographique se fait ressentir entre 1950 et 1980, en raison d'une bonne accessibilité, de l'établissement d'industries et de l'essor du tourisme (Bätzing & Rougier, 2005, p.372). La fécondité des mariages valaisans a des

taux nettement supérieurs à la moyenne suisse jusqu'en 1960 (Evéquoz-Dayen & Reichenbach, 2002, p. 768).

Entre 1965 et 1985, on se marie à un âge précoce dans les régions catholiques francophones valaisannes, fribourgeoises et jurassiennes. Ce phénomène « peut se comprendre dans une société où le contrôle social des conduites restreint encore les comportements libertaires comme le concubinage. Le mariage précoce constitue une sorte d'émancipation de la tutelle des parents ou du groupe local » (Evéquoz-Dayen & Reichenbach, 2002, p.767).

Cependant, les mariages connaissent une décrue dès 1972 en Valais. Dans les régions urbaines, le nombre d'enfants par femme chute très rapidement et s'établit à moins de 1,4 au début du XXI^{ème} siècle. Ce phénomène est lié « à la contestation des institutions qui s'exprime dès 1968 et au développement général de la formation qui retarde l'entrée dans la vie professionnelle et l'indépendance matérielle qu'elle permet » (Evéquoz-Dayen & Reichenbach, 2002, p.768). De plus, l'essor et la diffusion des moyens de contraception ainsi que l'évolution du rôle et de l'image de la femme dans la société peuvent expliquer ce phénomène. En effet, la population féminine augmente son niveau de formation et sa participation dans le monde de l'emploi. L'espérance de vie à la naissance ne cesse d'augmenter et tout au long du XX^{ème} siècle, le vieillissement démographique s'accroît. Les femmes s'émancipent et accèdent à un revenu autonome, augmentant leur indépendance. C'est pourquoi, le modèle des familles change. Le divorce, le célibat, les familles monoparentales ou les couples non mariés sont des nouveaux modes de vie, acceptés par la société (Goody, 2001, p.225).

Autrefois, les membres d'une même famille pratiquaient un métier commun et s'entraidaient quotidiennement, faute de quoi les individus isolés ne pouvaient survivre. Les échanges affectifs étaient assurés à l'extérieur de la famille avec des voisins ou des amis. Progressivement, avec le développement du secteur tertiaire, le lieu de travail s'est séparé du lieu de résidence et la famille n'a plus été la base de l'activité productrice (Kellerhals, p.15).

La nouvelle société s'installe avec un individualisme lié au droit de propriété, à l'évolution du droit, aux idées concernant l'épanouissement personnel, à la mobilité sociale et géographique. De plus, même si l'Eglise catholique a influencé le mariage et la famille durant des siècles, son pouvoir diminue grandement ces dernières décennies. Enfin, le rôle toujours plus important de l'Etat permet à un individu de se passer de l'aide de sa famille s'il en a besoin (Goody, 2001, p.61).

En Suisse, le nombre de mariages pour 1'000 habitants est passé de 7.6 par année en 1970 à 4,9 en 2001. De plus, 40% des mariages du début du XXI^{ème} siècle se solderont par un divorce. Les conséquences sont l'accroissement des familles monoparentales ou recomposées et l'augmentation des naissances hors mariage. L'augmentation du nombre de femmes dans le monde du travail explique le faible indice de fécondité (Bertozzi, 2005, p.36-37). Selon Olivier Blanc, professeur de démographie à la HEC de Lausanne, « si les femmes étaient moins présentes sur le marché du travail, elles auraient tendance à avoir une fécondité plus élevée. » (1990, p.134).

Cette baisse de natalité s'explique donc par la difficulté des femmes à concilier le travail et la vie de famille. Une des solutions appréciées est le travail à temps partiel mais celui-ci ne permet pas de bénéficier des opportunités de carrières et ne donne pas accès aux mêmes couvertures sociales qu'un travail à temps plein. C'est pourquoi, en Suisse, l'ancien modèle familial s'est progressivement modernisé : l'homme a gardé le rôle de pourvoyeur principal de revenu et la femme, malgré un travail à temps partiel, garde une grande part des devoirs domestiques (Bertozzi, p.91).

Une autre solution qui soulagerait les parents engagés dans leur activité professionnelle serait la mise en place de « périodes blocs » ou d'horaires scolaires continus ou harmonisés. Néanmoins, cette solution nécessiterait l'établissement de structures d'accueil pour le temps de midi, en fin de journée ou durant les vacances scolaires.

Malheureusement, ces organisations sont lacunaires en Suisse. De plus, ces services restent encore chers pour une bonne partie de la population. Pourtant, cela augmenterait davantage la proportionnalité de femmes sur le marché du travail (Bertozzi, p.92 - 99).

2.3.2. EVOLUTION DES DROITS DES CITOYENS

En politique, l'évolution du statut de la femme est plus lente, mais la proportionnalité des femmes augmente tout de même. Depuis 1848, le citoyen suisse de sexe masculin a le droit d'élire ses représentants et, depuis 1874, il peut se prononcer sur les initiatives populaires et les référendums. Dès 1971 seulement, les femmes suisses ont acquis ces mêmes droits. En revanche, les étrangers, soit 15 % de la population dans les années 1990, ne bénéficient pas de ces droits (Levy, p.45).

A l'aide du concept de société, nous avons vu l'importante évolution des contextes structurels, démographiques et économiques durant ces dernières décennies à l'échelle d'abord européenne puis locale. Il va sans dire que les conséquences d'un tel développement ne sont pas négligeables puisqu'elles touchent à tous les domaines de la société.

Nous allons à présent faire état de l'évolution du Val d'Anniviers entre 1960 et 2000. Une première partie s'intéressera au développement structurel et démographique et une seconde partie, au développement économique de la région.

3^{EME} PARTIE : L'EVOLUTION DU VAL D'ANNIVIERS

Après avoir décrit les divers indicateurs utilisés dans cette recherche, nous allons à présent analyser, à travers diverses dimensions, le développement de la région du Val d'Anniviers entre 1960 et 2000.

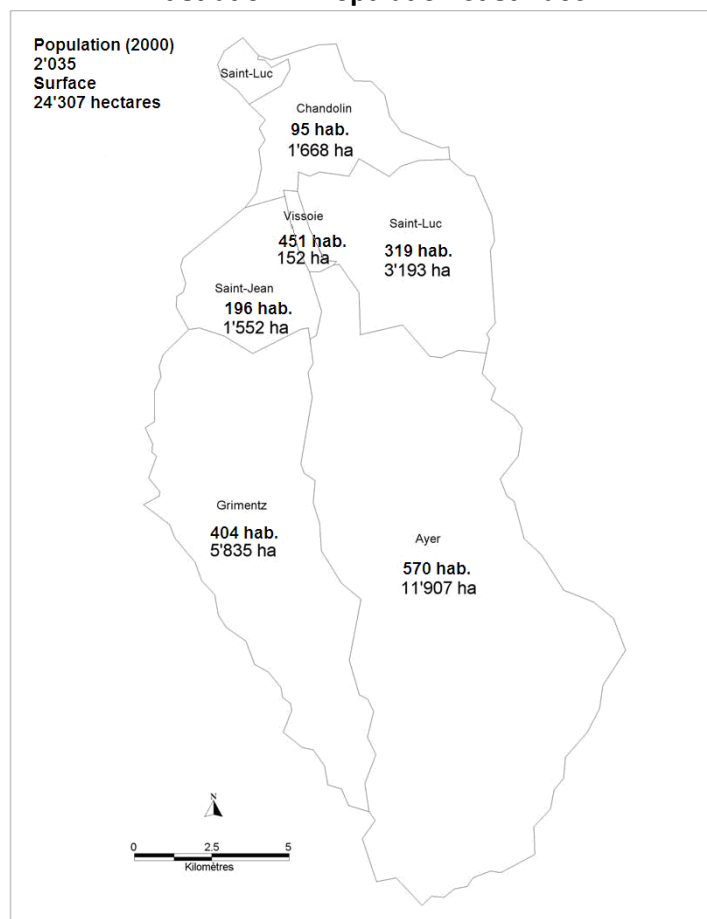
1. DIMENSION STRUCTURELLE ET DEMOGRAPHIQUE

Dans ce chapitre, nous allons observer l'évolution de la population du Val d'Anniviers de 1960 à 2000 en mettant en évidence les diverses migrations qui ont marqué cette période ainsi que l'évolution des ménages.

1.1. CARTE POLITIQUE

Le Val d'Anniviers fait partie du canton du Valais. Sa superficie est de 24'307 hectares. Jusqu'au 31 décembre 2008, il était divisé en six communes et chacune portait le nom d'un village. Ces chefs-lieux restent encore très importants du point de vue économique, à l'exception de l'ancienne commune d'Ayer, où l'activité touristique n'est présente que dans la station de Zinal.

Illustration 2: Population et surface



Source : Chauvie & Gabbud, 2005, p.24

Tableau 9: Superficie du Val d'Anniviers et du district de Sierre en l'an 2000

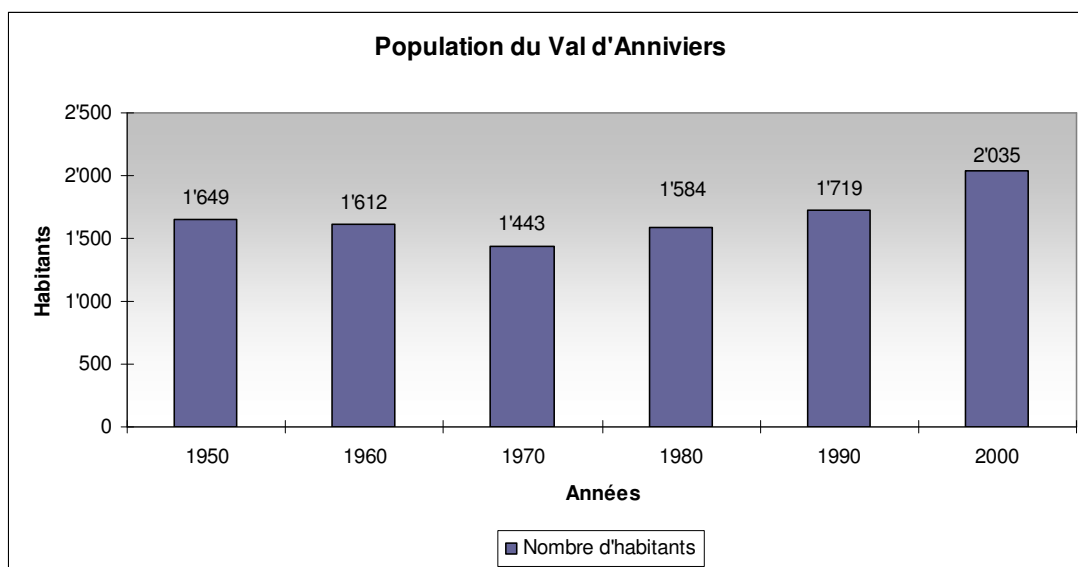
	Surface totale [ha]
Val d'Anniviers	24'307
District de Sierre	41'872

Source : Annuaire statistique du canton du Valais 2000

1.2. EVOLUTION DE LA POPULATION

Pendant longtemps, le Val d'Anniviers était une société agricole ; ce secteur économique est resté dominant jusque vers les années 1950. Au début du siècle, la plaine du Rhône va connaître son assainissement, ce qui permettra d'une part de cultiver en plaine et d'autre part, de construire un chemin de fer jusqu'à Sierre. C'est le point de départ du tourisme dans la vallée mais également le début de l'exode rural avec la création d'emplois en plaine grâce à l'usine d'aluminium de Chippis. De 1910 à 1970, le Val d'Anniviers voit sa population diminuer de plus de 800 personnes, passant ainsi de 2'253 habitants à 1'443. Il serait cependant réducteur de mettre en cause uniquement l'usine d'Alusuisse car l'ensemble de la plaine se développe et devient plus attractif. Par ailleurs, Sierre, de par sa situation de ville-relais, attire également la population féminine par son offre variée d'emplois commerciaux et touristiques.

Graphique 1



Source : Recensement fédéral de la population 2000. Evolution de la population des communes 1850-2000. (2001)

Au fil des ans, la vallée modifie son mode de pensée et ses normes socioculturelles en se calquant sur celles de la ville. En effet, il devient toujours plus difficile d'être considérés comme de « simples paysans » par des gens qui vivent visiblement mieux, qui sont instruits et qui gagnent plus d'argent en travaillant moins. Génération après génération, l'agriculture se dévalorise et le Val d'Anniviers se développe dans le secteur secondaire puis tertiaire avec l'exploitation de ressources minières, la construction du barrage de Moiry et le goudronnage de la route d'Anniviers en 1955. Cela amène du travail et de l'argent et a une incidence sur le développement touristique. Dès lors, la population commence à croître à nouveau dès 1970. En effet, seul le développement touristique a permis d'enrayer le phénomène d'exode de manière durable (Rouvinez, 1984, p.83-84).

Dès 1970, le tourisme qui développe bon nombre de services et de commodités, permet aux habitants de la vallée d'avoir une vie « moderne » en altitude et de n'avoir plus rien à envier aux habitants de la plaine. Nous pouvons même aller plus loin en disant que c'est à présent la montagne qui attire la ville car les citadins recherchent une qualité de vie meilleure que la leur, quelque peu affectée par tant de développement industriel (Rouvinez, 1984, p.84).

Sur le graphique ci-dessus, nous pouvons constater des augmentations de la population de presque 10% chaque décennie de 1970 à 1990 et une croissance de près de 20% de 1990 à 2000. Cette dernière est due à la relance du tourisme des années nonante avec la Loi sur le tourisme de 1996 et la révision de la loi sur les crédits LIM de 1997.

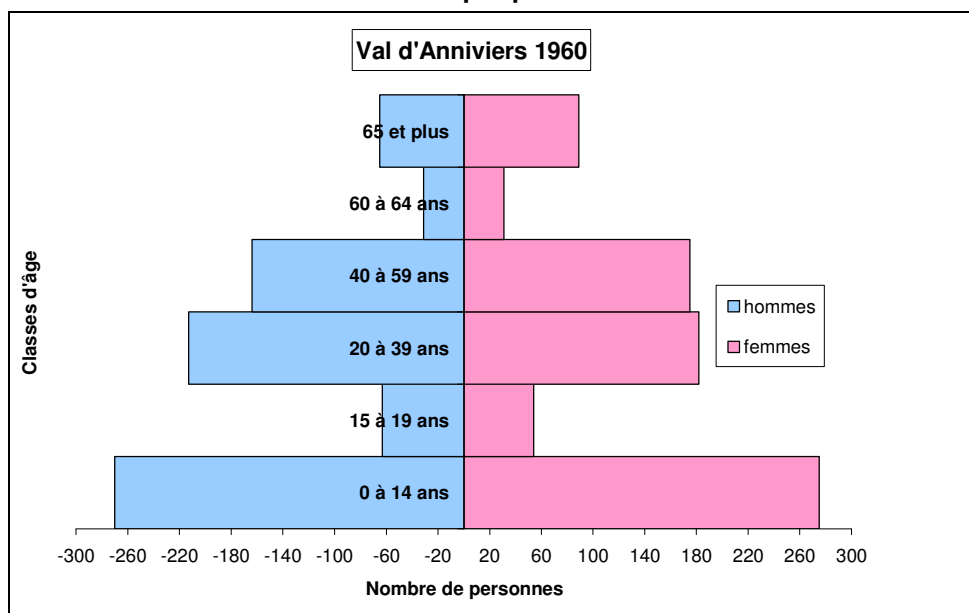
1.3. PYRAMIDE DES ÂGES ET INDICES

La pyramide des âges permet d'analyser la structure de la population. Étant donné que nous ne possédons pas de données pour 1990, nous avons pris les chiffres issus de l'enquête socio-économique réalisée par l'Association suisse pour le service aux régions et communes (SEREC), demandée par les six anciennes communes du Val d'Anniviers. Ces chiffres ne correspondent pas à ceux du recensement de l'office fédéral ou cantonal de la statistique car leur source provient du registre des habitants, alors que le recensement enregistre les personnes à leur domicile économique au 1^{er} décembre. Dans un premier temps, nous allons analyser les pyramides des âges pour chaque décennie. Ensuite, nous étudierons un graphique représentant la population par tranches d'âge de 1970 à 2000, nous permettant de voir l'évolution générale de la population durant cette période.

1.3.1. POPULATION EN 1960

La structure de la pyramide du Val d'Anniviers en 1960 n'est pas subdivisée en classes d'âge quinquennales mais selon une hiérarchisation particulière. La première tranche (0 à 14 ans) représente la population enfantine et s'étale jusqu'à la limite de la scolarité valaisanne. La deuxième tranche s'étend jusqu'à 19 ans, âge qui correspond plus ou moins à la fin de l'apprentissage post-scolaire. La tranche des 20 à 35 ans représente les jeunes actifs et la tranche de 40 à 59 ans représente les actifs plus âgés (60 ans étant la limite de travail de certaines catégories professionnelles). La cinquième tranche va jusqu'à 64 ans et la dernière tranche (65 ans et plus) comprend les retraités.

Graphique 2



Source : Recensement fédéral de la population 1^{er} décembre 1960. Canton du Valais. (1964)

En 1960, la population du Val d'Anniviers compte 1'612 personnes. Nous pouvons constater que la population relativement élevée des 0 à 14 ans, soit 545 personnes (33,8%), traduit la relance économique de l'après-guerre avec la mise en chantier du barrage de Moiry ainsi que le développement touristique. D'autre part, la population élevée d'hommes entre 20 et 59 ans, soit 377 personnes (23,4% de la population), provient de la main-d'œuvre requise pour l'édification du barrage ainsi que des nouveaux emplois créés pour les sociétés d'électricité entre autres.

Étant donné que nous n'avons pas le recensement de la population par tranches de cinq ans, il ne nous a pas été possible de mesurer l'indice de fécondité. Cependant, nous avons pu calculer l'indice du renouvellement de la population active en faisant le rapport

de la population âgée de 40 à 64 ans à celle dont l'âge oscille entre 15 et 39 ans, cette tranche d'âge étant appelée à remplacer la tranche supérieure. Le taux de renouvellement atteint 1,27, ce qui signifie que le renouvellement de la population est pleinement assuré (Chauvie (1976) l'ayant délimité à 1,08) (Cherpion, 1971, p. 47).

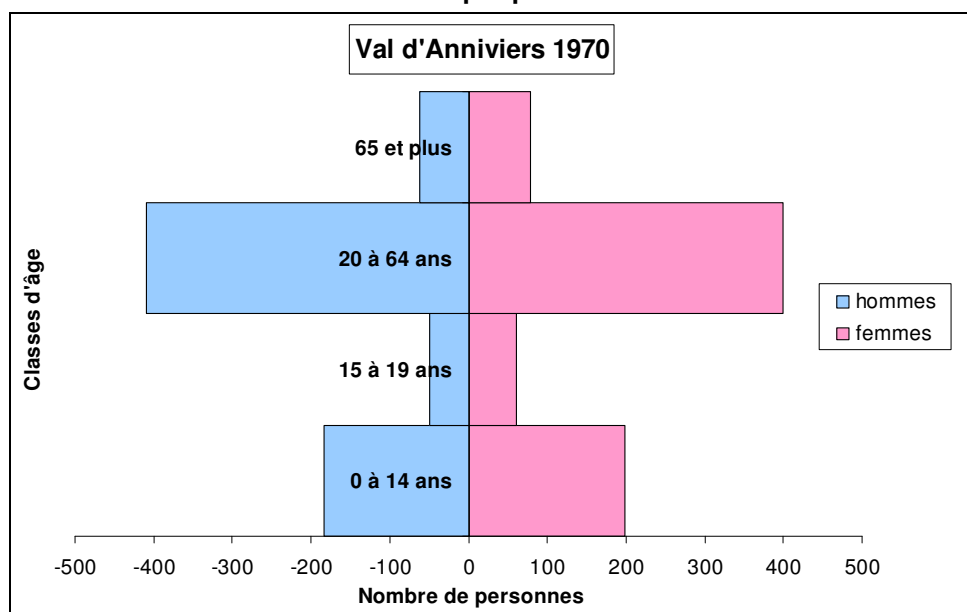
D'autre part, la variation du taux d'exode (bilan migratoire d'une décennie / population totale d'une année déterminée + solde naturel de la décennie) calculée par Cherpion indique une diminution de 13,6% entre 1950 et 1960, tandis que cette même variation pour la région de Sierre s'élève à +7,5%. Cela signifie donc qu'une partie des Anniviards sont descendus en plaine pour y habiter, cela en raison du nombre de places de travail plus élevé et des conditions de vie meilleures. Cependant, ces chiffres sont à relativiser puisque la variation du taux d'exode entre 1941 et 1950 dépasse les -17%. Cela nous permet donc d'établir que l'arrivée du tourisme et les constructions dans la vallée ont atténué l'effet d'exode (1971, p.44).

1.3.2. POPULATION EN 1970

Les années septante ont marqué un tournant pour le Val d'Anniviers avec de profondes mutations sur tous les plans. L'arrivée de la société post-industrielle entraîne la population à consommer toujours plus. Le tourisme explose, amenant avec lui la création de nombreux emplois et un boom immobilier considérable apparaît. C'est à partir de 1970 que la population du Val d'Anniviers va s'accroître à nouveau.

A cette époque, le Val d'Anniviers compte 1'443 habitants. Nous aurions pu prendre les sources socio-économiques, plus complètes pour les données de 1970, afin de pouvoir établir le taux de renouvellement, l'indice de fécondité ainsi que celui de l'exode. Cependant, il nous aurait été impossible, par la suite, de faire des comparaisons pertinentes entre la période 1960 et 1980. Ainsi, nous avons pris les données de l'Office fédérale de la statistique pour 1970, avec les lacunes qu'elles comportent. Cependant, les quatre classes d'âge principales figurent sur la pyramide des âges. Il s'agit des moins de 14 ans qui représentent la période de scolarité obligatoire, des 15 à 19 ans qui représentent les formations post-scolaires, des 20 à 64 ans, soit les actifs et enfin les plus de 65 ans, les retraités.

Graphique 3



Source: Recensement fédéral de la population 1970. Canton du Valais. (1974)

En observant l'état de la population par âge et par sexe, il nous est possible de constater que la population enfantine s'est fortement réduite. En effet, la tranche 0 à 14 ans ne représentent plus que 26,5% de la population contrairement à 1960 où elle représentait 33,8%. Cette baisse des naissances est la conséquence à la fois de l'évolution des mentalités et de la réduction de l'impact religieux sur la population avec la diffusion des moyens de contraception.

La population des actifs augmente puisqu'en 1970, le nombre de personnes entre 20 et 64 ans représente 56% contre 40% en 1960. Cette augmentation est en partie liée à une forte immigration de travailleurs étrangers.

Par ailleurs, sur la base des données socio-économiques, Chauvie (1977, p.7) établit l'indice de fécondité à 0,52 et l'indice de renouvellement à 1,35. Même si nous prenons ces chiffres avec prudence, ils nous indiquent tout de même que le renouvellement est assuré et que le taux de fécondité est faible, comme nous l'avons déjà signalé.

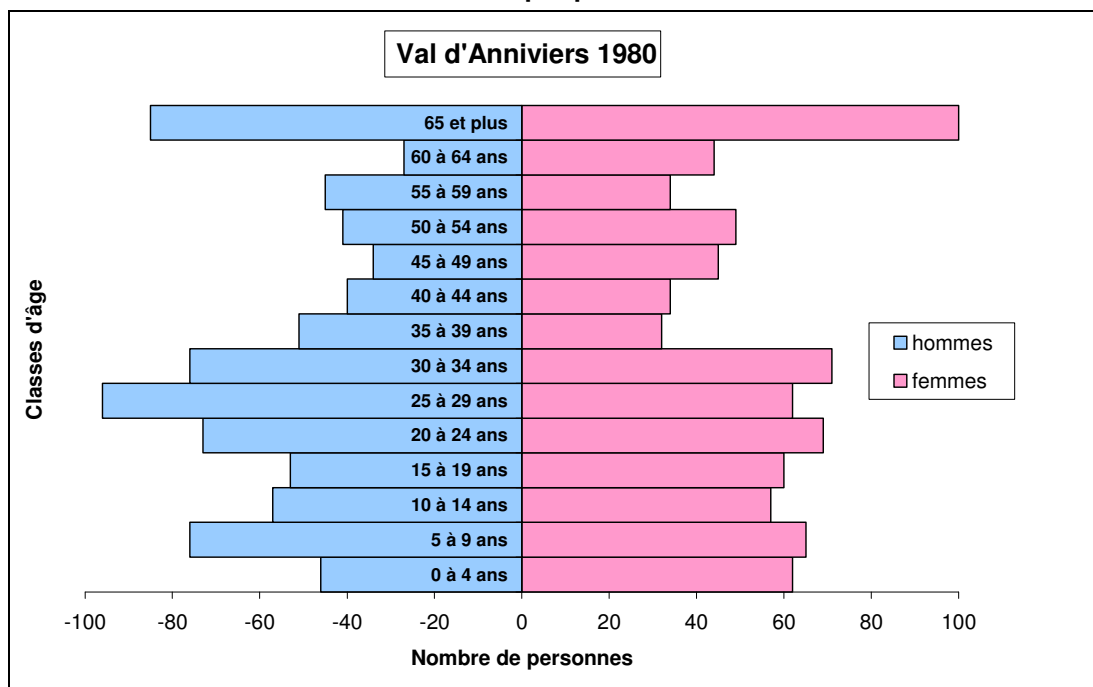
D'autre part, selon Cherpion (1971, p.44), la variation du taux d'exode entre 1960 et 1970 s'élèverait à -7%. Cela nous indique donc que la variation du taux d'exode a diminué de 6,6 points depuis 1950.

Enfin, la population ne vieillit presque pas. En 1960, la part de personnes de plus de 65 ans représente 9,5% de la population, et en 1970 ce taux est de 9,8%.

1.3.3. POPULATION EN 1980

En 1980, 1'584 personnes résident dans le Val d'Anniviers. Sur la pyramide, nous pouvons constater que la base est toujours plus faible. La tranche d'âge des 0 à 14 ans ne représente plus que 23% alors qu'en 1970, sa proportion atteignait 26,5% et en 1960 34%. De plus, l'indice de fécondité³ continue de diminuer et atteint le seuil de 0,4. Par ailleurs, la population vieillit puisque la tranche des plus de 65 ans représente 11,7% alors qu'elle atteignait 9,8% en 1970. Cependant, la situation n'est pas encore préoccupante puisque ce taux se situe dans la moyenne valaisanne (11%). L'indice de renouvellement⁴ est positif : 1,64 en raison de la forte population âgée de 15 à 39 ans.

Graphique 4



³ Indice de fécondité : Enfants 0-4 ans / Femmes 20-44 ans (Chauvie, 1977)

⁴ Indice de renouvellement : Population 15-39 ans / Population 40-64 ans (Chauvie, 1976)

Etant donné que nous ne sommes pas en mesure de calculer le taux d'exode par manque de données détaillées pour 1970, nous allons nous référer aux propos de Chauvie (1977, l p.2) qui affirme que le mouvement d'exode semble avoir été enrayé de 1970 à 1974 et cela à cause du développement touristique de la vallée. Philippe Chauvie calcule le taux d'exode de la manière suivante : « taux d'exode = population de 15 à 24 ans / population de 25 à 34 ans de la prochaine décennie. Cet indice donne une indication sur la quantité de personnes qui ont dû quitter une région. S'il est de deux par exemple, une personne sur deux a dû émigrer » (Chauvie, 1976, p.13).

1.3.4. POPULATION EN 1990

Comme nous l'avons précisé plus haut, nous n'avons pas pu nous procurer les données de la population par âge et par sexe pour l'année 1990. C'est pourquoi, nous utiliserons les données socio-économiques réalisées par l'Association suisse pour le service aux régions et communes (SEREC).

De plus, afin de pouvoir analyser au mieux le développement de la vallée, nous allons faire des comparaisons avec les données socio-économiques des années 1970.

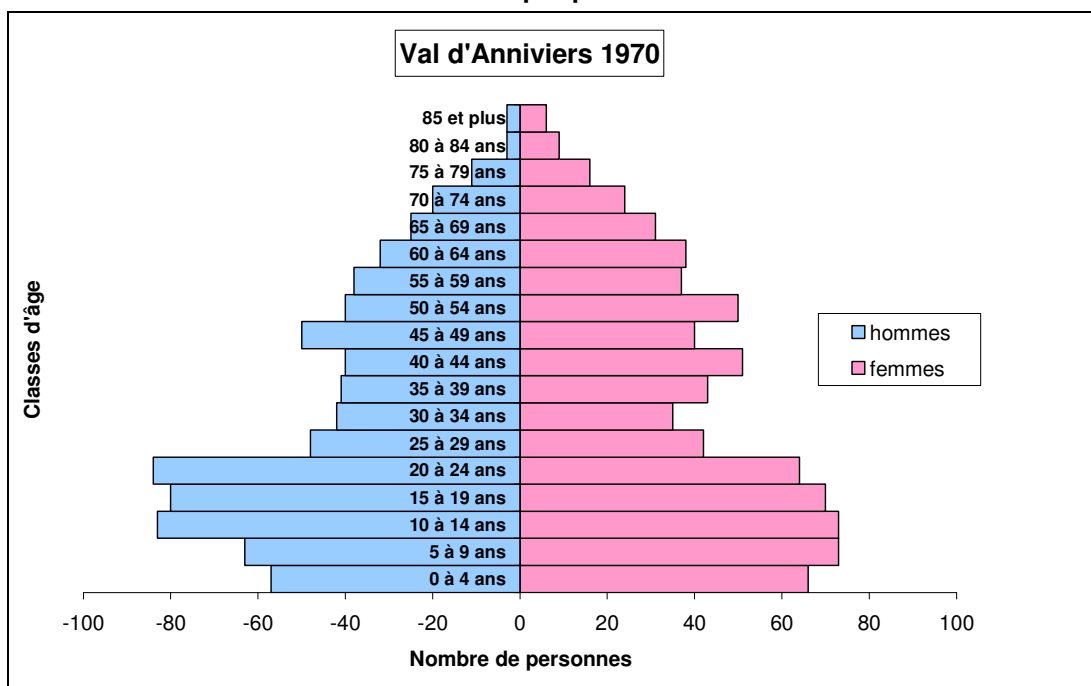
En 1970, la population compte 1'528 habitants contre 1'962 en 1990. La tranche d'âge des 0 à 14 ans est encore à la baisse puisqu'elle ne représente plus que 20% de la population en 1990, alors que ce taux s'élevait à 27% en 1970. L'indice de fécondité, déjà faible en 1970 (0,52) en raison du rétrécissement marqué à partir de 25 ans indiquant un exode de la population, diminue encore en 1990 et atteint la barre des 0,3. Ce chiffre est à mettre en relation avec la forte proportion des femmes âgées de 20 à 44 ans (23,9%), soit 8,5 points de plus qu'en 1970, alors que les enfants de 0 à 4 ans sont toujours au nombre de 123. Cela indique que les femmes ont moins d'enfants. Les raisons de ce phénomène sont l'élévation du niveau moyen de formation ainsi que l'augmentation du nombre de femmes ayant une activité salariée. Les femmes augmentent leur indépendance grâce à un revenu autonome et le modèle des familles change ; les femmes ont beaucoup moins d'enfants car il leur est difficile de concilier leur travail et leur vie de famille, malgré l'introduction du travail à temps partiel.

Ces faibles taux indiquent que l'indice de renouvellement va s'effondrer dans les années 2000. Pour l'instant, la nouvelle génération pourra remplacer l'ancienne puisque l'indice est de 1,47 pour les années nonante.

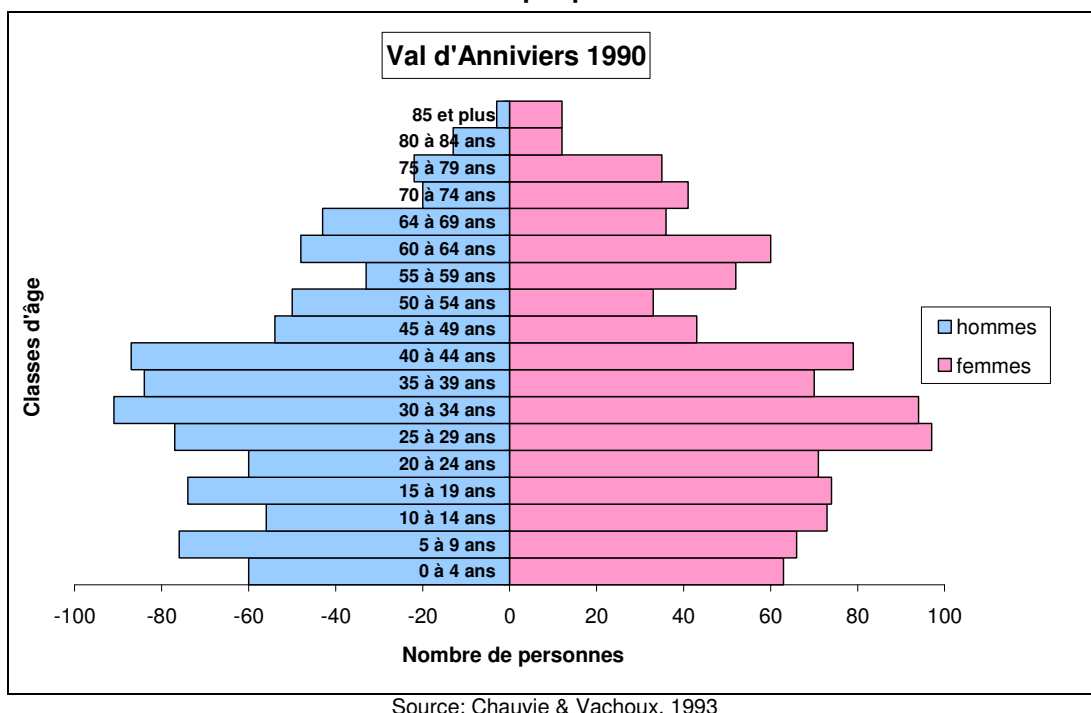
Etant donné que nous n'avons pas les mêmes sources pour les données de 1980, nous ne pouvons pas calculer le taux d'exode à la manière de Chauvie. Cependant, il nous est possible de voir si la population a évolué de manière constante, en prenant la proportion des personnes âgées en 1970 de 5 à 24 ans, soit 590 personnes, et celle des 25 à 44 ans en 1990. Cette dernière comprend 679 personnes, soit 89 personnes de plus pour la même tranche d'âge. Cela indique que non seulement l'exode a sensiblement diminué mais qu'une hausse de l'immigration de 15% a été enregistrée en vingt ans. Une partie de cette population est composée d'étrangers (140 personnes).

Par ailleurs, la population continue à vieillir sensiblement puisque les personnes de plus de 65 ans représentent 12% de la population en 1990 contre 9,7% vingt ans auparavant.

Graphique 5



Graphique 6



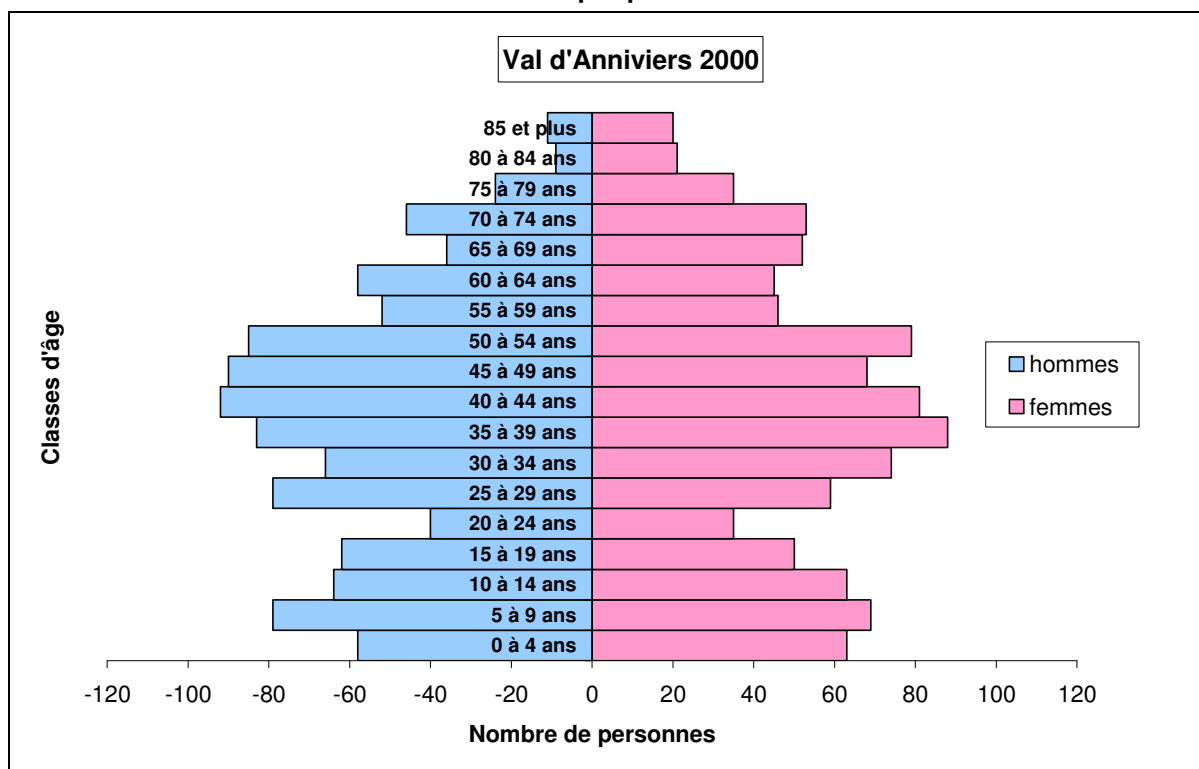
1.3.5. POPULATION EN 2000

L'analyse de cette population se base sur les données de l'Office fédérale de la statistique. C'est pourquoi, afin de pouvoir comparer l'évolution de la société anniviarde de manière pertinente, la population de 2000 sera comparée à celle de 1980 dont les données sources sont similaires.

La population du Val d'Anniviers en 2000 a été marquée par la crise économique de 1990. Cependant, la relance intervient dès 1997. En 2000, la population a dépassé le

seuil des 2'000 habitants pour s'établir à 2'035 personnes. Cette population est composée de 281 étrangers, soit 13,8%.

Graphique 7



Source: Population résidante selon un choix de caractères, par nationalité et par sexe 2000. (2001)

L'augmentation de la population, toujours croissante depuis 1970, ne laisse pas transparaître la crise qu'a subi la vallée la décennie précédente. Cependant, en regardant de plus près la pyramide, nous constatons la tranche d'âge 0 à 4 ans n'augmente pas. Cette stagnation s'explique par la crise de 1990 qui touche en particulier le Valais de plein fouet avec un taux de chômage atteignant 7% en 1997 alors qu'il n'était que de 1,2% en 1990. Cependant, puisque le nombre de femmes de 20 à 44 ans diminue et ne représente plus que 16,5% contre 21% en 1990 (données socio-économiques), l'indice de fécondité croît faiblement et atteint 0,36⁵.

Par ailleurs, le dessin de la pyramide est quelque peu inquiétant puisque la base est faible avec un rétrécissement plus marqué pour la tranche d'âge des 20 à 24 ans. En effet, la population des 0 à 19 ans représente 24,9% alors que cette même tranche d'âge représentait 27,6% en 1990. Malgré tout, la population des moins de 20 ans dans le Val d'Anniviers se situe toujours au-dessus de la moyenne suisse (23%) et valaisanne (24%). De même, la population des plus de 65 ans augmente continuellement depuis 1970 et atteint 15% en 2000, soit un taux identique à la moyenne suisse.

Quant à la population active (20 à 64 ans), elle forme 60% de la population et se situe également dans la moyenne cantonale qui est fixée à 61%. Cependant, le seul coin d'ombre de cette pyramide réside justement dans cette population active. Les groupes d'âge des forces de travail ont particulièrement vieilli. En effet, la population entre 20 et 39 ans, soit 25,7%, se situe en-dessous de la moyenne nationale (29,5%). En revanche, la population des 40 à 65 ans représentent en 2000 34%, soit un taux nettement supérieur à la moyenne suisse qui avoisine les 27,8%.

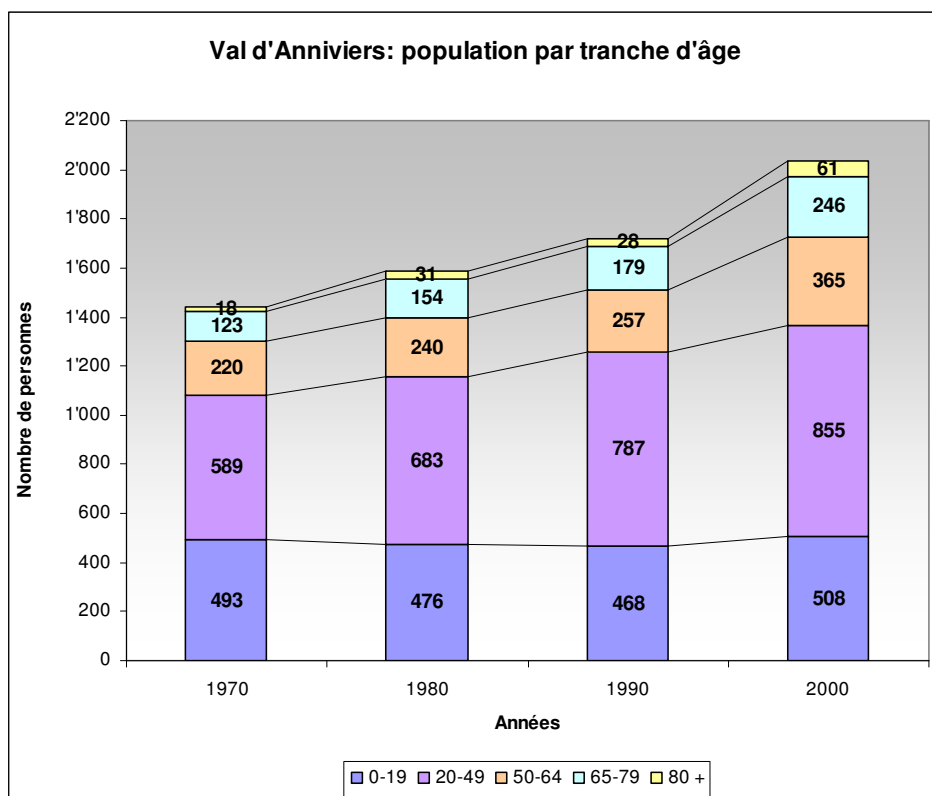
⁵ Selon le calcul de l'indice de fécondité de chauvie (1977)

Chauvie et Gabbud (2005) expliquent en partie ce phénomène par [Le] glissement des nombreuses générations du baby-boom vers le haut de la pyramide des âges. En Anniviers, ce phénomène de vieillissement sera encore renforcé ces prochaines années par le fait que les personnes âgées de plus de 55 ans avaient encore connu le mouvement d'exode qui a été stoppé dès les années 65-77. (p.11-12)

La base relativement faible de la pyramide a pour conséquence la chute de l'indice de renouvellement. Comme nous l'avions présupposé grâce à la pyramide des âges de 1990, l'indice de renouvellement a considérablement baissé, passant de 1,47 à 0,91. Cependant, la situation n'est pas critique puisque l'indice avoisine le chiffre 1 et indique donc que la nouvelle génération pourra remplacer l'ancienne.

Le graphique ci-dessous nous permet d'avoir une vue d'ensemble de la population selon les âges de la commune du Val d'Anniviers de 1970 à 2000. Les données sont toutes issues du recensement fédéral, ce qui nous permet de suivre l'évolution de la population.

Graphique 8



Source: Population résidente selon l'âge, 1970...2000 - analyses régionales interactives. (s.d.)

En observant ce graphique, nous constatons que la tranche d'âge des 0 à 19 ans est relativement constante contrairement à la croissance démographique générale. Cela indique donc que le taux de naissance a beaucoup diminué ces dernières décennies. En effet, en 1970, la tranche des 0 à 19 ans représentait 34% de la population alors qu'en 2000, il n'est que de 25%. Nous rappelons que la moyenne cantonale se situe à 24%. La tranche d'âge des 20 à 49 ans augmente en revanche sensiblement de 1970 (40,8%) à 1990 (45,8%) mais retombe à 42% en 2000. Ce taux plus ou moins stable assure une jeune population active dans la vallée.

La proportion de la population âgée de 50 à 64 ans est restée stable jusqu'en 1990 avec un taux de 15%. Cependant, en 2000, cette population a beaucoup augmenté atteignant 17,9%. Ce chiffre traduit un vieillissement de la population au cours de la dernière décennie.

La proportion des personnes de plus de 65 ans est en constante augmentation. En 1970, ce chiffre est de 8,5%, en 1980, 9,7%, en 1990, 10,4% et en 2000, 12%.

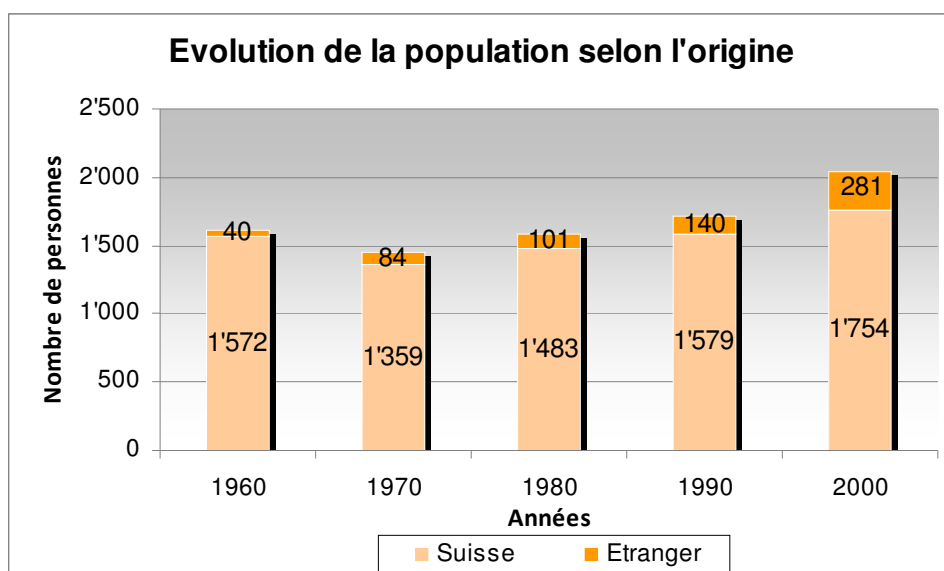
Enfin, la proportion des personnes âgées de plus de 85 ans augmente également. Elle passe de 1,25% en 1970 à 2,99% en 2000. Ce taux indique que l'espérance de vie est en constante élévation. Cependant, l'augmentation de la population des plus de 65 ans n'est pas inquiétante puisqu'en 2000, elle se situe pleinement dans la moyenne valaisanne (15%).

Nous pouvons donc dire que la société du Val d'Anniviers se porte bien au niveau démographique malgré une tendance vers un vieillissement de la population.

1.3.6. COMPOSITION DE LA POPULATION

La proportion des habitants d'origine étrangère a augmenté de plus de 11 points en quarante ans. Deux grandes vagues ont marqué cette évolution ; une première entre 1960 et 1970 constituée essentiellement d'Italiens en raison de l'expansion du secteur de la construction, et une deuxième de 1990 à 2000 avec la relance du tourisme.

Graphique 9



Source: *Annuaire statistiques du canton du Valais*

De 1960 à 1970, la part d'actifs (20 à 64 ans) augmente de 16 points. La part d'étrangers y a son importance puisqu'en dix ans, le taux d'étrangers double dans la vallée et atteint 84 personnes, soit 6% de la population. L'essor de ce nombre est lié à une importante immigration de travailleurs étrangers, des Italiens principalement, en raison du boom immobilier des années septante. De plus, les permis de saisonniers ont été convertis en autorisations annuelles favorisant ainsi des regroupements familiaux.

De 1970 à 1980, le nombre d'étrangers continue d'augmenter ; ils sont plus de 100 personnes en 1980, soit 6,6% de la population. Contrairement au reste du canton où l'impact de la récession du milieu des années 1970 implique une nette diminution des résidents étrangers entre 1970 et 1980, le Val d'Anniviers compte une augmentation de 17 personnes d'origine étrangère. Cela nous indique donc la forte croissance économique de la région en raison de l'expansion du tourisme (Evequoz-Dayen, 2002, p.834).

La part d'étrangers atteint 8% de la population en 1990, cela en raison de la croissance économique qui appelle une nouvelle vague d'immigrants, originaires cette fois du Portugal ou de l'ex-Yougoslavie (Evequoz-Dayen, 2002, p.834).

En 2000, la population est composée de 281 étrangers, soit 13,8% de la population. La proportion d'étrangers ne cesse d'augmenter dans la vallée, mais ce chiffre reste toutefois bien inférieur à la moyenne valaisanne de 17%.

1.4. LES MENAGES

Les types de ménage en Suisse sont nombreux. Il faut tout d'abord distinguer les ménages privés des ménages collectifs. Ces derniers ne nous intéressent pas puisqu'ils regroupent des établissements (maisons d'arrêt, internats ou foyers, établissements hospitaliers, institutions, monastères, établissements de l'hôtellerie, foyers communautaires, etc.) et des ménages administratifs (les gens du voyage, les personnes dont l'adresse n'est pas connue au moment du recensement, etc.). Un ménage privé est constitué de toutes les personnes vivant dans le même logement : membres d'une famille et autres personnes habitant avec cette famille (OFS, 2005, p.18).

Le Val d'Anniviers a recensé pas moins de dix-sept types de ménages privés. Nous les avons regroupés en sept types de ménage qui nous intéressent, afin de faire état de l'évolution de la famille de 1970 à 2000 : les ménages composés d'une seule personne ; les couples mariés sans enfant* ; les couples mariés avec enfant(s)* ; les couples vivant en union libre sans enfant* ; les couples vivant en union libre avec enfant(s)* ; les ménages monoparentaux avec enfant(s)* ; la rubrique « autre » qui regroupe les personnes seules avec un ou deux parents* et les ménages non familiaux.

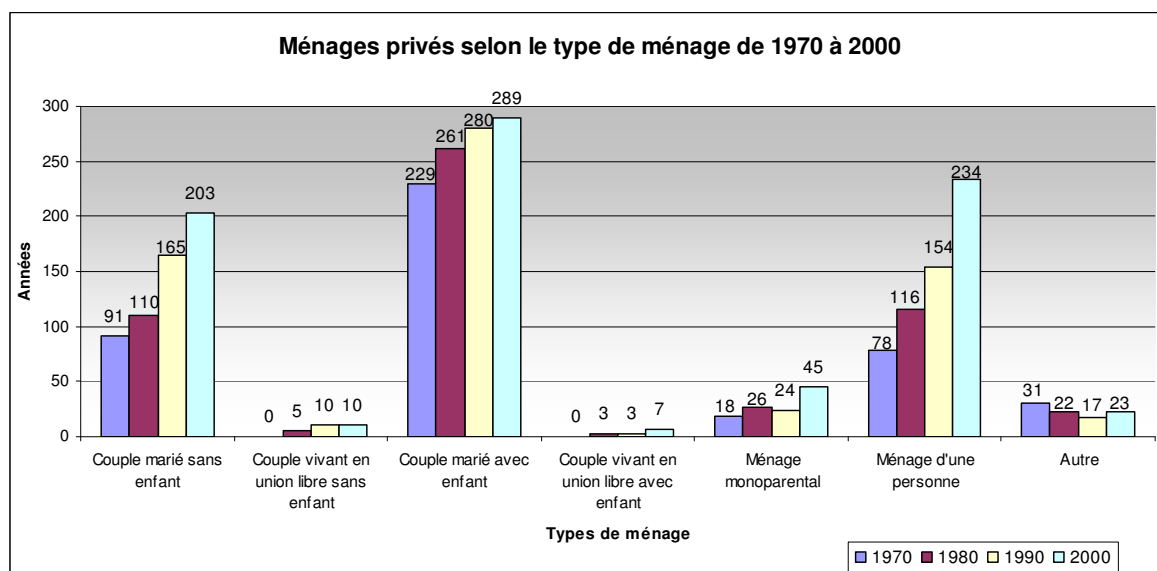
Tableau 10: Evolution des ménages privés et de la population résidente⁶

	1970	Evolution 1970-1980	1980	Evolution 1980-1990	1990	Evolution 1990-2000	2000	Evolution 1970-2000
Ménages privés	447	21,50%	543	20,30%	653	24,20%	811	81,40%
Population résidente	1'443	9,70%	1'584	8,50%	1'719	18,40%	2'035	41,00%

Dans le Val d'Anniviers, de 1970 à 2000, le nombre de ménages privés augmente davantage que la population résidente (+ 81,4% contre + 41%). Ceci s'explique par la progression du nombre de ménages de petite taille. En 2000, il y a presque deux fois plus de ménages que trente ans auparavant. Cette évolution a surtout été marquée par l'accroissement du nombre de personnes vivant seules, des couples sans enfant et des ménages monoparentaux.

Les graphiques 10 et 11 présentent l'évolution des types de ménage et leur proportion.

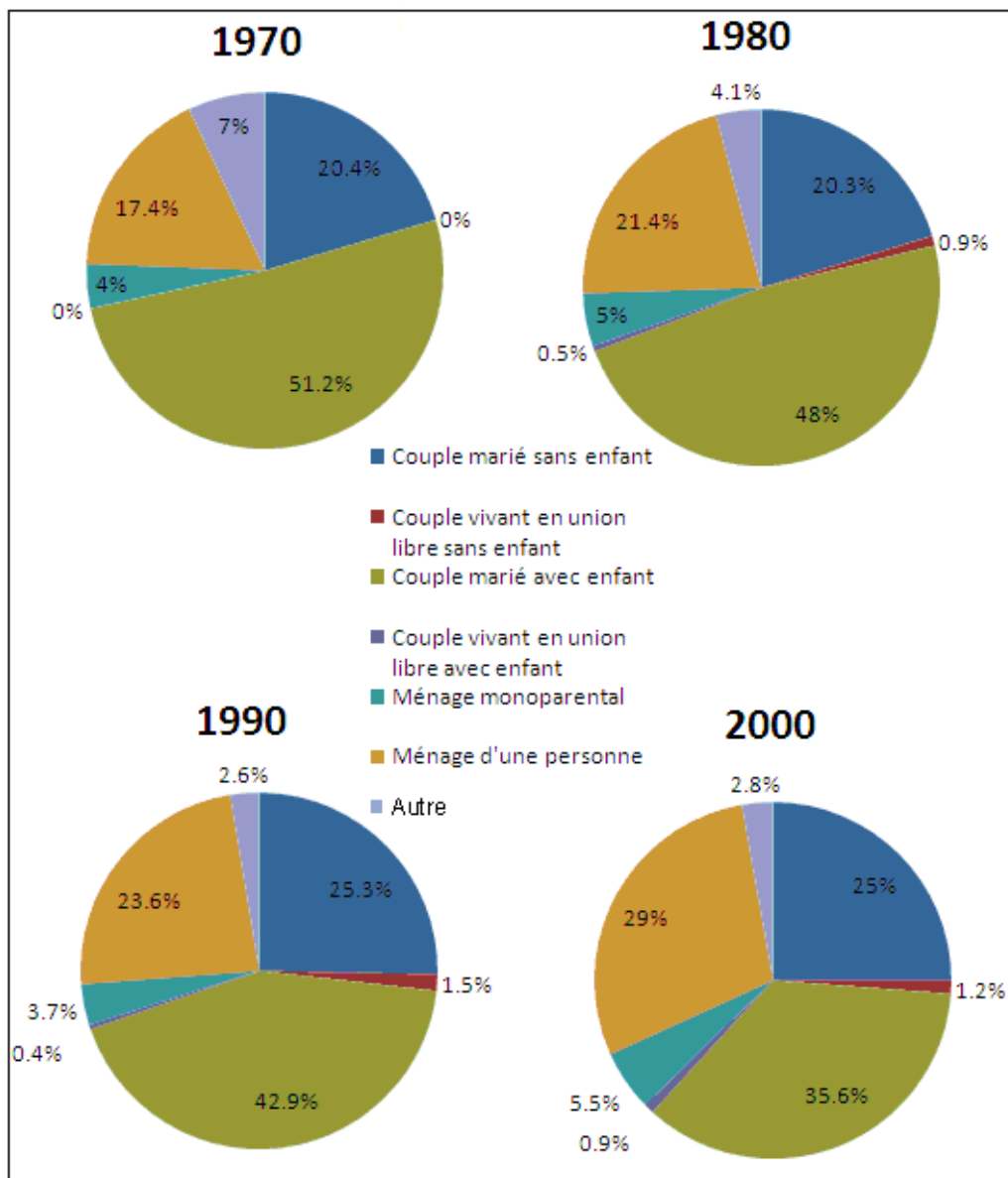
Graphique 10



* Avec ou sans personne supplémentaire.

⁶ Les données de ce tableau, comme celles des tableaux 20 à 22 et des graphiques 10, 11, 14 et 15, datent de 2004 et proviennent d'un document reçu par courrier électronique de la part de Monsieur Raphaël Bender, Chef d'office à l'Office cantonal de la statistique, le 7 juillet 2009.

Graphique 11: Proportion des types de ménage dans le Val d'Anniviers de 1970 à 2000 en %



En 1970, il n'existait pas de couple vivant en union libre. En 2000, ce type de ménage existe au nombre de 17 et représente 2.1% des ménages. De plus, bien que les couples mariés avec enfant(s) continuent d'augmenter, leur proportion est en nette diminution. Alors que ce type de ménage correspondait à plus de la moitié des ménages privés en 1970, il ne représente plus que 35% des ménages privés en 2000, bien qu'il reste encore le plus répandu dans le Val d'Anniviers.

Par ailleurs, comme nous l'avons signalé plus haut, les ménages deviennent de plus en plus petits. Nous remarquons que les couples mariés sans enfant ont doublé depuis 1970, passant de 91 à 203, soit un quart des ménages privés en 2000. Les problèmes qui se posent lorsqu'il s'agit de concilier vie familiale et activité professionnelle constituent l'obstacle principal à la « réalisation du désir d'enfants » (Couchepin, août 2004, cité par Stutz *et al.*, 2004, p.5). Cependant, ces chiffres sont à relativiser car, pour la Suisse, le nombre de ménages de deux personnes représente en 2000 près d'un tiers de tous les ménages privés.

De plus, les ménages d'une seule personne sont ceux dont le nombre s'est le plus fortement accru depuis trente ans, passant de 78 personnes à 234. En 2000, ils

correspondent à près d'un tiers des ménages privés dans le Val d'Anniviers. Ce taux reste toutefois inférieur à celui de la Suisse (36%). L'état civil de la plupart de ces personnes est « célibataire » (OFS, 2005, p.30).

Les ménages monoparentaux sont aussi en nette augmentation si nous regardons l'évolution globale depuis 1970, où l'on en avait recensé 18 contre 45, trente ans plus tard. Cette progression est plus marquée de 1990 à 2000 et cela en raison de l'évolution des mentalités.

1.4.1. NOMBRE D'ENFANTS PAR FAMILLE

Nous n'avons pas pu nous procurer les données concernant le nombre d'enfants par famille pour les années 1970 à 1990. C'est pourquoi, dans cette partie, nous analyserons uniquement le nombre d'enfants pour l'année 2000.

Nous avons vu préalablement que les ménages du Val d'Anniviers ont beaucoup augmenté par rapport à l'évolution de la population résidente, et ce en raison de l'augmentation du nombre de petits ménages. Sur le tableau suivant, nous constatons que, dans le Val d'Anniviers, un ménage avec deux parents compte en moyenne 1,81 enfant de moins de dix-huit ans. En effet, 43,6% de ces ménages ont deux enfants et 38,9% n'en possèdent qu'un seul. Pour la Suisse, ce taux s'élève à 1,39. En revanche, dans le Val d'Anniviers, seuls 44 couples (14,8%) ont trois enfants et 8 couples (2,7%) en ont quatre ou plus.

La grande majorité (87,45%) des enfants de moins de dix-huit ans vivent, en 2000, dans un ménage à la tête duquel se trouve un couple, marié ou non, et 12,5% vivent avec un seul parent. 77,8% des enfants du Val d'Anniviers ont des frères et sœurs. Les enfants uniques ne représentent que 22,2%.

Dans les familles monoparentales, on compte une grande part d'enfants uniques (46,6%). Seulement 17% des ménages monoparentaux ont trois enfants.

Tableau 11: Ménages familiaux et enfants de moins de 18 ans en 2000

Total personnes	2'035
Total ménages privés	811
Couples avec enfants:	296
1 Enfant	115
2 Enfants	129
3 Enfants	44
4 Enfants et plus	8
Ménages monoparentaux avec enfants:	45
1 Enfant	21
2 Enfants	16
3 Enfants	8

Source: Recensement fédéral de la population 2000. Ménages et familles. (2005)

1.5. INFRASTRUCTURES DE LOISIRS ET DE CULTURE

En 1970, la vie culturelle du Val d'Anniviers est intense, comptant onze sociétés de musique et deux autres sociétés. Chauvie, dans son analyse de la situation et des potentialités pour le programme de développement du Val d'Anniviers (1977, III p.6-7) recense quatre sociétés de chant, une fanfare, six sociétés de fifres et tambours, une troupe de théâtre et la société des patoisants et costumes de Vissoie.

En revanche, les infrastructures sont peu nombreuses ; il existe une seule salle polyvalente à Vissoie pour l'ensemble de la vallée.

Dans le domaine des loisirs, la vallée est aussi pauvre en équipements. Elle ne dispose d'aucun cinéma. Cependant, on trouve un dancing dans trois stations, mais leur activité

est essentiellement axée sur la clientèle touristique. Par ailleurs, Vissoie possède un musée et trois salles de conférence sont disponibles dans la vallée.

Tableau 12: Culture et loisirs en 1970

	Infrastructures				Sociétés				
	Salle polyvalente	Salle de conférence	Musée	Dancing	Chant	Fanfare	Fifres et tambours	Troupe de théâtre	Patoisants et costumes
Ayer-Zinal		1		1	1		2		
Chandolin		1			1		1		
Grimentz		1		1	1		1		
St-Jean							1		
St-Luc				1	1		1		
Vissoie	1		1			1		1	1

Source : Chauvie, 1977, III p.6

Quant au domaine du sport, celui-ci est nettement plus développé, en partie grâce à l'essor du tourisme. La majorité des sports d'hiver peuvent être pratiqués sur place. Nous relèverons ici trois sociétés de hockey, un ski club dans toutes les stations ainsi qu'à St-Jean et, enfin, une société de curling à Grimentz.

Quant aux sports estivaux, nous retrouvons deux sociétés de guides, une société de tir par commune et un club de football et d'athlétisme pour l'ensemble de la vallée. Il faut encore signaler de nombreux chemins pédestres dans tout le Val d'Anniviers, faisant le bonheur des Anniviards et des touristes. Bien que les infrastructures sportives soient nombreuses, Chauvie déplore le manque de terrains de football et l'absence d'un terrain d'athlétisme.

Tableau 13: Sports en 1970

	Infrastructures								Sociétés						
	court de tennis	piscines	terrains de foot	stands de tir	salle de gym	patinoire	Sociétés de remontées mécaniques	piste de ski de fond	guides	football	tir	athlétisme	hockey-club	ski-club	curling
Ayer-Zinal	4	1	1	1		2	1	1	1		1		1	1	
Chandolin							1	1			1			1	
Grimentz	2	1	1	1	1	1	1	1	1		1		1	1	1
St Jean											1			1	
St Luc	2					1	1	1			1			1	
Vissoie				1	1	1					1		1		
Val d'Anniviers										1		1			

Source : Chauvie, III 1977, p.6

Puisque nous ne possédons pas ces données pour les années 1980 et 1990, nous passons directement à la situation de 2000 avec les données que Chauvie et Gabbud ont récoltées pour la création du dossier de fusion (2005).

En 2000, le Val d'Anniviers dénombre quarante sociétés culturelles et sportives. Selon Chauvie et Gabbud, la moitié aurait une vocation culturelle et parmi elles, dix seraient des sociétés musicales comprenant des fifres et tambours, des chœurs et une fanfare. L'autre moitié serait composée de sociétés à vocation sportive.

Plusieurs sociétés sont actives au niveau intercommunal⁷. Pour le sport : HC Anniviers, FC Anniviers, société de tir, Ski Team Anniviers et Anniviers Basket. Pour les sociétés

⁷ Ces listes ne sont pas exhaustives

culturelles : Patoisants d'Anniviers, Société de théâtre, Chœur Clin d'œil, Université populaire (2004 p, 36).

Pour les domaines de la culture, des loisirs et des sports, la commune du Val d'Anniviers compte une série d'infrastructures appartenant aux six anciennes communes. Avec la fusion des six communes, ces infrastructures appartiennent désormais à la commune d'Anniviers.

Tableau 14: Infrastructures par ancienne commune (2000)

Ayer :	Tennis / patinoire de Zinal
	Stand de tir
Chandolin :	Ancienne école de Fang
	Ancienne chapelle Sainte-Barbe (Espace Ella Maillart)
Grimentz :	Tennis / patinoire
	Mur d'escalade
	Place de pique-nique et de rencontre de l'Ilôt Bosquet
	Terrain de football
	Mini-golf
	Salle de gymnastique
	Salle de réunions et de rencontre de la Scierie
St-Jean :	Place de pique-nique de Prarion
	Abri à Mayoux
	Gîte de St-Jean
St-Luc :	Patinoire et tennis au Prilet
	Pub l'Azimut
	Salle polyvalente à Niouc (2004)
Vissoie :	Tour d'Anniviers (en copropriété avec la Bourgeoisie)
	Place de pique-nique

Source: Chauvie & Gabbud, 2005, p.37-38

De plus, toutes ces anciennes communes sont propriétaires d'un ou de plusieurs fours banaux, de moulins, d'une salle et d'une cave bourgeoises et de places de jeux pour enfants.

Les infrastructures suivantes sont des propriétés privées.

Tableau 15: Infrastructures de culture, sport et loisirs

Ayer :	Piscine de Zinal (SESZ)
	Patinoire d'Ayer (paroisse)
Grimentz :	Piscine (société de la piscine)
St-Luc :	Observatoire FXB (fondation OFXB)
	Galerie du Raccard (SD)
Vissoie :	Piscine (SESV)

Source: Chauvie & Gabbud, 2005, p.37-38

Ayer, Chandolin, Grimentz et St-Luc disposent de remontées mécaniques et de pistes de ski alpin et de ski de fond. Les infrastructures suivantes sont utilisées par tous les habitants d'Anniviers:

Tableau 16: Infrastructures à disposition de tous les habitants

Ayer :	Terrain de football de Mission (propriétaire : Commune d'Ayer)
St-Luc/Vissoie :	Stand de Tir (propriétaire : Communes d'Anniviers sauf Ayer)
Vissoie :	Patinoire de Vissoie (propriétaire : Commune de Vissoie)
	Salle de gym du centre scolaire (propriétaire: communes d'Anniviers)

Source: Chauvie & Gabbud, 2005, p.37-38

2. DIMENSION ECONOMIQUE

Dans ce chapitre, nous allons observer, entre autres, l'évolution des emplois et des personnes actives en lien avec les divers secteurs économiques.

2.1. EMPLOI ET VIE ACTIVE

2.1.1. POPULATION ACTIVE

En 1960, la commune du Val d'Anniviers compte 621 personnes actives. Dès lors, ce taux ne va cesser d'augmenter pour atteindre, en 2000, 1'073, soit une augmentation de la proportion par rapport à la population de 14,2 points. En 2000, 52,7% de la population possède un emploi. Ce chiffre est légèrement supérieur à la moyenne valaisanne de 48,5%. De plus, alors que la population diminue entre 1960 et 1970, la proportion du nombre de personnes occupées augmente de 7,8 points.

L'augmentation de l'activité féminine dès 1970 est une des causes de cette évolution très positive. Par ailleurs, les crises de 1975 et 1990 ne sont pas visibles dans l'évolution du nombre de personnes actives puisque les saisonniers, amortisseurs conjoncturels durant les périodes de crise, ne figurent pas dans les recensements de la population active. Cependant, l'évolution est très lente entre 1970 et 1990 ; elle est due essentiellement aux pertes accusées par le secteur primaire, comme nous pourrions le constater ultérieurement.

Tableau 17: Evolution (en points) du nombre de personnes occupées entre 1960 et 2000

	1960	Evolution 1960-1970	1970	Evolution 1970-1980	1980	Evolution 1980-1990	1990	Evolution 1990-2000	2000
Val d'Anniviers	621	+ 7,84	669	+ 1,24	754	+ 0,97	835	+ 4,15	1'073

Source: *Annuaire statistiques du canton du Valais*

Par ailleurs, l'ouverture de l'enseignement supérieur a permis à quelques jeunes de suivre des études. Cela implique non seulement l'émigration vers des villes où les écoles sont plus accessibles mais également le report de l'entrée dans la vie active.

Tableau 18: Evolution de la proportion d'actifs de 1960 à 2000

	Population	Actifs	% Actifs
1960	1'612	621	38,52
1970	1'443	669	46,36
1980	1'584	754	47,60
1990	1'719	835	48,57
2000	2'035	1'073	52,73

Source: *Annuaire statistiques du canton du Valais*

2.1.2. SECTEURS ECONOMIQUES

A l'image de la situation générale en Suisse et en Valais, il est possible de constater une évolution très rapide de la structure d'activité vers le secteur tertiaire. En 1960, la commune est orientée vers le secteur primaire. En 1970, c'est le secteur secondaire qui prédomine et dès 1980, c'est le secteur tertiaire.

Tableau 19: Personnes occupées en % par rapport à la population active de la commune

	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3
1960	39.45	34.78	25.76
1970	17.79	45.29	36.92
1980	9.15	33.95	56.90
1990	2.51	27.43	59.16
2000	3.82	19.29	61.32

Source: *Annuaire statistiques du canton du Valais*

Le graphique 12 nous montre l'évolution de l'occupation par secteur économique de la commune du Val d'Anniviers. Les trois secteurs économiques ont évolué de manière divergente.

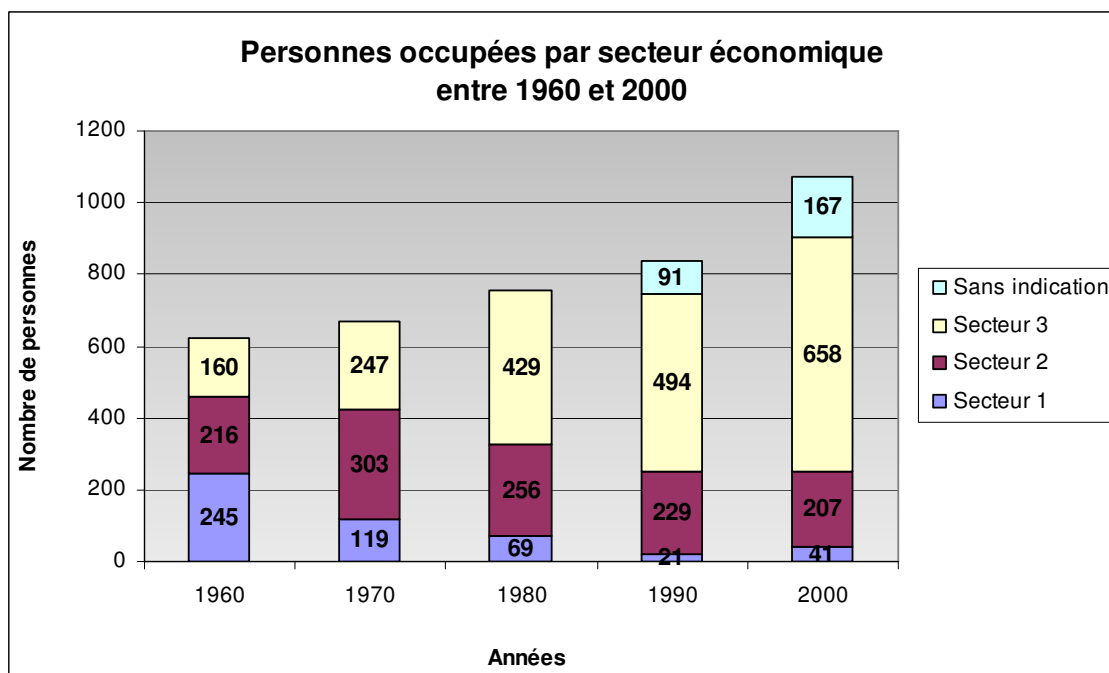
En 2000, plus d'une personne active sur deux possède un emploi dans le secteur tertiaire contre seulement 25% en 1960, soit une hausse de plus de 35 points ; le tourisme s'est développé beaucoup plus rapidement que le commerce. Par ailleurs, les autres services prennent aussi une part importante. Selon Chauvie et Gabbud :

Cette branche économique enregistre la plus forte hausse entre 1990 et 2000 pour l'ensemble de la vallée. Elle comprend les professions liées à l'enseignement, la santé, la religion ainsi que les fonctionnaires communaux, cantonaux et fédéraux de même que les emplois des professions libérales. (2005, p.17)

Le secteur primaire, contenant les domaines de l'agriculture et des forêts, a fortement diminué. Seulement 41 actifs y sont rattachés en 2000, soit un peu moins de 4% de la population active. Par ailleurs, le nombre le plus bas d'actifs dans le secteur primaire a été atteint en 1990 avec 21 personnes. La plus grande perte d'emplois est réalisée dans ce secteur avec 201 actifs de moins en l'an 2000 par rapport à 1960.

Le secteur secondaire, composé de la construction, de l'industrie et de l'artisanat, croît jusqu'en 1970 en raison du domaine de la construction qui s'est très fortement développé grâce à l'essor du tourisme (Rouvinez, 1984, p.97). Dès 1970, la proportion d'actifs dans ce secteur économique chute de 26 points jusqu'en 2000 et atteint 207 personnes, soit presque autant qu'en 1960. Selon Brocher et Forestier, « chaque tentative d'implantation d'industrie légère échoue à cause du coût de transport. [...] Seules les usines de Sierre et de Chippis sont des pôles importants pour le district et les alentours » (1990, p.37). Cependant, malgré le recul enregistré dans le secteur secondaire, la construction continue à progresser.

Graphique 12



Source: *Annuaire statistiques du canton du Valais*

En raison du manque de données relatives aux personnes actives par domaine, nous reprenons les propos de Chauvie et Gabbud (2005), en précisant toutefois que leurs

données se basent sur les enquêtes socio-économiques et ne sont donc pas identiques aux données issues du recensement que nous utilisons.

D'une part, ces auteurs précisent ceci :

Malgré la hausse globale du nombre de personnes actives, le nombre de personnes employées dans le domaine de la construction est stable depuis 1984 (174 personnes). De même, l'industrie et l'artisanat emploient exactement le même nombre de personnes qu'en 1990 (97 personnes). (p.16)

D'autre part, ils ont relevé que la branche d'activité qui occupe le plus d'actifs en Anniviers était le tourisme qui représente à lui seul plus de 26% des emplois locaux. Le secteur de la construction vient en deuxième position, suivi de près par le secteur des services. Puis dans l'ordre : commerces et banques, industries et artisanat, agriculture et forêt (p.16-17). Globalement, le secteur tertiaire, comprenant les domaines du commerce, de la banque, du tourisme et autres services, représente en 2000 plus de 60% des emplois de la vallée.

Nous tenons à relever encore la pratique assez courante de combiner deux activités. Sans avoir de chiffres appuyant nos propos, nous savons qu'une partie de la population travaillant dans le secteur secondaire ou tertiaire, continue à travailler dans l'agriculture en tant qu'activité secondaire. De même, certaines personnes actives dans le domaine du tourisme, sensibles à la saisonnalité, exercent une autre profession, principalement dans le secteur secondaire. Il est aussi possible qu'une personne exerce deux professions différentes dans le même secteur; par exemple, guide de montagne en été et auxiliaire des remontées mécaniques en hiver. Enfin, nous trouvons aussi quelques retraités qui travaillent à temps partiel auprès des remontées mécaniques ; ce revenu leur permet de compléter la rente AVS car le deuxième pilier de la prévoyance professionnelle n'est devenu obligatoire qu'en 1985.

2.1.3. PLACES DE TRAVAIL

Le nombre d'emplois sur le territoire communal a aussi progressé. De 1960 à 2000, 391 emplois ont été créés, soit une augmentation de plus de 26%. En observant le graphique ci-dessous, nous pouvons remarquer l'évolution positive des emplois jusqu'en 1980.

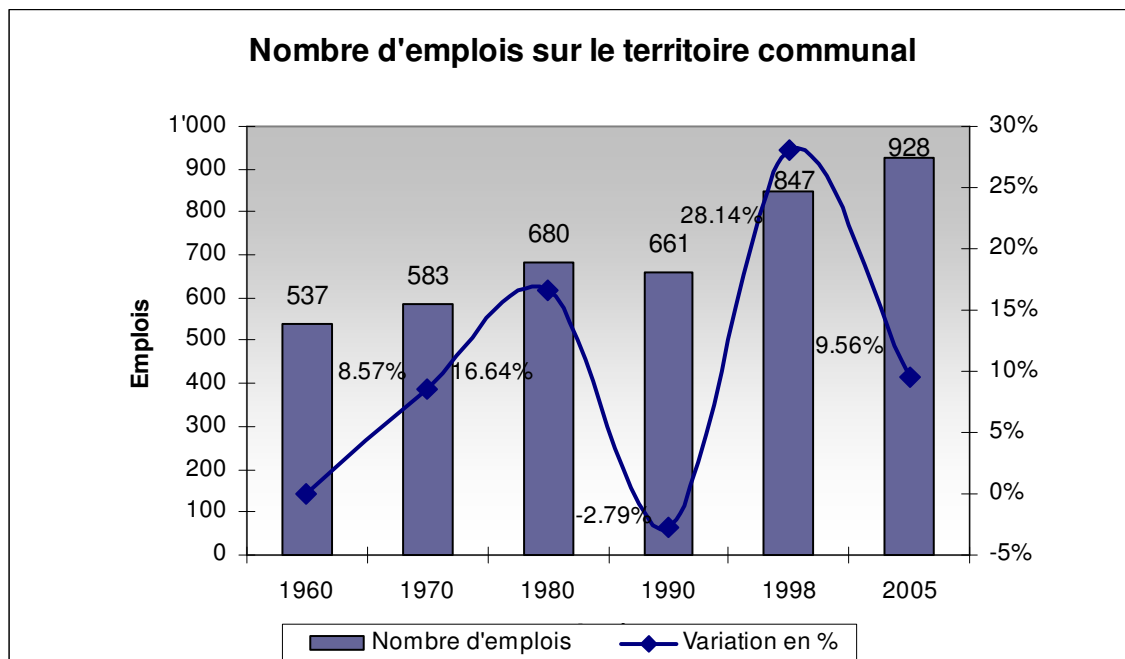
Nous ne possédons pas de chiffres concernant les différents domaines professionnels. Cependant, Rouvinez a repris les chiffres provenant des données socio-économiques et peut en déduire ceci :

De 1970 à 1980, l'agriculture et la forêt offrent 15% d'emplois en plus, la construction 29%, alors que l'industrie et l'artisanat en perd 25%. L'activité dans les commerces s'accroît de 47%, de 59% dans le tourisme et de 31% dans les services. Trois pourcents de personnes en plus trouvent du travail en-dehors du Val d'Anniviers. On saisit là tout l'importance du développement touristique qui non seulement est le plus marqué, mais qui tire derrière lui les activités induites du commerce, des services et de la construction. (Rouvinez, 1984, p.95)

De 1980 à 1990, le nombre d'emplois chute de près de 3%. Deux causes sont à l'origine de ce recul. Tout d'abord, l'importance du secteur primaire diminue en 1990 ; seuls 2,5% de la population travaille encore dans ce secteur. De plus, la crise économique des années nonante n'a pas échappé au Val d'Anniviers. Ce phénomène n'est pas vraiment observable dans le graphique 13 puisqu'une très grande partie des emplois touchés par la crise sont occupés par des saisonniers.

De 1990 à 1998, la relance est spectaculaire. La commune compte plus de 28% d'augmentation du nombre d'emplois et ce développement touche particulièrement le secteur du tourisme et de la construction. Cette augmentation est continue jusqu'en 2005, avec cependant une évolution moins rapide.

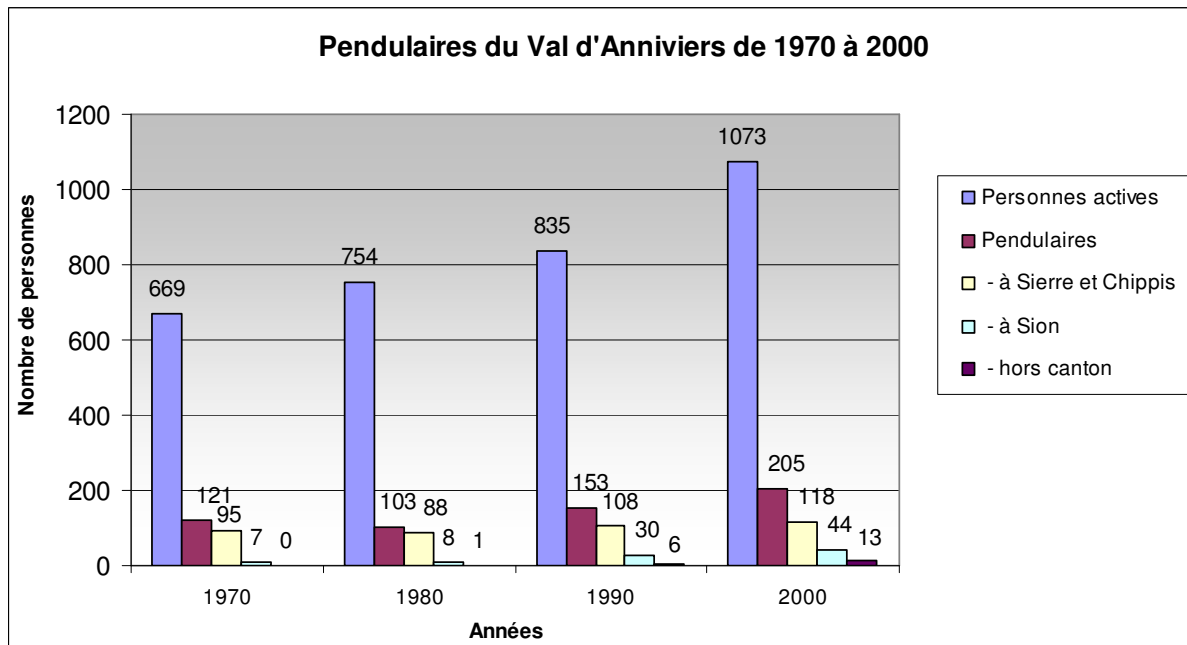
Graphique 13



2.1.4. PENDULAIRES

Les données du recensement fédéral permettent de déterminer le lieu de travail des résidents actifs d'une commune.

Graphique 14



Sur les 669 personnes actives dans le Val d'Anniviers en 1970, 548, soit plus de 80% travaillent dans la commune. Ce chiffre est important pour une région de montagne relativement proche d'un centre industriel tel que celui de Sierre-Chippis. D'ailleurs, les trois quart des pendulaires ont leur occupation dans ce centre. Les autres actifs se rendent dans la région de Sion ou dans d'autres communes. Aucune personne de la vallée cependant ne travaille hors canton en 1970. En dix ans, la proportion de personnes

quittant la vallée pour exercer leur profession a diminué de 4,4 points et atteint en 1980, le nombre de 103, soit 13,6% seulement de la population active. Selon Rouvinez (1984, p.97), les jeunes trouveraient en 1980 plus de travail dans la vallée.

Nous ne possédons pas les données des mouvements pendulaires par branche économique. Néanmoins, Philippe Chauvie (1977) prétend, sur la base des données socio-économiques, que

Les métiers du tourisme et des transports sont exercés essentiellement dans la commune de domicile. De même, la construction est essentiellement concentrée au Val d'Anniviers. L'agriculture s'exerce en partie à Sierre (vigne). Les secteurs de l'industrie (Alusuisse) et des autres services (administration, personnel hospitalier) sont fortement dirigés vers Sierre-Chippis et Sion (I p.6).

Selon le recensement cantonal, 88 personnes sur ces 103 pendulaires se rendent à Sierre-Chippis pour y travailler et 8 personnes uniquement, à Sion. Enfin, en 1980 nous constatons qu'une personne sort du Valais pour exercer sa profession. En 1990, le taux de pendulaire a fortement augmenté et retrouve sa situation de 1970 puisqu'ils sont, à cette époque, 18,3% de la population active à devoir quitter le Val d'Anniviers pour travailler. Une partie de cette augmentation est à mettre en relation avec la crise subie par les secteurs du tourisme et de la construction. Parmi les 153 pendulaires de l'époque, ils sont une trentaine à se déplacer quotidiennement à Sion, soit quatre fois plus que dix ans auparavant, et 6 hors du canton.

Ce taux de pendulaires a encore augmenté sensiblement en dix ans et atteint à l'aube du XXI^{ème} siècle, 205 personnes, soit 19% de la population active. Les longs trajets ne semblent pas freiner les Anniviards, puisqu'en 2000, ils sont 44 à se déplacer à Sion pour travailler et 13 hors du Valais.

Tableau 20: Nombre de pendulaires

	Pendulaires	Variation (en points)
1970	121	
1980	103	- 4,43
1990	153	4,66
2000	205	0,78

2.1.5. FEMMES AU TRAVAIL

Nous avons vu auparavant que la part d'actifs dans la population a augmenté de plus de 14 points en quarante ans. Cette augmentation est due à un fort accroissement de l'activité féminine. En effet, de 1960 à 2000, 317 femmes en plus sont actives contre seulement 135 hommes. Les femmes actives ont donc plus que triplé en quarante ans.

Tableau 21: Personnes actives par genre

	Personnes actives	Hommes actifs	Femmes actives
1960	621	488	133
1970	668	446	222
1980	765	526	239
1990	850	523	327
2000	1073	623	450

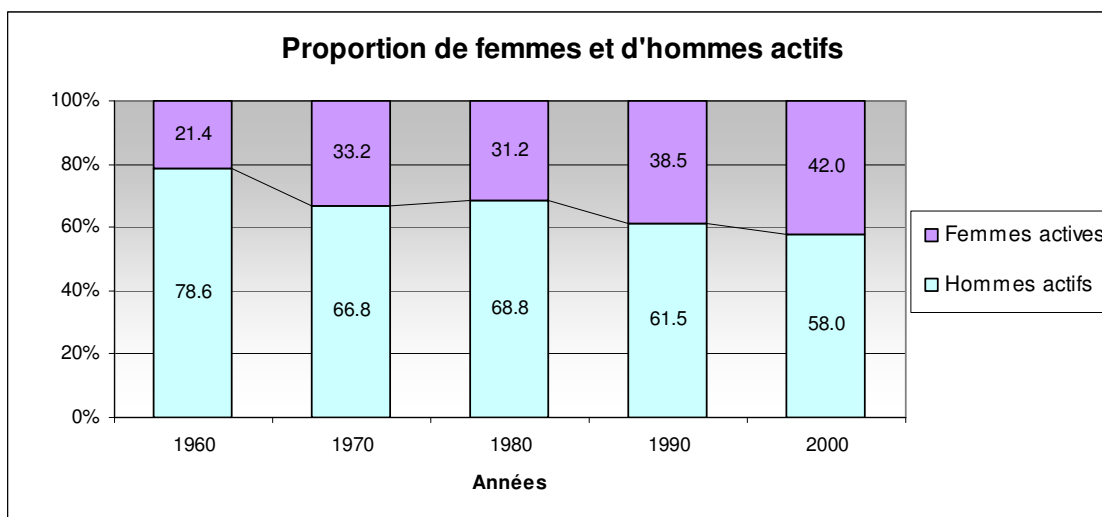
Sur le graphique 22, nous constatons que la part de femmes actives est toujours plus grande. Cependant, nous tenons à préciser que ces chiffres regroupent les professions à temps plein et partiel.

Tableau 22: Femmes actives

	Total femmes	Femmes actives	Pourcentages de femmes actives
1960	806	133	16,5
1970	738	222	30,0
1980	784	239	30,5
1990	873	327	37,5
2000	1001	450	45,0

Même si les femmes actives n'ont cessé d'augmenter depuis 1960, nous pouvons remarquer, à l'aide du graphique suivant, que leur proportion sur la population active n'a pas augmenté de manière continue. Entre 1970 et 1980, la proportion des femmes actives diminue face à celle des hommes en raison de la crise économique. Par ailleurs, entre 1960 et 1970 et entre 1980 et 2000, la proportion de femmes s'accroît sensiblement et tend à un équilibre avec la proportion des hommes actifs.

Graphique 15



Il est intéressant d'analyser l'activité féminine par secteur économique. En 1960, plus de la majorité des femmes actives travaillent dans le secteur primaire. Ce taux diminue fortement jusqu'en 2000. Nous rappelons également que le nombre d'hommes actifs dans ce secteur a également beaucoup diminué.

Dès 1970, alors que la plus grande part d'actifs masculins est occupée dans le secteur secondaire, la majorité des femmes travaillent dans le secteur tertiaire. La proportion de femmes actives dans ce secteur augmente fortement jusqu'en 1980, puis s'abaisse pour atteindre 75% en 2000.

Tableau 23: Proportion en % de femmes actives par secteur économique

	Femmes actives	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3
1960	133	51,1	5,3	43,6
1970	222	25,2	18,5	56,3
1980	239	8,4	4,6	87,0
1990	327	0,3	6,4	75,8
2000	450	1,3	5,3	74,0

Source: Annuaire statistiques du canton du Valais

Tableau 24: Nombre d'hommes et de femmes actifs par secteurs

	Secteur 1		Secteur 2		Secteur 3		Non attribuable
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	
1960	177	68	209	7	102	58	
1970	63	56	262	41	121	125	
1980	53	20	249	11	224	208	11
1990	20	1	208	21	246	248	106
2000	35	6	183	24	325	333	167

Source: *Annuaire statistiques du canton du Valais*

2.1.6. REVENUS

Le tableau ci-après démontre que les conditions de vie ont bien changé dans la vallée. Le revenu moyen du Val d'Anniviers a fortement augmenté depuis 1960 et a toujours été supérieur à la moyenne cantonale jusqu'en 1980.

Tableau 25: Revenu fiscal moyen par habitant [CHF/année]

	1960	1970	1980	1995
Val d'Anniviers	3'884	11'337	20'892	23'179
Valais	3'549	8'680	17'800	24'798

Source: *Annuaire statistiques du canton du Valais*

N'ayant pu obtenir les revenus par branche économique, nous nous référons à Chauvie pour préciser que le domaine de la construction reste la branche la plus importante de la vallée en 1970, en représentant près d'un tiers des revenus. Le domaine de l'industrie et du tourisme représentent tous deux environ 16% du revenu total. L'agriculture, autrefois secteur prépondérant, ne représente plus que 7% et le commerce, 8,4%. Le reste du revenu, soit 21%, vient du secteur des services (Chauvie, 1977, I p.3).

2.2. TOURISME

Le secteur du tourisme représente la branche d'activité la plus importante en Anniviers. C'est en partie Zinal qui a relancé le tourisme avec l'ouverture en décembre 1966 d'un Club Méditerranée de 440 lits (Rouvinez, 1984, p.109).

Selon Chauvie et Gabbud qui fondent leurs analyses sur les données socio-économiques, cette branche occuperait 262 personnes en 2000. En comparaison aux données issues du recensement fédéral, ces personnes représenteraient 24,4% des personnes occupées. Les emplois liés au tourisme sont l'hôtellerie, la restauration, la parahôtellerie, les remontées mécaniques et installations sportives, les moniteurs de sport, les transports et les services de gestion (Rouvinez, 1984, p.197).

De plus, ce domaine crée bien plus d'emplois si nous regardons les activités induites par le tourisme : les métiers du bâtiment et du génie civil, ceux du commerce, les divers bureaux et études (architectes, avocats, gérances, publicité), les services de la santé, les garages et entreprises de transport, la poste et les télécommunications, l'administration publique et privée, les banques et assurances. Par ailleurs, en dehors de ces métiers généralement à plein temps, nous trouvons des activités à temps partiel telles que l'entretien des appartements de vacances, les cours de ski et snowboard, les excursions guidées, la garde d'enfants, le personnel des remontées mécaniques, etc.

Les équipements et infrastructures liés au tourisme sont nombreux. La Fédération suisse du tourisme (FST) divise les infrastructures d'hébergement en deux types : l'hôtellerie et la parahôtellerie. Le premier type est composé d'hôtels, de pensions, d'auberges et de motels ; Le deuxième, de logements de vacances privés sous-loués à des tiers, de

terrains de camping et de caravaning, d'hébergements collectifs (dortoirs, maisons appartenant à des associations ou à des clubs, cabanes de montagne ou refuges), d'auberges de jeunesse et enfin de Bed et Breakfast (2008, p.15).

Pour créer le tableau ci-dessous, nous avons dû estimer certaines données absentes des annuaires statistiques du canton du Valais, soit le nombre de nuitées en 2000 pour Chandolin et Vissoie. Nous prendrons donc pour ces données le recensement précédent, soit pour Vissoie, celui de 1998 et pour Chandolin, 1995. Par ailleurs, le nombre de nuitées ainsi que le taux d'occupation sont uniquement liés aux lits hôteliers disponibles, excluant ainsi la parahôtellerie.

Tableau 26: Données hôtelières

	Etablissements hôteliers⁸	Lits d'hôtels disponibles⁹	Nuitées	Taux d'occupation brut des lits¹⁰
1970	27	813	127'666	43,02%
1980	23	1'191	216'094	49,94%
1990	25	1'049	176'098	45,99%
2000	25	725	109'062	41,20%

Source : *Annuaire statistiques du canton du Valais*

La commune du Val d'Anniviers possède trois domaines skiables : Grimentz, Saint- Luc - Chandolin et Zinal. Selon l'évolution des lits et nuitées touristiques, nous constatons que c'est en 1980 que le taux d'occupation ainsi que l'offre de lits d'hôtes ont été les plus forts dans le Val d'Anniviers avec 216'094 nuitées et 1'191 lits d'hôtes, contre seulement 127'666 nuitées dix ans auparavant. Cette augmentation spectaculaire est à mettre en lien avec la relance importante du tourisme d'hiver et la popularisation du ski alpin dès 1970 (Evequoz-Dayen, 2002, p.761). Dès 1980, les lits d'hôtes et les nuitées sont en nette diminution. Le taux d'occupation qui atteignait près de 50% en 1980 chute de 8,7 points en vingt ans. La crise de 1990 fait partie des causes de ce recul. Cependant, ces chiffres sont à relativiser puisque le taux d'occupation des lits à l'échelle cantonale atteint 34.5%, un taux nettement inférieur à celui de la vallée à la même époque. Par ailleurs, la baisse des nuitées en hôtellerie est largement compensée par les nuitées réalisées dans le secteur de la parahôtellerie. Selon Chauvie et Gabbud, le nombre de nuitées au total (hôtellerie et parahôtellerie) dépasse 685'000 en 2000 (2005, p.9).

2.3. SERVICES

Nous avons déjà fait état de la position du domaine des services dans l'économie d'Anniviers. C'est pourquoi, dans ce chapitre, nous donnerons un rapide aperçu de trois services qui nous paraissent intéressants à observer.

2.3.1. SANTE

En 1970, le Val d'Anniviers possède un centre médical à Vissoie où un médecin y exerce son activité à plein temps et se déplace dans les autres villages.

La vallée dépend de l'extérieur puisque les services hospitaliers sont assurés par l'hôpital de Sierre qui compte 220 lits et la clinique Sainte-Claire avec 125 lits. De même, le foyer pour enfants handicapés (Institut Notre-Dame de Lourdes) et le foyer pour personnes âgées (St-Joseph) se situent à Sierre. Actuellement, ces deux foyers sont toujours en service. De plus, Vissoie dispose d'un local géré par le Centre médico-social (CMS) de Sierre pour les prestations de soins hors médecins et hôpitaux (conseils aux jeunes

⁸ Depuis 1990 : Hôtels et établissements de cure

⁹ Depuis 2000: Lits d'hôtes et d'établissements de cure

¹⁰ Taux d'occupation brut des lits: (Nuitées)*100 / ((nombre de jours dans l'année)*(lits recensés))

mères, services de soins à domicile). Ce local est loué par deux médecins et un cabinet de physiothérapie. Par ailleurs, il revient au centre scolaire d'assurer les soins scolaires (prévention) en collaboration avec les médecins et dentistes.

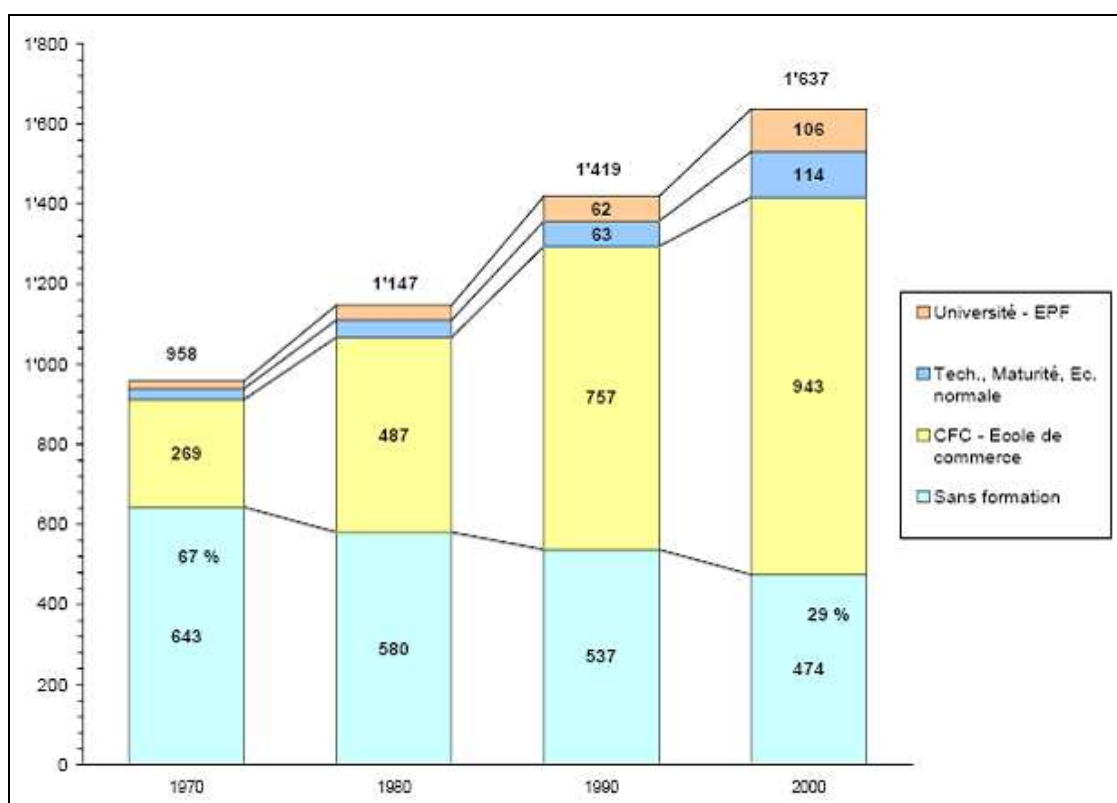
2.3.2. EDUCATION ET FORMATION

Dans cette partie, sans aborder l'évolution du centre scolaire d'Anniviers, nous allons faire état du domaine de la formation professionnelle.

2.3.2.1. FORMATION DES RESIDENTS DE PLUS DE 20 ANS

Le graphique suivant a été repris du dossier de fusion des communes du Val d'Anniviers réalisé par Chauvie et Gabbud (2005, p.22). Avant de l'analyser, nous tenons à rappeler que leurs données ne proviennent pas du recensement fédéral mais de l'enquête socio-économique.

Graphique 16: Evolution de la formation des personnes de plus de 20 ans



En 1970, un peu plus des deux tiers de la population ne bénéficient d'aucune formation. Cette situation s'est fortement améliorée puisqu'en 1980, cette population représente 50%, en 1990 37,8% et en 2000, moins de 30%. Ce dernier taux reste toutefois très élevé ; cependant, il faut relever que les personnes de plus de soixante ans influencent encore inégalement ce résultat.

En 2000, 57,8% de la population des plus de vingt ans sont au bénéfice d'un CFC technique ou commercial ou d'un diplôme d'une école de commerce. Ce sont là les formations les plus répandues dans la vallée depuis 1990.

Par ailleurs, de plus en plus d'Anniviards entreprennent des études supérieures. En 1970, cette proportion atteignait 4,8% contre 13,4% en 2000. Notons que dans le secteur touristique, près de 30% des travailleurs n'ont pas de formation en l'an 2000 (Chauvie & Gabbud, 2005, p.23).

Enfin, l'enquête socio-économique recense 190 jeunes en formation dans le Val d'Anniviers : 71 en apprentissage ou dans une école de commerce, 43 au collège et 76 dans une HES ou une université. Par ailleurs, 35 apprentis ont une place d'apprentissage dans la vallée, 26 dans le district de Sierre et 10 hors du district (Chauvie & Gabbud, 2005, p.61).

2.3.2.2. FORMATION POUR ADULTES

La commune d'Anniviers souhaite également former davantage de personnes dans le but d'améliorer le « tissu économique local » (Amrein, 2009). C'est pourquoi, depuis quelques années, Anniviers propose des formations pour adultes.

Nous relèverons tout d'abord la fondation Moving Alps, présente dans la vallée de 2000 à 2007. Elle avait pour objectif d'« Engendrer des dynamiques d'innovation tout en considérant les ressources existantes afin d'améliorer les conditions de vie (économiques et sociales en rapport avec l'environnement) dans les vallées périphériques » (MovinAlps Anniviers). Cette fondation a engendré une série de projets dans toute la vallée : « CD-Rom de visite virtuelle des villages d'Anniviers », « Mise en valeur des produits du terroir d'Anniviers », « ParcoursArianna », etc. Ce dernier projet nous intéresse particulièrement dans ce chapitre car il vise à améliorer la condition des femmes dans les régions périphériques, en leur offrant une formation et un lien social pour leur permettre de réaliser des projets. (Epiney Regolatti, 2007, p.3)

La commune de Saint-Jean offre aussi une formation d'accompagnateur en moyenne montagne avec l'association AFAM (Association pour la formation d'accompagnateur en moyenne montagne).

La commune possède également l'Université populaire d'Anniviers pour la formation continue des adultes (www.unipopanniviers.ch). Auparavant, la population devait se déplacer à Sierre pour effectuer des formations à l'Université populaire et l'Ecole-Club Migros (Chauvie, 1977, III p.2).

2.3.3. TRANSPORTS

Le réseau routier du Val d'Anniviers compte plus de 300 kilomètres de routes dont plus de la moitié sont des chemins agricoles et forestiers (Chauvie et Gabbud, 2005, p.44).

Les seuls transports publics existants dans la vallée vers les années septante sont les cars postaux ; tous les villages sauf Pinsec étaient desservis. Les horaires comprenaient quatre courses « aller et retour » et une course supplémentaire le dimanche soir (Chauvie, 1977, III p.10).

Actuellement l'entreprise « Transports Sierre-Anniviers-Régions Sàrl » assure sept jours sur sept le transport des voyageurs sur les lignes CarPostal entre Sierre et Vercorin ainsi qu'entre Sierre et le Val d'Anniviers. De plus, durant l'hiver, il existe un réseau de navettes pour desservir les stations touristiques. Enfin, la société Taxi Anniviers Sàrl permet aux habitants de la vallée de se déplacer en tout temps.

A présent que les dimensions structurelles, démographiques et économiques ont été dépouillées, nous pouvons nous en servir pour éclairer l'histoire de l'école du Val d'Anniviers.

4^{EME} PARTIE : SYNTHESE DES RESULTATS

1. RESULTATS CROISES

Dans la partie précédente, nous avons analysé le développement de la commune d'Anniviers, d'une part au niveau structurel et démographique et, d'autre part, au niveau économique, pour les années 1960 à 2000.

Nous allons à présent croiser ces données socio-économiques avec l'historique scolaire du Val d'Anniviers et, pour ce faire, nous avons conçu un tableau de synthèse.

En reprenant la structure de la partie analyse du Val d'Anniviers, nous avons recueilli les faits saillants des deux dimensions traitées et les avons synthétisés par période pour les insérer dans ce tableau. Parmi toutes les données relevées, nous avons retenu les faits les plus pertinents pour notre analyse.

Tableau 27: Tableau de synthèse des données générales du Val d'Anniviers

Période/ Données	Structurelles & démographiques	Economiques	Histoire de l'école
Avant 1960	Evolution de la population: - exode rurale depuis 1910 mais ralenti dès 1950 - 1960 : forte proportion des 0-14 ans (34%) - population élevée d'hommes entre 20 et 59 ans Composition de la population: 2.5% d'étrangers Ménages: <i>données absentes</i> Infrastructures: <i>données absentes</i>	Population active : 38% de la population Secteurs économiques : - secteur primaire dominant (1960 : 40% de la population active contre 25% pour le secteur tertiaire) - relance économique d'après-guerre - développement du secteur secondaire Places de travail : 537 places Pendulaires : <i>données absentes</i> Femmes au travail : 20% des actifs et 16% des femmes. Revenus : moyenne de 4'000.- /année Tourisme : origine vers 1860, relance en 1923 et dès 1960 Services : - transport : routes goudronnées, chantier du barrage de Moiry (1955) - santé et formation : <i>données absentes</i>	Une école par village avec une à deux classes à plusieurs degrés
1961 - 1970	Evolution de la population : - exode rural jusqu'en 1970 : perte de 56% de la population en 60 ans - réduction de la population enfantine 0-14 ans : 26% - abaissement de l'indice de fécondité à 0.52 Composition de la population : Deux fois plus d'étrangers : main-d'œuvre principalement italienne Ménages 1970 : majorité de ménages privés : couples mariés avec enfant(s) et aucun couple vivant en union libre. Infrastructures 1970: - vie culturelle intense : 11 sociétés de musique mais infrastructures peu nombreuses - infrastructures sportives très développées et nombreuses sociétés : 3 hockey-club, un ski-club par station, six sociétés de tir et une société de football et une d'athlétisme sur le plan régional	Population active : 46% de la population - chute des actifs dans le secteur primaire Secteurs économiques : - accroissement et domination du secteur secondaire - relance d'après-guerre dans le domaine de la construction (Barrage de Moiry et boom immobilier en 1970) Places de travail : évolution positive : + 8% Pendulaires 1970 : 18% de pendulaire, aucun hors canton. Femmes au travail : forte augmentation - 1970 : 33% des actifs ; 1/3 des femmes sont actives et plus de la moitié dans le secteur tertiaire. Revenus : le revenu fiscal moyen par habitant triple Tourisme : - 1965 : relance - 1970 : popularisation du ski alpin avec 43% de taux d'occupation des lits hôteliers Services : - santé : un centre médical à Vissoie - formation : 2/3 des plus de 20 ans sans formation - transport : car postal avec 4 courses par jour	Fermeture de la plupart des écoles de villages sauf celles de Vissoie, Grimentz et Ayer 1968 : Première idée d'une centralisation scolaire

<p>1971 - 1980</p>	<p>Evolution de la population :</p> <ul style="list-style-type: none"> - accroissement de la population de 10% - diminution de l'indice de fécondité: 0.4 - réduction de la population enfantine. 0-14 ans : 23% - vieillissement de la population - mouvement d'exode enrayé <p>Composition de la population : plus de 100 personnes étrangères</p> <p>Ménages :</p> <p>augmentation du nombre de petits ménages privés : ménage d'une seule personne, couples vivant en union libre et ménages monoparentaux</p> <p>Infrastructures : <i>données absentes</i></p>	<p>Population active : légère augmentation</p> <ul style="list-style-type: none"> - chute des actifs dans le secteur primaire et secondaire - actifs majoritaires dans le secteur tertiaire <p>Secteurs économiques : crise économique en 1975</p> <ul style="list-style-type: none"> - chute du secteur secondaire au profit du tertiaire <p>Places de travail : évolution positive dans le tourisme, le commerce, le service et la construction</p> <p>Pendulaires : en diminution (1980 :13% des actifs)</p> <p>Femmes au travail : faible augmentation</p> <ul style="list-style-type: none"> - rôle d'amortisseur conjoncturel - 1980 : 87% des femmes actives dans le secteur tertiaire <p>Revenus : le revenu moyen par personne double (21'000.- /an)</p> <p>Tourisme : développement exceptionnel du tourisme, les nuitées doublent, taux d'occupation à 50%</p> <p>Services :</p> <ul style="list-style-type: none"> - formation : diminution des plus de 20 ans sans formation (50%) - santé et transport : <i>données absentes</i> 	<p>1971 : Projet d'une centralisation scolaire</p> <p>Réunification de toutes les classes à Vissoie sauf celles de Grimentz et d'Ayer</p> <p>1973 : Regroupement complet des classes et ouverture du cycle d'orientation dans le centre</p>
<p>1981 - 1990</p>	<p>Evolution de la population :</p> <ul style="list-style-type: none"> - accroissement continu de la population - affaiblissement continu de la proportion des 0-14 ans : 20% (1990) - indice de fécondité : 0.3 - vieillissement de la population <p>Composition de la population 1990 :</p> <p>8% d'étrangers : nouvelle main-d'œuvre du Portugal ou de la ex-Yougoslavie</p> <p>Ménages : ménages privés toujours plus petits</p> <p>augmentation des couples mariés sans enfant et des couples d'une seule personne.</p> <p>Infrastructure : <i>données absentes</i></p>	<p>Population active :</p> <ul style="list-style-type: none"> - faible augmentation (48%) - chute importante des actifs dans le secteur primaire <p>Secteurs économiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - secteur tertiaire dominant avec 59% des actifs - crise économique de 1990 <p>Places de travail : diminution de 3%</p> <p>Pendulaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - augmentation des taux de pendulaires (1990 : 18,3%) - augmentation des distances à parcourir <p>Femmes au travail : augmentation</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1990 : 38,5% des actifs - ¾ de femmes actives dans le secteur tertiaire <p>Revenus : faible augmentation</p> <p>Tourisme : recul du nombre de nuitées en hôtellerie.</p> <p>Services :</p> <ul style="list-style-type: none"> - formation : majorité des plus de 20 ans avec un CFC ou diplôme d'école de commerce. - santé et transport : <i>données absentes</i> 	<p>1982 : Ecole enfantine ouverte à Grimentz.</p> <p>Critiques du centre : trajets longs et pénibles</p> <p>Proposition d'un horaire modifié, par Francis Salamin</p> <p>Expérimentations d'un horaire semi-continu et continu</p> <p>Nouvel horaire accepté par les six anciennes communes, le 14 septembre 1990</p>

<p>1991 - 2000</p>	<p>Evolution de la population :</p> <ul style="list-style-type: none"> - accroissement de la population de 20% (2000 : 2'035 habitants) - diminution de la proportion des 0-19 ans mais augmentation de leur nombre - augmentation des plus de 65 ans <p>Composition de la population : le nombre d'étrangers double (13% de la population)</p> <p>Ménages :</p> <ul style="list-style-type: none"> - augmentation des couples vivant en union libre avec enfant(s) - diminution de la proportion des couples mariés avec enfant(s) - augmentation des ménages monoparentaux et des ménages d'une personne - moyenne de 2 enfants par couple <p>Infrastructures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 40 sociétés culturelles et sportives dont 10 de musique et 20 sportives - présence de sociétés actives au niveau régional - grand nombre d'infrastructures de loisirs et de sports avec entre autres 44 installations de remontées mécaniques 	<p>Population active :</p> <ul style="list-style-type: none"> - majorité de la population active (1073 personnes actives) - 61% d'actifs présents dans le secteur tertiaire en 2000 - chute importante des actifs dans le secteur secondaire <p>Secteur économique : secteur tertiaire toujours dominant.</p> <ul style="list-style-type: none"> - relance économique en 1997. <p>Places de travail : augmentation sensible 1990-2005 : + 40%</p> <p>Pendulaires : augmentation des taux de pendulaires (19% des actifs) et distances parcourues toujours plus grandes</p> <p>Femmes au travail : augmentation des femmes dans les actifs (42%)</p> <p>Revenus : <i>données absentes</i></p> <p>Tourisme : relance du tourisme et évolution positive du secteur de la parahôtellerie (685'000 nuitées)</p> <p>Services :</p> <ul style="list-style-type: none"> - santé : centre médico-social avec deux médecins et un physiothérapeute. - formation : élévation du niveau de formation <ul style="list-style-type: none"> - 72% des actifs avec CFC ou diplôme de commerce - 13% ont suivi des études plus longues - dans le tourisme : 30% sans formation - formation pour adulte : ParcoursArianna, AFAM, Université populaire - transports : <ul style="list-style-type: none"> - courses et lignes de CarPostal développées entre la plaine et la vallée - réseau de navettes entre les stations - société Taxi Anniviers. 	<p>1991 : Expérimentation sur deux ans de la nouvelle organisation scolaire</p> <p>Rentrée scolaire 1994 : Instauration définitive du nouvel horaire</p>
--	--	--	--

A présent nous allons analyser et interpréter ce tableau de synthèse à travers la question scolaire. Ainsi, nous répondrons à la question de recherche qui est :

De quelle manière les facteurs structurels et démographiques ainsi que les facteurs économiques du Val d'Anniviers ont influencé le développement scolaire de la région, pour aboutir à l'élaboration de l'horaire continu ?

1.1. FERMETURE DES ÉCOLES DE VILLAGES ET CENTRALISATION SCOLAIRE

Depuis 1910, le Val d'Anniviers a connu un exode rural très important. Jusqu'en 1970, la population diminue de 35,5%, ce qui représente 800 personnes. Cet exode est principalement dû à la création d'emplois en plaine ainsi qu'à l'assainissement des terres qui permet des récoltes plus abondantes. Cet exode rural a pour effet une régression démographique importante.

Après la deuxième guerre mondiale, l'économie est relancée et le secteur secondaire se développe peu à peu tandis que la part de personnes occupées dans le secteur primaire diminue. Cette reprise économique se traduit par une forte population d'enfants de 0 à 14 ans (545 personnes) en 1960. Malgré tout, ce taux réparti dans les écoles de village ne suffit pas pour ouvrir davantage de classes par école. Par ailleurs, les enseignants sont difficiles à recruter dans la vallée.

De 1960 à 1970, la population continue à diminuer. La proportion d'enfants de 0 à 14 ans atteint 383 personnes. Cependant, l'exode rural est fortement atténué grâce à la relance économique dans les secteurs secondaire et tertiaire.

De plus, les professions liées au secteur secondaire nécessitent une main-d'œuvre plus qualifiée, contrairement à celles du secteur primaire. En 1970, plus des deux tiers de la population des plus de 20 ans ne bénéficient d'aucune formation. Une des raisons évoquées est le niveau trop faible de l'enseignement pour suivre des études supérieures.

Pour les trois raisons évoquées plus haut, soit le manque d'effectif d'élèves et d'enseignants et le faible niveau atteint par les élèves, les classes de village commencent à fermer leurs portes dès 1960.

En 1968, la première idée d'une centralisation scolaire est émise par le Département de l'Instruction publique valaisan. Vissoie semble être le lieu idéal de ce nouveau centre scolaire de par sa situation « carrefour » entre les différentes directions anniviardes.

En 1971, le projet d'une centralisation scolaire voit le jour. Toutes les classes enfantines et primaires sont regroupées, mais tous les villages n'y sont pas favorables: Grimentz et Ayer, de par un passé douloureux avec Vissoie, ne désirent pas fermer leur école. De plus, le tourisme se développe beaucoup dans ces régions et le nombre d'élèves est satisfaisant pour y ouvrir deux salles de classe par école.

Il faudra attendre le début de l'année scolaire 1973 pour rassembler tous les élèves du Val d'Anniviers au centre scolaire, comprenant le nouveau cycle d'orientation, à Vissoie.

1.2. OUVERTURE D'UN CYCLE D'ORIENTATION

La première centralisation de l'année scolaire 1971 permet d'ouvrir des classes contenant un seul degré. C'est dire si le nombre d'élèves est amplement suffisant. Pourtant les élèves en fin de scolarité primaire doivent encore se rendre à Sierre pour suivre leur école secondaire.

Par ailleurs, le Val d'Anniviers devient toujours plus attractif. Le secteur de l'industrie, en pleine expansion dans les années septante, a créé des emplois. Le nombre d'actifs croît continuellement et les revenus fiscaux moyens triplent. Enfin, les sociétés de musique et les infrastructures sportives sont nombreuses. Tout cela démontre l'attractivité du Val d'Anniviers, devenu moderne. D'ailleurs, 18% des actifs souhaitent demeurer dans la vallée même s'ils doivent se déplacer en plaine pour travailler.

De plus, la vallée souhaite éviter un retour à un exode rural en offrant des places d'apprentissage aux jeunes personnes qui sortent de l'école obligatoire. Toutefois, les écoliers doivent descendre en plaine pour effectuer leur école secondaire ; cette période peut accroître le risque que les familles déménagent pour s'y établir afin de limiter la fatigue induite par les trajets.

En outre, en regroupant les écoles de village, la vallée désire élever le niveau des élèves. Néanmoins, les trajets pénibles pour se rendre à l'école secondaire de Sierre sont autant d'énergie et de temps perdu que les élèves pourraient utiliser pour améliorer leur niveau scolaire.

Etant donné qu'il y a assez d'élèves pour créer un cycle d'orientation, que le Val d'Anniviers souhaite attirer toujours plus de monde, en particulier des familles, et qu'il veut aussi élever le niveau des élèves, les autorités décident d'ouvrir le cycle d'orientation au centre scolaire d'Anniviers en 1973.

1.3. OUVERTURE D'UNE ÉCOLE ENFANTINE POUR GRIMENTZ ET AYER

Comme nous l'avons signalé préalablement, les anciennes communes de Grimentz et d'Ayer étaient réticentes à la centralisation scolaire en raison d'effectifs suffisants et d'anciens conflits avec Vissoie. Elles ont cependant été contraintes de se rallier au centre scolaire de Vissoie en 1973 par le Département de l'instruction publique.

Néanmoins, les responsables scolaires se rendent rapidement compte que les trajets pour les jeunes élèves de l'école enfantine sont beaucoup trop longs et fatigants.

Par ailleurs, Grimentz et Zinal, situé sur l'ancienne commune d'Ayer, sont deux stations touristiques particulièrement bien développées grâce à l'essor du tourisme, entre 1970 et 1980, et aux domaines qui en dépendent. Cela a amené une augmentation de la population active et d'enfants.

Pour ces deux raisons, l'école enfantine est rouverte en 1982 à Grimentz, pour les villages de Grimentz et Ayer.

1.4. CRÉATION DE L'HORAIRE CONTINU

Grâce à notre travail de recherche, nous pouvons émettre quatre causes à la volonté de modifier l'horaire scolaire.

En 1970, le Val d'Anniviers connaît une forte période de développement à tous les niveaux. La vie moderne et l'augmentation des revenus amènent un nouveau mode de pensée. L'homme devient plus indépendant et pense à son épanouissement personnel. L'évolution du rôle de la femme prend un tournant dans cette société libérée de la pression de l'Eglise. Les femmes souhaitent accéder, elles aussi, à un revenu autonome et accroître leur indépendance. La population féminine augmente son niveau de formation et sa participation dans le monde de l'emploi avec, pour conséquence, la difficulté de concilier vie familiale et vie professionnelle. Cela a des retombées sur le modèle des familles ; le taux de natalité baisse. Les femmes recherchent alors des emplois à temps partiel. Cependant, nous savons qu'une grande partie des femmes actives ont un emploi dans le secteur tertiaire et en particulier dans la branche du tourisme. Nous savons aussi que ces domaines exigent des heures de travail irrégulières. Il devient donc toujours plus difficile de travailler et de s'occuper des enfants durant le temps de midi.

Par ailleurs, comme nous l'avons souligné plus haut, la vie moderne amenée par l'expansion du secteur des services a une influence sur le changement des mentalités. De nouveaux modes de vie apparaissent et le divorce n'est plus marginalisé. Ainsi, les familles monoparentales sont toujours plus nombreuses. Néanmoins, le responsable de famille peut difficilement se contenter d'un petit salaire et doit travailler à 100%. Il n'est

donc pas facile, pour une seule personne, de travailler toute la journée, voire la soirée, et de s'occuper en même temps de ses enfants.

De plus, dès 1970, nous assistons à l'avènement de la société de consommation. La population désire toujours plus d'objets et de services et recherche constamment le confort. Les trajets en bus, autrefois convoités pour leur rapidité, deviennent alors pénibles et trop longs pour la plupart des personnes. Cette critique a été maintes fois répétée lors d'entretiens auprès de la population.

Enfin, malgré une évolution vers les ménages toujours plus petits, le couple marié avec enfant(s) est le type de famille le plus répandu dans le Val d'Anniviers. Par ailleurs, avec le boom immobilier des années septante, nous savons que la plupart des hommes actifs travaillent dans le secteur secondaire et surtout dans le domaine de la construction. Les chantiers sont éparpillés dans le Val d'Anniviers. De ce fait, les trajets entre la maison et le travail sont parfois longs. Les ouvriers préfèrent donc les pauses de midi rapides sur les chantiers afin de finir la journée de travail plus vite et de passer du temps avec leur famille, le soir.

Pour ces nombreuses raisons que sont l'augmentation de l'activité féminine, l'accroissement des familles monoparentales, la recherche du confort et la préconisation de la vie de famille, la volonté de modifier l'horaire scolaire apparaît en 1982.

Dès lors, les aspects que nous venons d'évoquer se renforcent davantage et confirment la nécessité d'un changement d'horaire pour les enfants scolarisés. En effet, les femmes sont toujours plus actives et plus des trois quarts travaillent dans le secteur tertiaire. De plus, elles tiennent davantage à leur emploi, comme nous l'avons vu avec la crise de 1990 dans laquelle elles n'acceptent plus de jouer le rôle d'amortisseur conjoncturel. Par ailleurs, le taux de natalité ne cesse de baisser jusqu'en 1990 et la population vieillit fortement.

De ce fait, après plusieurs expérimentations de l'horaire continu et de l'horaire semi-continu ainsi que des enquêtes poursuivies auprès des élèves et des parents, le centre scolaire d'Anniviers opte, en 1991, pour l'expérimentation, sur deux ans, de la nouvelle organisation scolaire ainsi que la construction du réfectoire.

Ce nouvel horaire est finalement introduit après acceptation, en août 1994.

2. CONCLUSION

« Le paradoxe anniviarde a déteint sur mon travail qui s'ouvre sur la fermeture de la vallée, et se ferme sur son ouverture ». Cette phrase tirée de Rouvinez (1984, p.127), retrace notre cheminement vers la compréhension de l'évolution de la société anniviarde.

En effet, nous avons fouillé le passé et l'avons débarrassé de tout mythe pour n'en garder que les faits réels. Le Val d'Anniviers n'a cessé de progresser et d'avancer vers son ouverture et sa modernisation. Son développement a entraîné avec lui l'évolution positive du secteur scolaire.

En mettant en relation le développement socio-économique de la région du Val d'Anniviers et celui du domaine scolaire, nous avons pu faire ressortir quelques facteurs clés qui, combinés entre eux, ont eu un impact direct sur l'environnement scolaire. Il s'agit, entre autres, du développement de la population, de l'évolution vers le secteur secondaire puis tertiaire et de l'essor du tourisme.

L'attractivité de la vallée est désormais évidente. Les offres d'emplois et d'apprentissages augmentent, de même que les services des transports ; il devient toujours plus aisé de se déplacer d'un village à l'autre et également en plaine. Au niveau de la santé, les Anniviards possèdent un service presque complet et les offres de formation pour adultes augmentent.

Nous retrouvons les preuves de cette attractivité parmi le nombre croissant de pendulaires, l'essor des femmes dans le monde du travail, l'augmentation des couples avec enfant(s) et celui du nombre de jeunes entre 0 et 19 ans.

De plus, la vie associative de la commune est riche ; ses infrastructures de culture, de loisirs et de sports sont toujours plus denses et les nombreuses possibilités d'activités extra-scolaires permettent aux enfants d'être pris en charge à la fin de leur journée d'école à 14h25.

Toutes ces caractéristiques, présentes au moment de l'introduction de l'horaire continu, contribuent à son bon fonctionnement.

Par ailleurs, nous avons réalisé que la place attribuée à l'école dans la vie courante a fortement évolué. Dans la société agricole, l'apprentissage scolaire des enfants passait au second plan après avoir aidé les parents et les grands-parents aux champs. L'arrivée de l'industrie a complètement bouleversé les mentalités au point qu'actuellement, la formation des enfants est la principale préoccupation de la population. Le domaine scolaire est passé d'un extrême à l'autre. Comment sera-t-il demain ? Ou plutôt, devrions-nous dire, comment sera la société de demain ?

2.1. PROLONGEMENT ET PERSPECTIVES

Pour prolonger notre recherche, il serait intéressant de connaître certaines données psychosociologiques telles que les particularités politiques de la région, le rôle de l'Eglise et les caractéristiques de l'identité régionale qui ont sans doute joué un rôle important dans le développement du domaine scolaire au Val d'Anniviers. En effet, la région s'est fortement modernisée ces dernières décennies alors que pendant très longtemps, le Val d'Anniviers était connu pour être hostile à tout progrès (Crettaz, 2008, p.13). Nous pensons donc que ce changement de mentalité et ce développement vers la modernité provient aussi de ces facteurs psychosociologiques. Il serait donc intéressant de voir l'évolution de ces données et leurs influences sur le développement scolaire.

Nous trouverions aussi pertinent de connaître les représentations des enseignants, directeurs et autres représentants de l'école sur le développement scolaire de ces dernières décennies: Ont-ils favorisé ou non le développement scolaire ?, Comment assumaient-ils le fait que le niveau des élèves étaient plus bas que celui des enfants de la plaine ?

Enfin, nous sommes aussi intéressée à découvrir les résultats finaux de la recherche menée par les professeurs Steiner et Périsset à la Haute Ecole Pédagogique puisque nous y avons participé en analysant la région du Val d'Anniviers. Le but de cette recherche est d'accompagner les écoles des Alpes lors des transformations sociales contemporaines. Nous sommes curieuse de voir si les facteurs qui influencent le domaine scolaire du Val d'Anniviers sont similaires à d'autres régions alpines.

3. DISTANCE CRITIQUE

Arrivée au terme de ce travail de recherche, nous allons à présent reprendre la structure de notre travail, évaluer la pertinence de certains choix et poser un regard critique sur notre démarche.

Concernant la problématique, nous avons opté pour une présentation générale et actuelle de la société du Val d'Anniviers et pour un descriptif historique de l'école. L'apport des études faites par d'autres chercheurs nous ont permis de définir notre question de recherche et la manière de traiter notre sujet. Ces divers aspects nous paraissent cohérents et explicites.

Cependant, nous pouvons discuter de l'emplacement de l'histoire de l'école du Val d'Anniviers. En effet, nous aurions pu écrire cette partie après l'analyse des contextes structurels, démographiques et économiques du Val d'Anniviers. C'est d'ailleurs dans cet ordre que le tableau de synthèse a été rédigé. Toutefois, il nous semblait pertinent de traiter de l'évolution du contexte scolaire dans la problématique. Ainsi, nous avons exposé les événements clés qui ont marqué l'histoire de l'école pour ensuite s'interroger sur les facteurs qui ont influencé ce développement.

La méthode adoptée pour ce travail consistait à analyser le contenu de divers ouvrages au travers de catégories prédéfinies. Nous considérons cette méthode comme la plus adaptée pour cette recherche socio-historique.

La deuxième partie de notre travail se porte sur une analyse globale de la société industrielle et post-industrielle, qui constitue, par la même occasion, notre cadre conceptuel axé sur le concept de société. Dans cette analyse, les secteurs socio-économiques sont mis en évidence à l'échelle européenne, nationale et locale.

Ce cadre conceptuel nous a permis de mieux comprendre le développement global de la société de ces dernières décennies. Il a également servi à analyser le développement du Val d'Anniviers et à interpréter les résultats de manière pertinente.

Dans la troisième partie de cette recherche, nous avons utilisé les données statistiques en lien avec les contextes socio-économiques, afin de constater l'évolution du Val d'Anniviers ces dernières décennies. Les résultats de cette analyse ont ensuite été mis en relation avec l'évolution du domaine scolaire à l'aide du tableau de synthèse.

Nous déplorons la recherche difficile et fastidieuse de ces informations, le manque de données pour les années antérieures à 1970 et pour les petites communes ainsi que la non concordance entre les chiffres communaux, cantonaux et fédéraux.

Par ailleurs, nous aurions souhaité aborder un troisième contexte qui englobe des données psychosociologiques déjà décrites plus haut. Pour ce faire, nous aurions dû élaborer une enquête auprès des habitants et des représentants politiques et ecclésiastiques. Faute de temps, nous avons dû renoncer à nos ambitions.

La quatrième partie de ce travail est constituée du tableau de synthèse et de l'interprétation des résultats. Cette dernière partie, qui se veut objective, explique comment certains contextes ont eu un effet sur le développement scolaire et répond ainsi à la question de recherche.

Nous aurions pu affiner l'objectivité de l'interprétation des résultats en rajoutant une catégorie psychosociologique susmentionnée.

4. BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

4.1. SOURCE DES DONNÉES STATISTIQUES

Annuaire statistiques du canton du Valais 1974, 1982, 1990, 1992, 2000, 2002. Sion : Office cantonal de statistique du canton du Valais.

Brocher, S & Forestier, A. (Janvier 1990). *L'évolution du paysage du Val d'Anniviers entre 1950 et 1988.* Mémoire de licence. Université de Genève. Section Sciences Economiques et sociales : Département de Géographie.

Bulletin d'informations statistiques. N°1-180. (s. d.) Berne : Office de statistique du canton du Valais. Département des finances.

Chauvie, P. (1976). *Val d'Anniviers. Situation socio-économique. 1970-1974.* Charrat: Bureau d'économie régionale EPFZ.

Chauvie, P. (1977). *Programme de développement. Analyse de la situation I, Analyse de la situation et des potentialités II & III. Val d'Anniviers.* Zurich : Institut d'économie rurale EPFZ.

Chauvie, P. & Gabbud. B. (2005). *Communes d'Anniviers. Dossier de fusion.* Vissoie : Association suisse pour le service aux régions et communes (SEREC).

Chauvie, P. & Vachoux, J.-F. (1993). *Evolution socio-économique 1970-1990 du Val d'Anniviers et de ses six communes.* Vissoie : Association suisse pour le service aux régions et communes (SEREC).

Population résidente selon l'âge, 1970...2000 - analyses régionales interactives. (s.d.). Consulté le 18 octobre 2009 dans http://www.media-stat.admin.ch/maps/mapresso/user/asa/ch_a1/ch-asa12prop_fr.php.

Population résidante selon un choix de caractères, par nationalité et par sexe 2000. (2001). Consulté le 18 octobre 2009 dans <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index.html>.

Recensement fédéral de la population 1er décembre 1960. Canton du Valais. (1964). Vol. 23. Berne : Bureau fédéral de statistique.

Recensement fédéral de la population 1970. Canton du Valais. (1974). Vol. 3.23. Bern : Bureau fédéral de statistique.

Recensement fédéral de la population 1980. Canton du Valais. (1985). Vol. 37. Bern : OFS.

Recensement fédéral de la population 1990. Ménages et familles. Tableaux géographiques. (1993). Bern : OFS.

Recensement fédéral de la population 2000. Evolution de la population des communes 1850-2000. (2001). Consulté le 9 décembre 2009 dans <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index.html>.

Recensement fédéral de la population 2000. Ménages et familles. (2005). Neuchâtel : OFS.

Schuler, M., Dessemontet, P. & Joye, D. (Juillet 2005). *Recensement fédéral de la population 2000. Les niveaux géographiques de la Suisse*. Neuchâtel : OFS.

4.2. BIBLIOGRAPHIE

Amrein, T. (2009). *L'usage des technologies de l'information et de la communication : un moyen de concilier vie familiale et vie professionnelle pour les femmes des vallées alpines ?*. Numéro 18. Consulté le 12 janvier 2010 dans <http://www.ethnographiques.org/2009/Amrein>.

Andrey, G., Arlettaz, A., Bétrisey, G., Papilloud, H. & Tschopp, M.-P. (1976). *Développement et mutations du Valais*. Sion : Groupe valaisan de sciences humaines.

Antille, S. (2004-2006). *Val d'Anniviers*. Consulté le 22 octobre 2009 dans http://www.hcanniviers.ch/val/le_site.php.

Arlettaz, G. & S., Clavien, A. & Papilloud, J.-H. (2002). *Histoire du Valais. Tome 3*. Sion : Société d'histoire du Valais romand.

Bardin, L. (2007). *L'analyse de contenu*. Paris : Presses Universitaires de France.

Bätzing, W. & Rougier, H. (2005). *Les Alpes. Un foyer de civilisation au cœur de l'Europe*. Lausanne : LEP.

Bell, D. (1976). *Vers la société post-industrielle, traduction de Pierre Andler*. Paris : Robert Laffont.

Berthoud, G. (1967). *Changements économiques et sociaux de la montagne*. Berne : Francke.

Bertozzi, F., Bonoli, G. & Gay-des-Combes, B. (2005). *La réforme de l'état social en Suisse. Vieillesse, emploi, conflit travail-famille*. (Le savoir Suisse). Lausanne: Presses polytechniques et universitaires romandes.

Bezencon Sierro, A-L. (1998). *La vie des femmes du Val d'Hérens (Valais) et leurs rôles au sein de leur communauté villageoise (1900-1950)*. Mémoire de licence. Université de Genève. Section des Sciences de l'Education.

Blanc, O. (1990). Perspectives de l'activité féminine et monde du travail. In P. Gilliard & M. Lévy (Ed.), *Familles et solidarité dans une société en mutation* (pp. 129-139). Lausanne : Réalités sociales.

Bottomore, T.B. (1974). *Introduction à la sociologie*. Paris : Payot.

Brenner, S. (2007). *Les Alpes, entre villes et campagnes. La responsabilité des villes des Alpes pour l'avenir de l'espace alpin*. Actes de la conférence, n°2005/22. 22-24 septembre 2005. Brig : CIPRA.

Brocher, S & Forestier, A. (Janvier 1990). *L'évolution du paysage du Val d'Anniviers entre 1950 et 1988*. Mémoire de licence. Université de Genève. Section Sciences Economiques et sociales : Département de Géographie.

Busch, M.-C. (1975). *La sociologie du temps libre existe-t-elle ?* Paris : Moutons & Co.

Chauvie, P. (1993). Adaptation d'une vallée alpine de 1850 à nos jours : l'évolution du Val d'Anniviers. *Montagna*, 12, 11-13.

Cherpion, L. (1970). *Anniviers 1970. Etude régionale*. Fascicule n°1. Mémoire de licence en sciences géographiques. Université de Liège.

Chesnais, J.-C. (1990). *Que sais-je ? La démographie*. Paris : Presses Universitaires de France.

Cottet, G. (2002). *Valorisation patrimoniale et développement touristique durable : internet comme outil de promotion : le Val d'Anniviers, initiation à une visite virtuelle*. Lausanne : Université de Lausanne, Institut de géographie, Faculté des lettres.

Courthion, L. (1972). *Le peuple du Valais*. Lausanne : Bibliothèque romande.

Crettaz, B. (1979). *Nomades et sédentaires dans le Val d'Anniviers*. Genève : Grounauer.

Crettaz, B. (2008). *Le curé, le promoteur, la vache, la femme et le président. Que reste-t-il de notre procession ?* Ayer : Ed. Porte-plume.

Déclaration universelle des droits de l'homme. (s.d.). Consulté le 10 juillet 2009 dans <http://www.un.org/fr/documents/udhr/>.

Ecoles à horaire continu Suisse – Aperçu. (2005). Association suisse des écoles à horaire continu : Lausanne.

Encyclopédie Universalis. Corpus 7. (2008). Paris.

Epiney Regolatti, D. (2007). *Regard sur un projet de formation : parcours Arianna Anniviers 2005-2007*. Saint-Jean. Consulté le 14 janvier 2010 dans http://www.anniviers.movingalps.ch/anniviers/arianna/der_pAA_311207.pdf.

Evéquozy-Dayen, M. & Reichenbach, P. (2002). *Histoire du Valais. Tome 4*. Sion : Société d'histoire du Valais romand.

Fédération suisse du tourisme. (2009). *Le tourisme suisse en chiffre 2008*. Bern : FST.

Forsé, M., Parodi, M., Langlois, S., Bréchon, P., Caplow, T., Helly, D. & Chazel, F. (2002) *Voies nouvelles de la sociologie*. L'Année sociologique. Volume 52 N°1. Paris : Presses Universitaires de France.

Goody, J. (2001). *La famille en Europe*. Paris : Editions du Seuil.

Grand Larousse Universel. Tome 14. (1995). Paris.

Guérin C. (2007). *Ecole à horaire continu*. Consulté le 2 juillet 2009 dans <http://www.rsr.ch/la-1ere/on-en-parle/selectedDate/21/5/2007#20070521-ecole-a-horaire-continu>.

Hanhart, S., Beer Fluckiger, V. et Perroulaz, G. (1990). *L'école est fermée! ... Et alors?*. Université de Genève, Cahiers n°59, Section des Sciences de l'Education.

Haug, W. & Schuler, M. (2003). *Pendularité. Nouvelles définitions des agglomérations*. Berne : OFS.

Kellerhals, J., Troutot, P.-Y. & Lazega, E. (1984). *Microsociologie de la famille*. (Que sais-je ?). Paris : Presses Universitaires de France.

Langlois, S. (2002). *Nouvelles orientations en sociologie de la consommation*. In M. Forsé, M. Parodi, S. Langlois, P. Bréchon, T. Caplow, D. Helly & F. Chazel (Ed.), *L'année sociologique* (pp.83-103). Paris : Presses Universitaires de France.

Lazzarato, M. (1996). La lutte de classe dans le capitalisme postmoderne. *Multitudes*. [Page web]. Accès : <http://multitudes.samizdat.net/La-lutte-de-classe-dans-le.html>. [17 juillet 2009].

Levy, R. (1991). *Structure sociale de la Suisse. Radiographie d'une société*. Zurich : Edition PRO HELVETIA, Fondation suisse pour la culture.

Lopreno, D. (1989). *Le concept de post-industrialisme. Essai critique sur la transformation du tissu industriel genevois*. Thèse N°338, Université de Genève, département des sciences économiques et sociales. Genève : Le Concept Moderne / Editions.

Maitre, M. (06.10.2006). *Fusion de communes-Communication exemplaire pour Le Val d'Anniviers*. *Affaires publiques*.

Michelet, J. (2008). *Régionalisation et politique régionale dans les Alpes suisses. Quelles stratégies et quel avenir, perspectives valaisannes*. Thèse de doctorat : Université de Lausanne.

Mucchieli, R. (2006). *L'analyse de contenu des documents et des communications*. Issy-les-Moulineaux : ESF Editeur.

Plan du Val d'Anniviers. In Photos – Paysages. (2005). Consulté le 16 novembre 2009 dans http://www.photos-paysages.ch/paysages_suisse/alpes/grimentz/randos/g_carte_anniviers.jpg

Preiswerk, Y. (1980). *La mort, le vin, le fromage et le pain*. Institut universitaire d'étude du développement Genève.

Quivy, R. & Campenhoudt, L.V. (2005). *Manuel de recherche en sciences sociales*. Paris : Dunod.

Robert, A. D. & Bouillaguet, A. (1997). *L'analyse de contenu*. (Que sais-je ?). Paris : Presses Universitaires de France.

Rouvinez, S. (1984). *Anniviers n'est plus ?* Université de Lausanne. Faculté des lettres.

Salamin, F. (2006). *Nouvelle organisation scolaire en Anniviers*. L'horaire continu.

Sauthier, V. (1992). *Evolution du rôle des femmes dans l'économie valaisanne : 1960-1990*. Mémoire de licence en économie régionale. Université de Fribourg. Faculté des Sciences Economiques et Sociales.

Schürch D. (2003). *MovingAlps Anniviers*. Consulté le 16 septembre dans <http://www.anniviers.movingalps.ch/>.

Société (Sociologie). (2010). In *Wikipedia*. Consulté le 14 janvier 2010 dans [http://fr.wikipedia.org/wiki/Soci%C3%A9t%C3%A9_\(sociologie\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Soci%C3%A9t%C3%A9_(sociologie)).

Stutz, H., Mäder, U., Sieber, C., Schmassmann, H., Binder, H.-M., Kübler, D., Gerlach, I., Von Hehl, S., Richter, O., Stinsmeier, B. & Wetzorke, P. (2004). *Rapport sur les familles 2004. Structures nécessaires pour une politique familiale qui réponde aux besoins*. Berne : Département fédéral de l'intérieur (DFI).

Tissot, H. (1975). *La crise des institutions familiales*. Lausanne : Editions Grammont.

Touraine, A. (1969). *La société post-industrielle. Naissance d'une société*. Paris : Editions Denoël.

Touraine, A. (1973). *Production de la société*. Paris : Editions du Seuil.

Tschoumy, J.-A. (1988). *L'école à horaire continu : une réponse aux problèmes de notre temps ?* Neuchâtel : Institut romand de recherches et de documentation pédagogiques.

Attestation d'authenticité

Je certifie que ce mémoire constitue un travail original et j'affirme en être l'auteur.
Je certifie avoir respecté le code d'éthique et la déontologie de ma recherche en le réalisant.

Saint-Maurice, 22 février 2010

Marielle Savioz